



# idées

## FEMMES

### Le socialisme au féminin

par ODETTE THIBAUT (\*)

**L**e véritable socialisme n'existe nulle part. C'est un fait. Pourquoi ? A cette douloureuse interrogation, je reçois un jour cette réponse : « Parce qu'il n'est pas naturel à l'homme ! » Ce n'est que trop vrai.

C'est pourquoi on peut douter de la sorte de socialisme que nous apportent les deux partis exécutifs d'un programme qui n'a rien de commun avec ce que nous souhaitons : l'unité et la paix, hors des lites de pouvoir. Quelles que soient les idéologies politiques, fussent-elles égalitaires en principe, elles n'arrivent jamais à la réalisation pratique de ce socialisme dont la définition originelle (trop oubliée) est : révolution dans les rapports humains, à commencer, comme le disait Marx, par les rapports homme-femme.

L'échec de l'idéal socialiste sur le plan pratique vient, à mon point de vue, de ce que les rapports humains continuent à être vécus sur le mode mâle, c'est-à-dire fondés sur la force, l'éternelle lutte de pouvoirs, l'agressivité destructrice. A cet égard, n'oublions pas que des que les premiers hommes ont disposé de la première arme : une pierre, ils l'ont dirigée contre leurs semblables, comme en témoignent les trous faits dans les crânes fossiles des pithécantropes ; et on est porté à croire que les premières vagues d'humanité ont été exterminées par les suivantes. Des millions d'années d'expérience d'un monde dirigé par les mâles nous ont laissé une histoire jalonnée d'exterminations humaines, de génocides, de guerres.

Est-ce à dire que, si le socialisme n'est pas naturel à l'homme, il serait plus naturel à la femme ? Rien ne permet de l'affirmer, évidemment, puisqu'on n'a pas encore donné aux femmes la possibilité de le prouver expérimentalement. Néanmoins, un fait est assez frappant : lorsque les mouvements féminins font une analyse politique et la poussent assez loin, elle aboutit à une contestation radicale du pouvoir patriarcal, et elle débouche sur le socialisme dans sa plus stricte orthodoxie et même jusqu'au socialisme autogestionnaire (1).

En effet, nous ne voulons pas, nous les femmes, de hiérarchies

fondues sur les fausses valeurs (la soif de domination, l'argent). Si nous reconnaissons l'unité, pour la collectivité, des vrais leaders, quel que soit leur sexe (et la nécessité de structures fonctionnelles fondées sur la compétence), en revanche, nous ne voulons plus de vos petits bétaïs agressifs, marionnettes minables qui finissent par s'en aller (comme les autres), mais dont les « trois petits tours » suffisent à faire des milliers de morts ; de tous vos Hitler, Salazar, Pinochet, Staline et autres Napoléons.

Quoi qu'en disent les psychologues (mâles), nous n'envions pas vos pénis, nous ne voulons pas vos faibles ne nous que le prolongement de l'expression « tirer un coup », et qui éjectent leurs bombes de plus en plus loin, en essayant de battre le record du voisin, comme ces adolescents qui jouent « à qui fera pipi le plus loin ». Pour nous, nous ne comprenons pas comment une aussi petite différence a pu engendrer d'aussi grandes inégalités.

Est-ce à dire que nous voulons vous castrer (une de vos peurs ancestrales) ? Rassurez-vous, nous n'y songeons point, car nous vous aimons. Nous aimons les fils que vous nous donnez, et que nous ne pourrions pas faire sans votre petit chromosome Y ; mais nous ne voulons plus qu'ils ressemblent à leurs pères. Nous rêvons d'un *Homo sensibilis*, d'un *Homo teneris* — bref, de cet *Homo* que vous avez arquéusement et prématurément baptisé « sapiens », et dont on attend encore l'avènement.

Nous refusons de produire des enfants pour répondre à vos besoins en producteurs ou en guerriers selon les temps, mais toujours pour servir votre soif de pouvoir qui est sans limite : après avoir colonisé la Terre, détruit les autres espèces, les forêts, bientôt les mers, les airs, vous engrossez la Lune, vous voulez poser des sondes à Vénus, vous préparez vos prochaines batteries contre vos phantasmes

d'ennemis extra-terrestres, les terrestres n'étant déjà plus à la mesure de vos forces présumées. Vous confondez dans le même vertige incontrôlé la force positive de l'instinct d'exploration et la soif de conquête.

Nous ne voulons pas de vos coups de force et de vos coups de gueule. Nous ne voulons plus servir vos ambitions, votre carrière, être un de vos éponges extérieures de réussite, et votre repos entre deux guerres (mais qui est le repos de la femme du guerrier ?) — moyennant quoi vous condescendez à faire de temps en temps notre vaisselle ou à vider nos poubelles.

Nous ne voulons plus être les poulx qui constituent vos basses-cours, mais vos partenaires, vos égaux et, s'il le faut, vos adversaires, mais seulement pour mieux refuser d'entrer dans votre jeu. Et si vous vous étonnez (naturellement) que nous devenions parfois agressives, dures (nous, les faibles, nous les tendres « par nature »), c'est à force d'avoir peiné et vieilli sous vos regards.

Nous ne voulons plus de vos frontières illusoires, matérielles, économiques ou idéologiques qui vous protègent des ennemis phantasmagoriques dont vous avez besoin comme boucs émissaires de votre propre agressivité. Nous voulons les ouvrir à la vie, à tous les humains, quel que soit leur sexe, la couleur de leur peau ou de leurs opinions, ou le poids de leur bourse. Nous, les réalistes, les près de la terre et de la vie, parce que nous faisons partie des opprimés, nous avons compris depuis longtemps qu'une classe, une nation, une moitié du monde ou du ciel ne peut pas indéfiniment et impunément écraser une autre.

La femme est-elle l'avenir de l'homme, comme le chantait Aragon ? Nous n'en savons rien. Mais une chose est sûre, car le passé l'a suffisamment démontré : l'homme n'est pas l'avenir de la femme. L'avenir de la femme, c'est elle-même. Il est entre ses mains ; et pas seulement le sien, mais celui de ses enfants et celui du monde entier.

Est-ce cela le socialisme ? Je ne sais pas. Ce que je sais, c'est que c'est au masculin que se conjuguent la soif de pouvoir, l'agressivité et la domination. C'est pourquoi il n'y a encore jamais eu, et il n'y aura jamais, de socialisme au masculin.

Le socialisme sera au féminin, ou il ne sera pas.

(\*) Docteur en sciences biologiques ; journaliste scientifique. Membre du parti féministe unifié.

## LA FEMME D'HARPAÇON NOTRE PROGRAMME COMMUN

(Suite de la première page.)

Pour le reste, que suggère de nouveau le « programme commun des femmes » ?

Passons sur la cohabitation entre époux interdite pendant une génération, qui relève du canular. Il serait déjà beau que chacun dispose d'une chambre personnelle, d'un cabinet de toilette qui ne soit pas commun à toute la famille, et du droit, en somme, de s'isoler. C'était le luxe que s'accordaient, autrefois, les familles de l'aristocratie : tous les hôtes du château, siècles après siècles, comprennent les appartements de madame, dans une aile, et ceux de monsieur, dans l'autre.

Mais ne rêvons pas. Considérons moins. Pourquoi pas ? Réduire la semaine de travail à trente ou trente-cinq heures. Pourquoi pas ? Mais

moment fait-on pour réduire les charges sociales, ce que supposent diverses propositions du programme ? En diminuant la production ? Si la réponse se trouve dans la loi de Choiseir, elle est échappée.

Créer un fonds de garantie pour assurer le paiement des pensions alimentaires relatives aux enfants, et aux enfants seulement. Pourquoi pas ? Cela revient à garantir à chaque enfant dont la charge incombe à un seul de ses parents, l'autre étant défaillant, un revenu qui le programme fixe à 600 francs.

Cette garantie existe déjà sous deux formes : l'allocation dite d'orphelin — terme affreux — dont le double inconvénient est d'être d'un montant trop faible (150 francs) et de n'être versée par les caisses d'allocation familiales qu'après de longs mois pendant lesquels le ou la bénéficiaire doit faire la preuve que toutes les démarches possibles ont été tentées pour contraindre le débiteur défaillant et où les caisses procèdent elles-mêmes à une enquête.

Or l'on retrouve la pesanteur et la méfiance administrative, alors que la Suède — la seule d'ailleurs — commence par verser l'allocation et procède ensuite à l'enquête et au recouvrement de cette allocation, si le débiteur finit par payer.

Le revenu minimum garanti à chaque enfant à la charge d'un seul parent existe également, mais à la condition que cet enfant ait moins de trois ans et que les sommes versées ne fassent que compenser les ressources du bénéficiaire à concurrence d'un revenu mensuel global de 900 francs plus 300 francs par enfant.

Autant dire qu'il faut être à la rue pour entreprendre la série de démarches plus humiliantes les unes que les autres au bout desquelles les versements sont opérés.

C'est tout le système d'attribution de toutes les prestations qu'il faudrait revoir, la France ayant réussi ce miracle d'avoir un budget social considérable tout en donnant aux Français, pris individuellement, le sentiment de recevoir des aumônes.

Le droit à l'époux survivant de toucher tout ou partie de la pension de retraite de l'épouse décédée ? Pourquoi pas ? Mais cette réversion existe dans le régime général de la Sécurité sociale et dans la fonction publique.

Ce sont les caisses de retraite complémentaire qui ne l'accordent pas. On peut se demander, d'ailleurs, comment Choiseir s'accommode d'une épouse de cadre

qui peut n'avoir jamais travaillé ni élevé des enfants, percevoir la pension parfois substantielle de son mari décédé, et qu'une femme au travail depuis plus de trente-sept ans ne touche, lorsqu'elle prend sa retraite, qu'une mensualité inférieure au S.M.I.C.

Qu'on fiscalise — comme le programme le réclame — ou qu'on ne fiscalise pas la Sécurité sociale, c'est une question de technique. Que l'on assure un sort meilleur aux retraités, et retraités dont les salaires furent modestes, ou à celles qui ont eu trop d'enfants pour pouvoir travailler longtemps, cela suppose que l'on prenne l'argent quelque part. Il est toujours bon, dans ces cas-là, de dire qu'on le prendra, plutôt que de laisser croire qu'un vieux grigou nommé l'État dort, tel Harpagon, sur sa cassette.

Je suggérerais d'ajouter au « programme » un mot qui manquait à mon sens : le salaire différé.

Le système existe dans le droit qui régit l'agriculture. Quand un exploitant disparaît, alors que ses enfants ont travaillé sur l'exploitation, ils reçoivent dans leur part d'héritage ce qui correspond au salaire qu'ils auraient perçu si leur travail avait été rémunéré. Ne serait-il pas juste que, dans l'hypothèse où un homme disparaît en laissant des biens, sa veuve reçoive, dans sa part d'héritage, ce qui correspondrait à une rémunération du travail dit « domestique » qu'elle a fourni pour la famille, au lieu que, de cet héritage, la part du non allié aux enfants qu'elle a élevée ? Tout le monde ne laisse pas d'héritage. Mais il y a des principes qui méritent en eux-mêmes d'être défendus.

Ces remarques ne constituent pas une critique quant au fond et à l'intention du programme commun pour les femmes. Au contraire.

C'est en travaillant sur le réel, en confrontant le désirable et le possible, en entrant dans les arcanes de l'économie et du budget, social ou pas, bref en s'informant et en informant correctement sur des sujets dont l'aridité ne rebute

pas seulement les femmes que les militaires sérieux du féminisme apporteront maintenant une contribution concrète au progrès, en même temps que la richesse de leur imagination pour sortir des routines.

Quelles se réunissent pour faire cet effort, qu'elles réussissent, ainsi, à sortir du « n'y a qu'à » et à formuler des propositions réalistes même si elles sont hardies, on peut seulement s'en féliciter.

Qui leur donnera les chiffres ? Qui leur ouvrira les dossiers si elles ne pénètrent pas dans les instances qui les possèdent et qui les gardent jalousement sous le coude ? Cela est une autre histoire, à moins qu'on tout prendre, ce soit la même.

FRANÇOISE GIROUD.

**A**u nom du mouvement Choiseir la cause des femmes (1), j'ai accepté d'être candidate aux élections législatives dans la 8<sup>e</sup> circonscription des Yvelines où je demeure depuis vingt ans. Des dizaines d'autres femmes de Choiseir se présentent en France.

Je n'avais certes pas prévu d'arriver à cela ; moi, une femme simple qui défendait simplement, comme elle pouvait, le droit si fragile des femmes. Quelqu'un que tous les dictionnaires désignent sous le vocable, tout simple et si ignoré, de « féministe ».

Je n'avais pas prévu, mais tout m'y a poussé. A commencer par le ridicule insoutenable des hommes politiques.

(1) 102, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

### Réplique... à une réplique

« **E**TANT moi-même une femme, je ne saurais laisser passer sans réponse l'accusation portée contre Simon de Beauvoir par une étudiante, etc. » Je pourrais prolonger ce pastiche triste de la réplique de Mme Gros (le Monde 27 janvier 1978).

En fait, je pense qu'on ne défend pas Simone de Beauvoir, on se contente de dénigrer.

C'était il y a peu, à Paris. La nouvelle école, scandaleuse : Des prostituées, en grève (sic), envahissent une église de Montparnasse. Mitrailage des photographes hilares, papiers froissés des journalistes, honte des femmes, agglutinement des bandes masculines (nous sommes tous des mâles ?). Je le sais, j'y étais, dès la première heure, aux côtés des gens du Nord.

Dès le lendemain de l'occupation de l'Université de De la Défense, manifeste sa solidarité effective : elle viendra, elle vient, elle est là. Elle analyse rapidement l'exploitation, évacue en

deux mots le mépris des gens bien, rappelle la liaison proxénète-indo-congé. De sa présence physique, cette femme de de Simon de Beauvoir, fait le signe indiscutable, à son tour déshonoré, de sa solidarité sexuelle. (..)

Je suis là encore, quand, chez elle, devant le cimetière Montparnasse, se réunissent les « femmes éduquées » des prostituées (châliques des éduquées). L'une d'entre elles vient de Barbès, parle — à peine un murmure — de l'abandon, des coups, des séquestrations de soixante ans, des mortels de quinze.

Hurler ou fuir, fuir en hurlant cette parole insupportable ? Non, je reste et j'écoute, admirative, l'extraordinaire dialogue de cette femme avec ces femmes, dans une égalité absolue de leurs expériences, de leurs intelligences, de leurs vies.

Il n'y avait pas assez de chaises, certaines s'étaient assises par terre, et par la haute fenêtre de la salle, on entendait le bruit de Beauvoir jalousant, sans aller, le soir tomber lentement sur nous toutes.

Que les mots adoucissent les maux, s'ils le peuvent, que les promesses couvrent les plaies. Elle, un court instant, j'en suis témoin, elle renonce.

C'est peut-être ce soir-là qu'elle a pensé : le socialisme est un rêve.

Je suis rentrée à pied. A quelques minutes de là le palais du Luxembourg brillait de tous ses lustres.

On était-elles donc, ce soir-là, nos femmes éduquées, sénateurs, maires, députés, responsables de tous bords ? On était-elles donc nos frères travailleurs exploités et leurs porte-parole élus ? Ou sont-elles donc, aujourd'hui, ces longs cortèges d'hommes et de femmes syndiqués réclamant l'égalité des salaires et des chances, la fin de la surexploitation spécifique, du viol, de la prostitution, des coups, de l'avortement clandestin, de l'inceste, de l'excision, etc. On dort ?

En 1978, deux ans après cette étrange grève, la source vive de notre solidarité, l'espérance même de notre combat pour l'émancipation, la dignité et la justice reste cette voix unique des « éduquées » qui, pour le moment, de récupérer.

JOSYANE SERROR, Professeur de philosophie, Rédactrice de télévision.

par LILIANE BREUIL (\*)

mes politiques unanimement préoccupées de leur prestige au sein de leur caste. Ce sont des hommes qui ont vieilli en même temps que moi, pour la plupart ; d'anciens héros de l'ombre qui ont vite fait leur place au soleil, et qui y tiennent. Tandis que, jusqu'en 1960, nos enfants naissent dans n'importe quelle condition de logement : cave, grenier ou chambre de quelques mètres carrés ; comme celle où sont venus nos deux enfants. C'est-à-dire qu'il leur restait quelques décimètres carrés, entre les lits et les meubles de rangement indispensables, pour apprendre à marcher et à se mouvoir. Avant que nous ne venions à devoir acheter nos murs, en nous endettant à mort, tandis que les promoteurs s'enrichissaient à crever.

Comment de jeunes parents, mal nourris, n'auraient-ils pas été nerveux après des années dans une telle promiscuité ? Comment leurs enfants ne seraient-ils pas devenus ces jeunes « difficiles » que l'on ose nous reprocher ? C'est que maintenant, que diable ! nous avons « de la place » dans nos gracieuses H.L.M., dans nos tours où l'air n'entre pas par les fenêtres !

Lors d'une émission sur la consommation, Mme Missoffe (une de leurs rares femmes), nous a indignement développés qu'aujourd'hui, « l'oubli cellulose, c'est bien pratique pour les mères » : qu'elle se souvenait qu'en 1947, elle ne pouvait prendre un bain car que des couches s'égouttaient sur sa tête. Combien de Français pouvaient prendre un bain, en 1947 ? Et aujourd'hui encore ?

La télévision est un révélateur impitoyable de la médiocrité humaine. Dans une émission consacrée à son parti politique, on a pu voir M. Guéna, coïné, avec son petit micro, contre le mur d'une cuisine-boyau d'H.L.M., interroger le mari instituteur d'une dame qui a éprouvé des problèmes de terre avec obésité, sous la caméra, pendant tout l'interview. Devant M. Guéna, le mari expliquait que le foyer de son F5 était d'une extrême modicité l'indemnité de logement servait à l'importante d'une éducation nationale ? Puis M. Guéna s'est enfin intéressé à la vision politique de la dame : « Et puis, on vous a donné un sèche-linge, n'est-ce pas mada ? C'est pratique un sèche-linge ? » Suivait l'inimitable du sourire de M. Guéna pour lequel la dame avait timidement voté « oui ».

De l'autre côté de l'hémisphère

Pendant une courte séquence sur la « consommation », au cours des actualités télévisées, Yves Mourousi a formulé une question concernant la fraîcheur des produits sous cellophane : « Moi qui ne suis pas marié, j'achète des pommes de terre tout épluchées ». Mariage égal donc corvée de pluches pour l'autre ?

Blanche mariée Reine d'un jour Fimpette Comme un lampon Avant la pluie Reine des pluches Toute l'année Toute la vie...

C'est biologique : on naît femme, avec un embryon de tampon à récurer dans son embryon d'utérus ! Et voici, à gros traits mâles précis, ce que représentent les femmes, toutes les femmes, pour ce qu'il appelle le droit.

Passons de l'autre côté de l'hémisphère. La pas de problème « fondamental » : MM. Marchais et Mitterrand ont ouvert leur dictionnaire, avant de pouvoir acheter le « programme commun des femmes », mis au point par soixante-trois femmes de Choiseir. Ils défendent les droits des travailleurs. Parmi les travailleurs, français ou non, il y a environ 30 % de femmes. Ils défendent donc les droits des femmes : ils sont donc féministes. S'ils ont soudain compris, ce n'est pas à cause de la proximité des élections, c'est que dans un sursaut, tardif de génie, ils ont pu découvrir le vrai sens du mot. Ils n'en ont plus du tout peur.

Mais la rapidité de leur révolution culturelle ne leur a pas donné le loisir de relever la corvée des femmes-pluches qu'ils poussaient rituellement au gré de leur jeu.

Les moyens financiers des femmes sont limités ; ils sont le fruit de leur travail ; et leur travail est systématiquement sous-payé. Mais limités sont leur courage et leur imagination.

\* Mère de famille, peintre et poète.

**SEUIL**

« Des pages baroques, drôles, imprévues, qui attendrissent souvent et font rire aussi. Le livre le moins noir, le moins "en deuil" qu'on puisse imaginer. »

MICHEL FOUCAULT et LE MATIN

**Philippe Ariès**

**L'homme devant la mort**

Coll. L'Univers historique dirigée par J. Julliard et M. Winock, 640 p., 65 F.

**Le Monde**

**Ethiopie adresse un ultimatum**

**La ville où les**

**SELON**

**L'existence**

**Tunisie**

**son nouveau secrétaire général**

**LA CENTRALE SYNDICALE**

**HAUT QUITTER LA C.I.S.I.**

**De notre correspondant**

Tunis — La nouvelle direction de la Centrale syndicale tunisienne U.G.T.T. a trouvé un représentant extérieur en Tunisie, l'organisation de l'Union syndicale africaine, dont le secrétaire général, M. Denis Akumu, se trouve à Tunis.

Le dernier d'entre eux, une conférence de presse s'est déroulée d'abord à la Centrale, puis à l'extérieur, à l'invitation de l'Union africaine, sous la présidence de M. Denis Akumu, secrétaire général de l'Union africaine.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib Abdou, qui a tenu à cette conférence, s'adressant aux journalistes, à leur dire que le syndicat tunisien a quitté pour l'instant la Centrale syndicale.

Le secrétaire général, professeur de droit à l'Université de Tunis, a été reçu par le secrétaire général de la Centrale, M. Habib



Le Monde

# étranger

## LES CONFLITS EN AFRIQUE

### L'Éthiopie adresse un ultimatum aux forces somaliennes qui se trouvent en Ogaden

Tandis que de violents combats se poursuivent dans l'Ogaden et qu'il se confirme que six avions éthiopiens ont été abattus, mardi 7 février, les deux villes somaliennes de Berbera et Hargeisa, le gouvernement d'Addis-Abeba a lancé, mercredi, un ultimatum aux forces armées somaliennes se trouvant en territoire éthiopien. Elles sont sommées de se rendre immédiatement, « sous peine de destruction totale ». « Vous vous faites décider pour reconquérir des territoires que vous n'avez jamais perdus. On vous avait trompés en vous disant que vous les aviez

perdus », a déclaré le commandant éthiopien à l'adresse de ses adversaires.

● A MOSCOU, un article de l'hebdomadaire « Temps nouveaux », que l'agence Tass a diffusé le mercredi 8 février, dénonce dans des termes très violents « la collusion des puissances impérialistes et avant tout des États-Unis avec les régimes réactionnaires arabes », qui non seulement soutiennent la Somalie mais l'ont « poussée à commettre une agression contre l'Éthiopie ». Citant les « régimes réactionnaires », « Temps nouveaux » s'abstient, nous indique notre correspon-

dant, de mettre en cause l'Iran, partenaire commercial apprécié de l'U.R.S.S.

● A KOWEIT, un porte-parole gouvernemental a déclaré mercredi que la défense de la Somalie « relève de la responsabilité collective des Arabes ».

● A BONN, où il participe à une réunion de l'Internationale socialiste, M. Shimon Pérès, ancien ministre israélien de la défense et chef de l'opposition travailliste, a justifié mercredi les livraisons d'armes israéliennes à l'Éthiopie, qui portaient « seulement » à l'Éthiopie, sur « quelques munitions ».

### Le Tchad veut saisir le Conseil de sécurité de son différend avec la Libye

Le général Félix Malloum, chef de l'État tchadien, a déposé, mercredi 8 février, une « offensive militaire de grande envergure » lancée contre son pays par la Libye et demandée aux pays « amis du Tchad » une « assistance militaire conséquente ».

Toutefois, le chef de l'État s'étant retiré à l'occupation — déjà ancienne — de la bande d'Acouson (au nord du Tchad) par la Libye, il est difficile de mesurer la signification exacte de cette accusation.

S'adressant aux chefs de mission diplomatique en poste au Tchad, le président Malloum a précisé, en faisant apparemment allusion aux rebelles en lutte contre lui : « Nous sommes en droit d'affirmer, avec toutes les preuves à l'appui qu'il s'agit d'une agression caractérisée contre le Tchad. L'intensité des combats qui se déroulent dans le Borkou-Ennedi-Tibesti grâce à l'envoi massif de moyens en hommes et en matériel de guerre, prouve amplement que des troupes libyennes se trouvent sur le terrain ».

D'autre part, notre correspondant à New-York, Louis Wixart, nous indique que le représentant permanent du Tchad auprès des Nations unies a adressé le 8 février une lettre à M. Oleg Troyanovski, président du Conseil de sécurité, pour lui demander de convoquer dès ce jeudi le Conseil de sécurité pour lui demander de son pays « concernant une question de frontières ».

Le DC-3, piloté par le capitaine André, a d'abord été touché deux fois par deux missiles antiaériens SAM-7, affirmant le commandant de l'équipage, le commandant Zakaria Wama Dahab, ministre tchadien de l'équipement et des mines se trouvant à bord. De plus, l'avion transportait vingt barils, soit quatre tonnes d'essence, destinés aux combattants.

» Ensuite, deux hélicoptères, puis un moteur, se sont décrochés. Sans gouverner, l'avion s'est finalement écrasé sur une bande de sable, à 50 kilomètres environ de Faya-Largeau et à 15 kilomètres des positions rebelles. Tous les occupants ont évacué la carlingue avant qu'elle ne s'enflamme. Repérés grâce à leurs gilets orange et à un miroir de poche, l'équipage et le ministre tchadien ont été récupérés trois heures et demi après l'accident par un hélicoptère, avant l'arrivée des rebelles toubous.

### La ville où les enfants se fusillent « pour rire »...

Addis-Abeba. — Tous les enfants du monde jouent à la guerre. Ceux d'Addis-Abeba ont inventé cette année un nouveau jeu : la « guerre rouge ». Le spectacle n'est pas rare dans les rues en terre battue des quartiers de la capitale éthiopienne. Un groupe de six ou huit ans se tiennent à distance de la rue, à l'épave, figurent le peloton d'exécution, qui, d'une rafale — tatatatata — fusille le « contre-révolutionnaire ».

Une jeune femme raconte que, dans l'école maternelle où vont ses fils, un autre jeu, plus élaboré, fait fureur : celui du prisonnier politique. Les petits garçons sont les pères de famille emprisonnés, auxquels les petites filles vont porter chaque jour le plat d'« ingéra » (nourriture de base des Éthiopiens), longuement préparé dans des bolles de conserve, à la récréation. — pour rire, bien sûr — et pour imiter le geste quotidien de milliers de femmes éthiopiennes dont les fils, mariés ou pères sont en prison.

Dans les rues d'Addis-Abeba défilent les cortèges miniatures des « miliciens » de six ans, qui fuient de bois à la main, scandent par jeu les slogans bolcheviques de l'« Éthiopie rouge ». Oui, on apprend beaucoup sur la nouvelle réalité éthiopienne, avec ces enfants des rues qui, comme à Belfast, à Beyrouth ou à Saigon, restituent crûment dans leurs jeux la réalité quotidienne la plus banale. Barakia ? Ici, les choses vont sans doute beaucoup plus loin.

« Miliciens », à huit ans, on ne « joue » pas seulement à la révolution, on la fait. Et souvent on en meurt.

En décembre dernier, une circulaire très officielle émanant du gouvernement a été diffusée dans tous les « kebellés » (comités de quartier). Elle prescrivait expressément une extension de la répression aux enfants de huit à douze ans, « agents de liaison » des contre-révolutionnaires. La consigne, qui faisait partie de cette « guerre rouge » que le régime s'efforce aujourd'hui de justifier, put paraître monstrueuse et surtout absurde. Elle ne l'était qu'à moitié. Les enfants, même très jeunes, sont effectivement utilisés depuis longtemps par les groupes clandestins hostiles au pouvoir comme masse de manœuvre, agents de renseignement ou « colporteurs d'affiches ». Pour un dollar éthiopien (2 francs) — une fortune — on peut convaincre un petit chœur de chausures ou un gosse mendiant du Marécage d'aller grignoler un slogan « contre-révolutionnaire » sur les murs ou d'accrocher un fanion « subversif » sur les fils électriques. C'est-à-dire de risquer sa vie. La circulaire de décembre n'était donc que la réponse folle à une réalité tout aussi folle.

Certains responsables de « kebellés » — pourtant — qui ne manifestent en temps normal aucune sentimentalité excessive — ont cette fois réagi. Ceux du « kebellé » numéro 14, par exemple, sont allés sans hésiter rendre leurs fusils aux autorités supérieures du kebellé (1) en disant : « Vous nous avez donné des fusils pour défendre la révolution, pas pour tuer nos enfants. » Il a fallu résoudre cet embarrassant cas de conscience. En général, on a fait appel aux miliciens du « kebellé » voisin pour accomplir la besogne. Dans d'autres cas, des responsables de « kebellés » jugés trop « fâchés » ont été purement et simplement remplacés.

Des gamins en prison

C'est ainsi, en tout cas, que des dizaines et des dizaines d'enfants ont été arrêtés depuis la fin de 1977 à Addis-Abeba. Un spectacle est devenu assez courant : celui d'un groupe de miliciens armés au poing faisant irruption dans... une classe maternelle. Les enfants emprisonnés, ou rigou-

reusement encadrés, sont désormais soumis à ce qu'ils appellent déjà entre eux le « catéchisme ». On raconte aujourd'hui à ce sujet, dans certains milieux éthiopiens, l'histoire édifiante de ce prêtre orthodoxe de l'église de la Trinité, en ajoutant, d'un air oblique, qu'il était « probablement fou à lier ». Devant ses fidèles réunis voici quelques semaines, à l'occasion d'un office funéraire, il s'est soudain lancé dans une diatribe anticomuniste accusant le régime d'« assassiner les enfants ». Conduit par les militaires dans une caserne d'Addis-Abeba, il a, dit-on, été fusillé aussitôt.

Le régime, en tout cas, peut se féliciter d'un résultat tangible : on voit beaucoup moins de griffouillages subversifs sur les murs de l'Éthiopie socialiste.

JEAN-CLAUDE GUILLERAUD.

(1) Addis-Abeba est divisée en deux cent quatre-vingt-quatre « kebellés » ou « districts » qui ont des représentants aux « kebellés » (districts urbains), constituant l'échelon supérieur. Les derniers désignent à leur tour les membres du « comité central » (comité central de la ville) chargés de désigner les trois candidats au poste de maire.

### SELON DES ANALYSES DE SOURCE OCCIDENTALE

### L'existence d'une « légion étrangère » cubaine accroît la capacité soviétique d'intervention en Afrique

A l'ombre de la dissuasion nucléaire qui a pour effet de « geler » la situation dans certaines régions du monde, notamment en Europe, l'Union soviétique a mis au point une capacité militaire d'intervention à longue distance qui s'appuie sur l'existence d'une nouvelle « légion étrangère » à son service : des unités cubaines et des techniciens d'Europe centrale.

C'est le diagnostic, aujourd'hui, de la plupart des États-majors et des services de renseignements occidentaux, lorsqu'ils analysent les actions, proprement militaires, de l'Union soviétique en Afrique. Le développement d'une aviation militaire de transport lourd, la modernisation et le redéploiement géographique de la marine de guerre bénéficiant, de surcroît, du soutien logistique de la marine marchande, l'expansion des ventes d'armes qui revient à constituer des stocks disponibles à l'étranger sont considérés en Occident, comme autant de preuves que l'Union soviétique applique un plan concerté pour se doter, à terme, d'une capacité militaire d'intervention extérieure comparable à celle des États-Unis.

En outre, l'existence d'un corps expéditionnaire cubain de soldats de métier, qui peut être engagé en première ligne là où les Soviétiques ne voudraient pas trop occuper le devant de la scène, confère désormais à l'ensemble du dispositif, à la fois, la cohésion, la mobilité et la souplesse qui lui manquaient.

Des informations recueillies par l'équipage du Foch, lorsque le porte-avions français était à la fin de l'année dernière en océan Indien, sur la manière dont s'est passé l'exode des Soviétiques contraints de quitter la Somalie et la base de Berbera pour se retrouver de l'autre côté du golfe d'Aden, donnent à penser que les Soviétiques ont appris à improviser la mise sur pied de ponts aériens et de convois navals, en dépit de la lourdeur administrative et logistique traditionnelle en la matière, des services de l'armée rouge.

Des voies obliques

A plusieurs reprises, depuis l'envoi de soldats cubains en Angola en février 1976, les services de renseignements occidentaux ont alerté leurs gouvernements sur ce qu'ils considéraient comme une volonté des Soviétiques de privilégier et de valoriser les voies obliques d'un affrontement politique entre l'Est et l'Ouest, c'est-à-dire la guerre indirecte ou la guerre subversive. Se fondant sur la lecture des revues militaires soviétiques, les analystes occidentaux disent avoir observé que, depuis peu, l'état-major de l'armée rouge n'écarte plus l'hypothèse d'un conflit limité sans emploi de l'arme nucléaire. Les manœuvres de l'armée so-

viétique sont désormais fructueuses, qui font appel à l'effet de surprise avec des attaques de nuit, des parachutages sur les arrières ou des reconnaissances du littoral par débarquements de commandos. Les Soviétiques considèrent que cette progression de la stratégie soviétique, sous le couvert d'une dissuasion nucléaire qui élimine les risques d'un conflit majeur, relève de la guerre indirecte — telle que la concevaient également les États-majors occidentaux — et aussi de la guerre idéologique menée spécialement par le régime de Moscou dans les pays sous-développés.

L'affrontement idéologique serait, si l'on en croit les États-majors, le fait de « campagnes de désinformation » internationales qui, dans le cas présent, visent à dissimuler, sous le vocable d'entreprises de libération nationale, des opérations néo-coloniales ou de contrôle politico-économique.

Cette interprétation n'est pas unanimement admise. D'anciens, qui font état d'informations transmises à la France par la presse récente, selon Félix de « services stratégiques de l'Afrique » au sein des États-majors soviétiques, estiment que la menace d'une politique coordonnée et méthodique de présence militaire sur ce continent. Mais d'autres, qui ont l'expérience de l'Afrique, sont plus nuancés et ils voient seulement dans l'attitude de Moscou le souci de saisir chaque occasion pour s'attirer une clientèle locale et répandre opportunément l'idéologie soviétique.

Quelles que soient ces différences d'interprétation, on s'accorde néanmoins sur le mécanisme même de la tactique de pénétration : c'est à dire que sous l'Afrique subsaharienne, de l'Atlantique à l'océan Indien.

Après avoir aidé en armes, souvent modernes, et en instructeurs les dissidents et les mouvements locaux de libération, le gouvernement soviétique apporte son concours à la formation des cadres militaires et des spécialistes autochtones de la sécurité intérieure du territoire. Les armées livrées restent, pour l'essentiel, aux standards et aux normes de celles de l'armée rouge, pour être, ultérieurement, parquées et devenir rapidement opérationnelles avec l'arrivée, éventuelle, sur place de servants soviétiques.

Tourner la dissuasion

Les évaluations de source française, sur ce qu'il est convenu d'appeler « le bras séculier » du chahin de l'intervention soviétique en Afrique, sont généralement inférieures à celles des autres services occidentaux.

On estime que six mille à sept mille Chinois sont actuellement en Afrique, principalement en Angola et en Éthiopie, aux côtés de mille cinq cents techniciens et spécialistes tchadiens, notamment des techniciens tchadiens et des spécialistes tchadiens (dis-tributeurs), constituant l'échelon supérieur. Les derniers désignent à leur tour les membres du « comité central » (comité central de la ville) chargés de désigner les trois candidats au poste de maire.

Parallèlement à l'envoi d'assistants militaires, l'Union soviétique expédie, sur place, des conseillers économiques et des techniciens industriels. Elle finance ou exécute elle-même de grands travaux d'intérêt général. Elle cherche à négocier des droits de pêche, qui se transforment en droits d'escalade ou en concessions de bases navales, et elle s'efforce d'installer des centres de télécommunications pour la navigation aérienne ou l'écoute des transmissions.

Toutes ces activités participent d'une même préoccupation stratégique qui vise à tourner la dissuasion par des actions ponctuelles et pour les plus pessimistes des analystes occidentaux, à permettre à l'Union soviétique de se préparer à un éventuel blocus économique du continent européen.

L'intention communément prêtée aux Soviétiques, dans les États-majors, est de viser l'asphyxie des économies européennes qui, pour leur ravitaillement en énergie et en matières premières les plus indispensables au développement, dépendent très étroitement des ressources africaines, comme le pétrole, certains métaux ou même l'uranium.

Des actions d'intimidation

En venant à la rescousse du canal de Suez et l'océan Indien, et en contrôlant la route du Cap depuis des bases le long de la côte africaine, les Soviétiques pourraient entraver les lignes de communications de l'Europe. L'Arabie Saoudite a mis en garde les pays occidentaux contre cette éventualité. Des Saoudiens sont allés jusqu'à proposer — en vain — à leurs interlocuteurs français de les aider, financièrement, à maintenir un contingent militaire à Djibouti et ils ont suggéré à des experts de l'OTAN, de prévoir des liaisons techniques, à Naples, entre certains pays arabes et des commandements alliés du flanc sud de l'Europe et de la Méditerranée. A ce jour, ces contacts n'ont pas eu de résultats concrets notables.

Si l'ambition des Soviétiques n'est pas nouvelle, leur marine a toujours souhaité accéder « vers chaudes » du globe, la perspective d'un quelconque monopole, par l'une ou l'autre des deux grandes puissances, des richesses pétrolières dans cette région du monde est considérée comme une menace par des spécialistes français du renseignement. Vers 1969, la France, dépourvue de ressources énergétiques à la différence d'autres pays européens comme la Grande-Bretagne ou la République fédérale d'Allemagne, pourrait se trouver confrontée à l'incapacité conjuguée des Américains et des Soviétiques de rationner leur propre consommation. Elle serait, par conséquent, elle-même, dans l'obligation, face à la menace, de prendre des mesures pour se procurer les moyens de sa survie économique.

De tels scénarios de crise ne sont plus écartés aujourd'hui par aucun des États-majors dans le monde. L'armée américaine s'entraîne au combat dans le désert. Et le chef d'état-major français des armées a récemment évoqué l'éventualité de ces actions d'intimidation ou de rétorsion sur des théâtres d'opérations éloignés du territoire national.

C'est l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement français ne s'est pas opposé à la présence d'armes nucléaires tactiques au sein des forces interarmées d'action extérieure. Les avions Jaguar, dont certains stationnent présentement à Dakar pour des opérations d'assistance au-dessus de la Mauritanie, ont cette capacité nucléaire tactique, et les avions Super-Éclair, qui commencent d'embarquer, à la fin de l'année, sur le Foch et le Clemenceau ont la même capacité.

JACQUES INARD.

### Tunisie

#### Selon son nouveau secrétaire général

#### LA CENTRALE SYNDICALE POURRAIT QUITTER LA C.I.S.I.

(De notre correspondant.)

Tunis. — La nouvelle direction de la centrale syndicale tunisienne U.G.T.T. a trouvé son premier appui extérieur en l'organisation de l'unité syndicale africaine, dont le secrétaire général, M. Denis Akumu, se trouve à Tunis.

Ce dernier a donné une conférence de presse le mercredi 8 février. Il s'est félicité d'avoir pu constater que la centrale « fonctionnait normalement ». Le représentant de l'organisation syndicale africaine, avec laquelle l'ancienne direction de l'U.G.T.T. n'avait que des relations lointaines, a reconnu qu'il avait pu obtenir la libération des syndicalistes arrêtés à la suite des émeutes du « jeudi noir », mais s'est montré mécontent d'avoir reçu l'assurance — comme la C.I.S.I. huit jours plus tôt — de pouvoir envoyer un avocat en observatoire à leur procès.

Le secrétaire général provisoire de l'U.G.T.T., M. Tadjani Abid, qui assistait à cette conférence, s'est, lui aussi, adressé aux journalistes pour leur assurer que le syndicat continuera à œuvrer pour l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière.

Selon M. Abid, la « première préoccupation » de l'actuelle direction qui doit préparer le congrès extraordinaire du 25 février est « de s'occuper du sort des syndicalistes arrêtés ». Il a compris l'ancien secrétaire général, M. Habib Achour, et de les défendre par tous les moyens légaux.

Faisant allusion à l'affiliation de l'U.G.T.T. à la C.I.S.I., M. Abid a précisé que, s'il s'agissait que des organisations syndicales internationales avaient « de mauvaises intentions contraires à nos principes », la centrale pourrait décider de les quitter après avoir soumis le cas au prochain congrès. — M. D.

Leurs noms, leurs rites, leurs codes, leurs secrets; un véritable « guide » du parti giscardien.



# PROCHE-ORIENT

## Liban

### Les unités syriennes se sont livrées à une démonstration de force à Beyrouth pour rétablir le calme

Les affrontements auraient fait plusieurs dizaines de morts

Pour la troisième journée consécutive les combats ont repris, ce jeudi 9 février, entre les soldats syriens de la Force arabe de dissuasion d'une part, des éléments de l'armée libanaise et des milices chrétiennes d'autre part, en dépit du cesse-le-feu qui avait été conclu mercredi soir. M. Fouad Boutros, ministre libanais des affaires étrangères, a quitté, jeudi matin, Beyrouth pour Damas afin d'examiner la situation avec le gouvernement syrien.

Aucun bilan officiel n'a été donné après les affrontements de ces derniers jours, à Beyrouth. Selon des sources diplomatiques, il y aurait eu une cinquantaine de tués pour la seule journée de mercredi et le nombre des victimes de la veille serait presque aussi élevé.

Beyrouth. — Beyrouth, où du moins le secteur conservateur chrétien de la ville, a vécu des journées qui rappellent beaucoup l'atmosphère de la guerre de 1975-1976. Rafales de mitraillettes, tirs d'obus, rues désertes, déplacements presque interrompus entre les quartiers est et ouest; rien ne manquait pour recréer l'ambiance angoissée d'il y a quinze mois.

Les protagonistes avaient cependant changé, puisque les soldats syriens de la FAD (Force arabe de dissuasion) étaient cette

fois opposés à l'armée libanaise et aux miliciens de la droite chrétienne. Palestiniens et progressistes libanais n'étaient pas impliqués.

Les incidents de mercredi ont commencé lorsque la FAD, qui avait perdu la veille une quinzaine d'hommes dans un premier accrochage avec l'armée libanaise, est revenue à la charge, ne pouvant accepter que son autorité soit ainsi bafouée. Les combats ont alors repris mercredi, à 10 heures, mais au lieu de demeurer limités comme la veille à la caserne de Fayadieh, dans la banlieue de Beyrouth, ils se sont étendus à plusieurs points du secteur chrétien, où les miliciens — surtout ceux du P.N.L. (parti national libéral) de M. Camille Chamoun — avaient pris les armes. Les incidents ont gagné, entre 14 et 15 heures, les quartiers Al-Bazzar, Badaro et Karm-el-Zeytoun. Des obus sont tombés à proximité du palais présidentiel de Baabda, ce qui eut pour conséquence d'empêcher le chef du gouvernement et le ministre de la défense de se rendre auprès du chef de l'Etat.

Lorsque la FAD, de nouveau défilée, s'est livrée à une démonstration de force en faisant traverser le quartier chrétien d'Achrafieh par d'importantes patrouilles en formation de combat, accompagnées de camions transportant des armes semi-automatiques, les accrochages ont

connu leur intensité maximum. Entre 17 heures et 19 heures, c'est par saive de dix à douze obus que les soldats syriens ripostèrent au moindre coup de feu. L'armée syrienne a donné l'impression d'avoir pour consigne d'opérer une riposte dure et massive.

Du sommet des deux tours proches de la place Bassine, les roquettes et les obus partaient en direction des points de résistance de l'armée libanaise et des milices chrétiennes, notamment la caserne de Fayadieh, où un incendie s'est déclaré, et du siège du P.N.L., situé dans un immeuble de deux étages, à Karm-el-Zeytoun, qui a été plusieurs fois touché. Ce parti a toutefois démenti la rumeur selon laquelle son chef, M. Chamoun, y aurait été assiéé et même blessé.

Les phalangistes ne sont pas intervenus dans les affrontements et leurs miliciens, bien qu'en état d'alerte pour prêter main-forte — le cas échéant — à leurs alliés, avaient pour consigne de ne pas sortir dans la rue et d'éviter les accrochages. Ce qui fut fait. M. Pierre Gemayel a lancé un appel au calme, accusant des provocateurs de vouloir dénaturer le rôle de la Syrie au Liban. Finalement, la crainte qu'une « cinquième colonne » ne réapparaisse, tirant tantôt sur les Syriens, tantôt sur les Libanais. Le radio des phalangistes avait adopté un ton plutôt apaisant.

et c'est elle qui a annoncé en premier l'arrivée d'une mission militaire syrienne de haut rang pour régler l'incident.

Le président Hafes El Assad avait déclaré à Damas que l'incident serait examiné avec « les autorités légitimes » libanaises, excluant par là toute négociation avec les partis de la droite chrétienne. Il avait ajouté, après avoir déposé son bulletin de vote pour l'élection présidentielle, à laquelle il est candidat unique: « Nous ne sommes pas étonnés que de pareils incidents éclatent de temps à autre au Liban, mais il ne faut pas leur donner une importance exagérée. Il ne s'agit qu'un maillon du complot tramé contre le monde arabe. La Syrie aspire au retour de la paix, de la stabilité politique et économique au Liban. Nous devons œuvrer pour dissocier la question libanaise des autres problèmes du Proche-Orient, mais cela n'est pas facile ».

Au cours de la soirée, un cesse-le-feu est intervenu. C'était le troisième de la journée, les deux premiers étant restés lettre morte, ce qui rappelait fâcheusement les souvenirs de la guerre. Ce troisième cesse-le-feu a été relativement respecté durant la nuit, sans vers minuit, où un échange d'artillerie assez violent s'est produit entre les positions syriennes et conservatrices chrétiennes au sud de la colline de Sraïf, où se trouve une position importante de la FAD.

LUCIEN GEORGE.

## A l'issue de la visite de M. Sadate à Washington

### Le communiqué commun égypto-américain rappelle les « droits légitimes » des Palestiniens

Le président Sadate a quitté les Etats-Unis mercredi soir 8 février à destination de Londres — où il est arrivé ce jeudi matin — à l'issue d'une visite de cinq jours à Washington.

Le président Carter, après s'être entretenu une dernière fois mercredi après-midi avec son hôte égyptien, a déclaré que les Etats-Unis continueront à croire « qu'une solution équilibrée de la question palestinienne est essentielle » pour parvenir à une paix « juste et durable » au Proche-Orient. « Nous nous sommes mis d'accord pour travailler ensemble, personnellement, et en étroite collaboration au cours des prochaines semaines », a ajouté le président Carter. Le président Sadate partageait l'engagement des Etats-Unis visant à garantir la sécurité d'Israël.

En réponse, le président égyptien a réaffirmé qu'il quitterait Washington avec le sentiment renforcé que la « persévérance » peut conduire à la paix.

Un communiqué a été publié par la Maison Blanche mercredi. Selon le texte, le président Sadate a assuré M. Carter que l'Egypte continuera à faire son possible pour que les négociations se poursuivent au Proche-Orient « dans une atmosphère favorable à l'accomplissement de progrès tangibles ». M. Carter a rappelé au président Sadate les principes de la politique américaine concernant Israël, à savoir: 1) Les Etats-Unis resteront fidèles à leur engagement de garantir la sécurité d'Israël et le droit de chaque Etat de la région à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues; 2) Un règlement de paix doit aller au-delà de la simple fin de l'état de belligérance; 3) Tout règlement de paix devrait être un règlement d'ensemble sous la forme de traités de paix entre Israël et chacun de ses voisins; 4) Tout règlement doit être fondé sur tous les principes de la résolution 242 du Conseil de sé-

curité, y compris le retrait des forces armées israéliennes de territoires occupés en 1967. La résolution 242 est applicable à tous les fronts du conflit.

Si il ne peut y avoir de paix juste et durable sans solution du problème palestinien. Sur la question palestinienne, le communiqué reprend la déclaration d'Assouad du 4 janvier assurant que les Palestiniens avaient des « droits légitimes » et devaient pouvoir participer « à la détermination de leur avenir ».

« Le président Carter, poursuit le communiqué, a réaffirmé l'opinion, depuis longtemps exprimée par les Etats-Unis, selon laquelle les colonies israéliennes en territoires occupés contreviennent à la loi internationale et sont un obstacle à la paix. Toute nouvelle activité de peuplement traitée à l'encontre de l'effort déployé pour parvenir à un règlement de paix ».

## M. Begin à Genève

M. Menahem Begin, premier ministre d'Israël, est arrivé mercredi à Genève pour une visite privée. Au cours d'une conférence de presse il s'est ému des nouvelles selon lesquelles l'Egypte pourrait recevoir des armes des Etats-Unis et notamment des avions F-15 ou F-16. Cette rumeur, a-t-il déclaré, la « menace sur Israël ». M. Begin a réaffirmé que son pays ne consentirait jamais à la création d'un Etat palestinien et que les implantations juives dans les territoires occupés étaient un « droit » d'Israël. Enfin il s'est montré inquiet que l'Egypte puisse remettre en cause la délimitation du Sinaï, formellement promise, a-t-il assuré, par le président Sadate lors de sa visite à Jérusalem. D'autre part, le roi Hussein de Jordanie a déclaré dans une interview à l'A.P. qu'Israël devrait accepter un « programme de travail précis » pour que la Jordanie s'associe aux négociations en cours.

## Israël

### Le gouvernement suspend la diffusion d'un film évoquant certains excès des forces israéliennes pendant la guerre de 1948

De notre correspondant

Jérusalem. — La décision du ministre de tutelle de l'Office de radiodiffusion-télévision israélien, M. Zevoullon Hammer, qui détient le portefeuille de l'éducation et de la culture, de suspendre la diffusion à la télévision du film « Kfar Etzion » fait actuellement grand bruit en Israël.

Le film, tiré du livre de l'écrivain Izhak Smilanski, traite de la prise d'un village arabe par les forces israéliennes pendant la guerre d'indépendance en 1948. Il ne s'agit pas d'un reportage. Le récit est fictif, mais basé sur des sources véridiques par l'auteur, en particulier l'expérience d'un habitant du village à laquelle les soldats israéliens ont procédé, souvent la mort dans l'âme. Le film est centré sur les réflexions de plusieurs de ces soldats, écartelés entre le caractère inhumain et immoral de leur tâche et la conviction de la justice de la cause qu'ils défendent.

Dès le fin du tournage, l'année dernière, le film a soulevé l'opposition farouche de ceux qui craignent qu'il alimente la propagande anti-Israélienne. Des partisans, au contraire, estiment que les Israéliens étaient suffisamment mûrs pour faire face à un passé controversé. Après de nombreux débats contradictoires, le conseil d'administration de l'Office de radiodiffusion-télévision a décidé de programmer le film lundi 6 février, mais dans le cadre d'une émission-débat, « La troisième heure ». Les opposants ayant réussi à soulever le problème à la Knesset, la commission de l'éducation et de la culture du Parlement a demandé lundi matin à l'O.R.T.I. de suspendre la projection du film.

Un homme d'affaires arabe, M. Abdel-Nur Dhanhour, a été assassiné à Ramallah (Cisjordanie) le 8 février. A Beyrouth, la résistance palestinienne a revendiqué cet attentat. L'agence palestinienne Wafa précise que l'homme d'affaires avait été « condamné à la peine capitale par le tribunal du peuple le 8 février, de sa collaboration avec les autorités d'occupation israéliennes ». Trois notables cisjordanais ont été assassinés au cours de ces dernières semaines et la résistance palestinienne a revendiqué les trois meurtres. — (A.F.P.)

Le Soudan et la Libye ont décidé le 8 février de reprendre leurs relations diplomatiques, qui avaient été rompues en 1976 après l'échec d'un coup d'Etat dans lequel le président Némery avait impliqué les dirigeants libyens.

# AMÉRIQUE

Nicaragua  
Après  
PROJET D'EFFACEMENT  
SOLUTION CONVERSE  
A MANAGUA

Guatemala  
Selon le tableau  
VINTY MIRE  
POLI  
ALBAHON  
EN 03

Les manifestations  
se poursuivent dans  
la capitale guatémaltèque  
à l'occasion du centenaire  
de l'indépendance du pays.  
Les manifestants réclament  
la démission du président  
et la tenue d'élections libres.  
Le gouvernement a déclaré  
l'état d'urgence et a interdit  
les rassemblements.

# A TRAVERS LE

Berlin-Ouest  
Non

Le ministre  
du Travail  
a déclaré  
qu'il n'y  
avait pas  
de danger  
pour la  
démocratie  
allemande.  
Il a souligné  
l'importance  
de la liberté  
d'expression  
et de la  
participation  
citoyenne.

Finlande  
Le président  
Urho Kekkonen  
a annoncé  
qu'il ne se  
présenterait  
pas à la  
présidence  
aux élections  
de 1982.

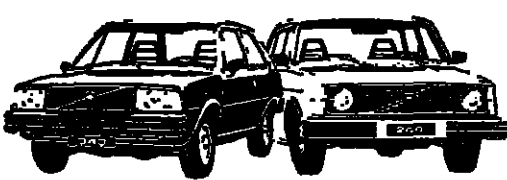
Espagne  
Les deux centaine de  
réfugiés de la prison de  
Gibraltar ont été libérés  
après avoir été jugés par  
un tribunal espagnol.

Kenya  
Le Kenya et l'Ouganda  
ont décidé de normaliser leurs  
relations après des années  
de tensions.

Maroc  
Le président Mubarak  
du Maroc a déclaré  
qu'il était fier de son  
pays et de son peuple.

L'Académie  
des sciences  
a élu un nouveau  
président.

VOUS ETES VOLVO.  
ALORS GAGNEZ UNE VOLVO.



En ce moment, vous pouvez gagner une Volvo en participant au grand jeu "Vous êtes Volvo". Allez vite chez votre concessionnaire Volvo.

- 75 SEINE, PARIS. 75005 PARIS. GARAGE SOUFFLOT. 179, rue Saint-Jacques. Tél. 033.14.28.
- 75015 PARIS. GARAGE SAINT-CHARLES. 45, rue Saint-Charles. Tél. 577.32.21 - 577.34.40.
- 75016 PARIS. ST PAN CAR. I Commercial, 2, avenue de la Porte de Saint-Cloud. Tél. 651.43.42.
- 75017 PARIS. GARAGE SECURITAS. 40-42, rue Legendre. Tél. 924.74.44.
- 75019 PARIS. GARAGE DES ARDENNES. 3-5, rue des Ardenes. Tél. 203.30.75.
- 75020 PARIS. GARAGE DES GRANDS CHAMPS. 58, rue des Grands-Champs. Tél. 343.73.62.
- NEUILLY-S.-SEINE. VOLVO PARIS S.A. 16, rue d'Orléans. Tél. 747.50.05.
- 77 SEINE-ET-MARNE. FONTAINEBLEAU-AVON. GARAGE AVON AUTO SPORT. 9-11, rue de la République. Tél. 422.17.15 (fermé le lundi).
- MEAUX. GARAGE SAINT-REMY. 52, rue Saint-Rémy. Tél. 434.01.88.
- VIROFLAY. GARAGE DU ROND POINT. 185, av. du Mal-Leclerc. Tél. 024.06.16.
- MASSY. GARAGE GAMBETTA S.A. 24, rue Gambetta. Tél. 920.25.80 (fermé le lundi).
- 92 HAUTS-DE-SEINE. ASNIERES. INTER GARAGE. 43-45, rue d'Argenteuil. Tél. 793.36.38.
- BOIS-COLOMBES. GARAGE FERD. 45-49, rue Jean-Jaurès. Tél. 242.40.75 - 242.78.27.

- CHATILLON-SOUS-BAGNEUX. GARAGE OUEST-AUTO. 73, avenue Marcel Cachin. Tél. 655.37.37 - 735.69.20.
- MONTRouGE. ETS LEGRAND S.A. GARAGE DE LA VACHE NOIRE. 127431, avenue A. Briand. Tél. 253.38.65 - 253.38.66.
- NANTERRE. GARAGE HOUDAYER. 11, place Maréchal-Foch. Tél. 204.64.91.
- 93 SEINE-SAINT-DENIS. DRANCY. D.R.A.E. 45, rue Marcelin-Berthelot. Tél. 284.40.30 - 284.40.32.
- GAGNY. M. FERRET, GARAGE DU LAC. 15 à 19, avenue du Château. Tél. 936.48.78 - 936.45.32.
- PIERREFITTE. M. Y. MARTIN. PIERREFITTE AUTOMOBILES. 60, boulevard J. Mermoz. Tél. 822.84.84.
- 94 VAL-DE-MARNE. CHOISY-LE-ROI. GARAGE DE CHOISY. 73, av. d'Alfortville. Tél. 890.80.97.
- LE KREMLIN-BICETRE. CENTRE DE SECURITE AUTO (LORRAINE AUTO S.A.). 116-118, avenue de Fontainebleau. Tél. 726.62.71 - 726.65.30 - 726.65.31.
- LE PERREUX. GARAGE DU RELAIS. 105, bd Alsace-Lorraine. Ouvert dimanches et fêtes jusqu'à 12 h 30. Tél. 324.41.10.
- SAINT-MAUR. LA VARENNE SAINT-HILAIRE. GARAGE DE L'ALMA. 28, rue de l'Alma. Tél. 885.89.89 - 885.96.96.
- SAINT-GRATIEN. SAINT-GRATIEN AUTOMOBILES. 51, bd du Mal-Foch. Route Nationale 14. Tél. 989.09.99.
- SAINT-PRIS. S.E.A. Place de la Libération. Tél. 959.81.60.

\* Jeu gratuit sans obligation d'achat.

هكذا من الأصل



سكنا من الالوان

## AMÉRIQUES

### Nicaragua

Après  
de nouveaux affrontements

#### SITUATION CONFUSE À MANAGUA

Managua. — De nouveaux affrontements entre manifestants hostiles au régime du président Anastasio Somoza et forces de police ont eu lieu dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 février. Des véhicules ont été incendiés et des véhicules incendiés. La grève déclenchée le 24 janvier pour protester contre l'assassinat du 10 janvier, de M. Pedro Joaquín Chamorro, directeur du quotidien *la Prensa* et principal leader de l'opposition, survient cependant à un tournant.

Une dépêche d'Associated Press annonce la fin de la grève, et d'autres sources se bornent à indiquer que les milieux d'affaires, qui s'étaient joints au mouvement de protestation, ont repris leurs activités. La situation est extrêmement confuse dans la capitale, sillonnée par les jeep et les camions de la garde nationale, et où la censure n'est rompie que par les stations de radio clandestines, qui ont été réfugiées dans les égouts.

Le parti conservateur, seule formation officielle d'opposition, a demandé la démission du président Somoza. D'autre part, le Venezuela, accusant ce dernier de violer les droits de l'homme, a demandé à l'Organisation des États américains, dont le siège est à Washington, l'ouverture d'une enquête sur la situation au Nicaragua.

### Guatemala

Selon le Latin America Bureau

#### VINGT MILLE ASSASSINATS POLITIQUES AURAIENT ÉTÉ COMMIS EN DIX ANS

London (A.F.P.). — Environ vingt mille assassinats politiques ont été commis depuis 1968 au Guatemala, qui est l'un des pays les plus répressifs d'Amérique latine, indique un rapport publié mercredi 8 février par le Latin America Bureau, organisme international s'intéressant notamment aux violations des droits de l'homme.

« Les souffrances provoquées par le tremblement de terre qui est venu à un moment où le pays était en proie à une situation politique désastreuse, d'origine humaine, celle-ci, qui a été le Guatemala au cours des dix années précédentes », écrit le rapport.

Les auteurs précisent que plus de quinze mille personnes ont été tuées de 1970 à 1976 par des groupes « terroristes de droite soutenus officiellement par le gouvernement de M. Carlos Arana ».

Le rapport, dont la publication coïncide avec la visite à Londres de deux hauts fonctionnaires du ministère guatémaltèque des affaires étrangères, MM. Luis Mendosa et Jorge Skinner-Kline, indique d'autre part que la revendication du Guatemala sur la colonie britannique de Belize est une « manœuvre » destinée à détourner l'attention de la population de la répression et de l'injustice ».

### Le Cambodge a rejeté le plan du Vietnam pour « régler le problème frontalier »

Le Cambodge a rejeté, mercredi 8 février, le plan proposé dimanche par le Vietnam pour « régler le problème frontalier ». Selon la radio de Phnom-Penh, ce plan n'est qu'un geste de propagande pour abuser l'opinion internationale au moment où le Vietnam lance une nouvelle offensive avec des chars et des avions. Depuis le 5 février, les Vietnamiens ont pénétré à l'intérieur du territoire cambodgien sur une profondeur variant entre 4 et 7 kilomètres, a affirmé la radio. La Voix du Vietnam, de son côté, confirme l'existence de combats mais les situe en territoire vietnamien, dans la province d'Anh-Giang.

De notre correspondant

Bangkok. — Les dirigeants de Hanoi paraissent soucieux de parvenir à un compromis après un mois d'hostilités ruineuses pour eux, tant sur le plan international que sur le plan intérieur. Un diplomate en poste à Hanoi nous a dit : « Contrairement aux Cambodgiens, les Vietnamiens jouent le jeu de la coopération internationale. Ils ont accepté de participer à la conférence de la Chine pour accréder leur propre version des événements. Il est certain aussi que la partie se poursuit sur le terrain diplomatique, mais dans la plus grande discrétion. Que faisait dernièrement M. Phan Hien à Pékin (1) ? Des officiels vietnamiens se bornent à répondre qu'il s'entretenait de « questions bilatérales » indique notre interlocuteur.

Le désir des Vietnamiens de jouer à fond le jeu selon les règles établies au sein des instances internationales — par opposition aux Khmers, qui s'y refusent — s'est manifesté par l'appel lancé lundi au secrétaire général des Nations unies et au groupe des non-alignés. Hanoi y souligne combien son attitude est « conforme à la charte de l'ONU », particulièrement en ce qui concerne le règlement pacifique des conflits. Sous cette forme et dans ce contexte, il devient extrêmement difficile aux pays membres de s'opposer à une proposition qui est de surcroît assortie d'une promesse de garantie internationale, même si elle reste vague. Les Cambodgiens trouveront-ils des défenseurs ? Il est intéressant de noter à cet égard que les dirigeants chinois s'étaient déjà prononcés la semaine dernière, lors de conversations avec le ministre cambodgien des affaires étrangères, M. Nam Sim, en faveur d'un « retrait mutuel de troupes » et de l'« ouverture de négociations en vue d'une solution pacifique ».

R.-P. PARINGAUX.

(1) Vice-ministre des affaires étrangères, notamment chargé de négocier, à Paris, la normalisation des relations entre Hanoi et Washington. M. Phan Hien est venu pour être le spécialiste des situations épineuses.

## ASIE

### Chine

ÉCARTÉ DU SINKIANG

#### M. Saifudin a conservé ses fonctions au sein du parti

De notre correspondant

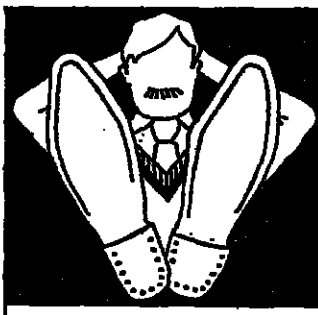
Pékin. — Un épais mystère plane sur la situation de M. Saifudin. L'ancien premier secrétaire du parti au Sinkiang, qui a perdu la semaine dernière toutes ses fonctions dans cette région (le Monde du 1<sup>er</sup> février), est en effet apparu à Pékin le 7 février, à l'occasion d'une soirée artistique organisée pour le Nouvel An lunaire, aux côtés de la plupart des membres du bureau politique et à la place lui revenant en qualité de membre suppléant de cet organisme. Selon ces apparences, M. Saifudin aurait donc simplement quitté le Sinkiang pour d'autres fonctions, encore inconnues, mais conservant normalement son poste au sein de la direction suprême du parti dans la capitale.

Les circonstances dans lesquelles M. Saifudin a été remplacé dans ses fonctions de numéro un au Sinkiang laissent peu de doute sur le fait qu'il s'agit d'une destitution. Les comptes rendus parvenus à Pékin de la réunion, tenue à Urumchi, au cours de laquelle la nomination d'un nouveau premier secrétaire, M. Wang Feng, fut annoncée, précèdent bien, en effet, que l'opération a été effectuée sur « instructions du président Hua et du comité central du parti ».

« Nous ne devons jamais choisir pour les organes dirigeants, déclarent les participants à la même réunion, des gens habiles à se dérober, qui font porter à d'autres la responsabilité de leurs erreurs, qui conservent une très mauvaise attitude et qui furent impliqués dans des affaires qui n'ont pas été éclaircies. »

L'une des hypothèses les plus fréquemment retenues à Pékin est que M. Saifudin ne conserve que provisoirement son titre de membre suppléant du bureau

ALAIN JACOB.



pieds grands  
ou  
larges  
38 au 50

Un choix unique de chaussures exclusivement pour hommes, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> largeur.  
PALAIS DE LA CHAUSSURE  
38, rue de la République  
75011 Paris. Tél. : 357.45.92  
Catalogue gratuit - Parking

## A TRAVERS LE MONDE

### Berlin-Ouest

UN COUPLE S'EST IMMOBILISÉ. — Un couple s'est immobilisé à Berlin-Ouest, mercredi soir 8 février, à l'entrée d'un immeuble, au pied de l'église dite « du souvenir », sur l'avenue Kurfürstendamm. Il s'agit d'un homme et d'une femme de vingt à trente ans, dont l'identité n'a pas encore été établie. Avant de s'armer d'essence, ils avaient lancé des tracts accusant le régime israélien dans le monde. Un nécessaire servant aux injections d'héroïne et de morphine a été retrouvé à côté des cadavres calcinés. — (A.F.P.)

### Namibie

LE MINISTRE DE LA SANTÉ DU BANTOUSTAN OVAMBO, M. Tolva Shiyagaya, a été assassiné le 7 février alors qu'il assistait à un meeting organisé à Otjavana, dans l'ouest de l'Ovamboland. Selon la police, l'assassin, abattu alors qu'il s'enfuyait, était porteur d'une carte de la Swapo (organisation du peuple du sud-ouest africain). Ce meurtre a eu lieu quatre jours avant l'ouverture à New-York de conversations sur l'indépendance de la Namibie. En avril 1976, le premier ministre du Bantoustan Ovambo, le chef Fliemson Elifas, avait été assassiné. — (Corr.)

### Danemark

LE PARLEMENT DANOIS a décidé mercredi 8 février que la fameuse « cité libre » de Christiansia à Copenhague pourra exister encore deux ans environ. La semaine dernière la Cour suprême avait autorisé l'État à procéder immédiatement à l'évacuation des huit cents squatters vivant à Christiansia. Mais par 80 voix contre 71 et 5 abstentions, la Chambre a voté mercredi une motion qui prend note de l'intention du gouvernement social-démocrate minoritaire de ne pas évacuer la cité tant que les projets d'utilisation future des lieux ne seront pas au point, ce qui demandera deux ans. Christiansia est un domaine de 16 hectares, situé en pleine capitale, et comportant cent soixante-seize bâtiments d'une caserne abandonnée. — (A.F.P.)

### Espagne

PRIS D'UNE CENTAINE DE DÉTENUÉS de la prison de Barcelone se sont infligés volontairement des blessures, mercredi 8 février, pour appuyer leur demande d'amnistie. Les blessés dont l'état ne présente pas de danger ont été transportés dans divers hôpitaux de la ville. — (A.P.)

### Kenya

LE KENYA ET L'OUGANDA ont décidé de normaliser leurs relations, affectées depuis près de deux ans par une série de crises dont la plus grave a conduit à l'expulsion de la communauté est-africaine, qui regroupait des deux pays et la Tanzanie depuis 1967. À l'issue de la visite à Kampala d'une délégation conduite par M. Muryus Walyaki, ministre des affaires étrangères kenyan, les deux pays ont décidé de former un comité chargé d'examiner les problèmes bilatéraux et de rétablir des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs. — (A.F.P.)

### Maroc

LE PRÉSIDENT MOUTOU, chef de l'État sahraoui, est arrivé mercredi 8 février à Rabat, venant de Bruxelles, pour une visite privée de vingt-quatre heures. Il est suivi dans la capitale marocaine par M. Ould Daddah, qui s'y rend ce jeudi, venant de Paris, et qui doit s'entretenir avec le roi Hassan II avant de regagner Nouakchott. — (R.F.P., Reuter.)

### Pérou

CINQUANTE-QUATRE DIRIGANTS SYNDICAUX font la grève de la faim pour obtenir la réintégration de plusieurs milliers de travailleurs licenciés à la suite de la grève générale de juillet dernier, a-t-on appris mercredi 8 février à Lima. — (A.F.P.)

### Rhodésie

LE GOUVERNEMENT DE SALISBURY a expulsé, mercredi 8 février, un missionnaire catholique, le Père Philip Timmins, pour des raisons non précisées officiellement. Le Père Timmins, d'origine irlandaise, est le troisième missionnaire catholique de la mission de Wieda, à environ 110 kilomètres au sud-est de Salisbury, à être expulsé du pays. — (A.F.P.)

### Syrie

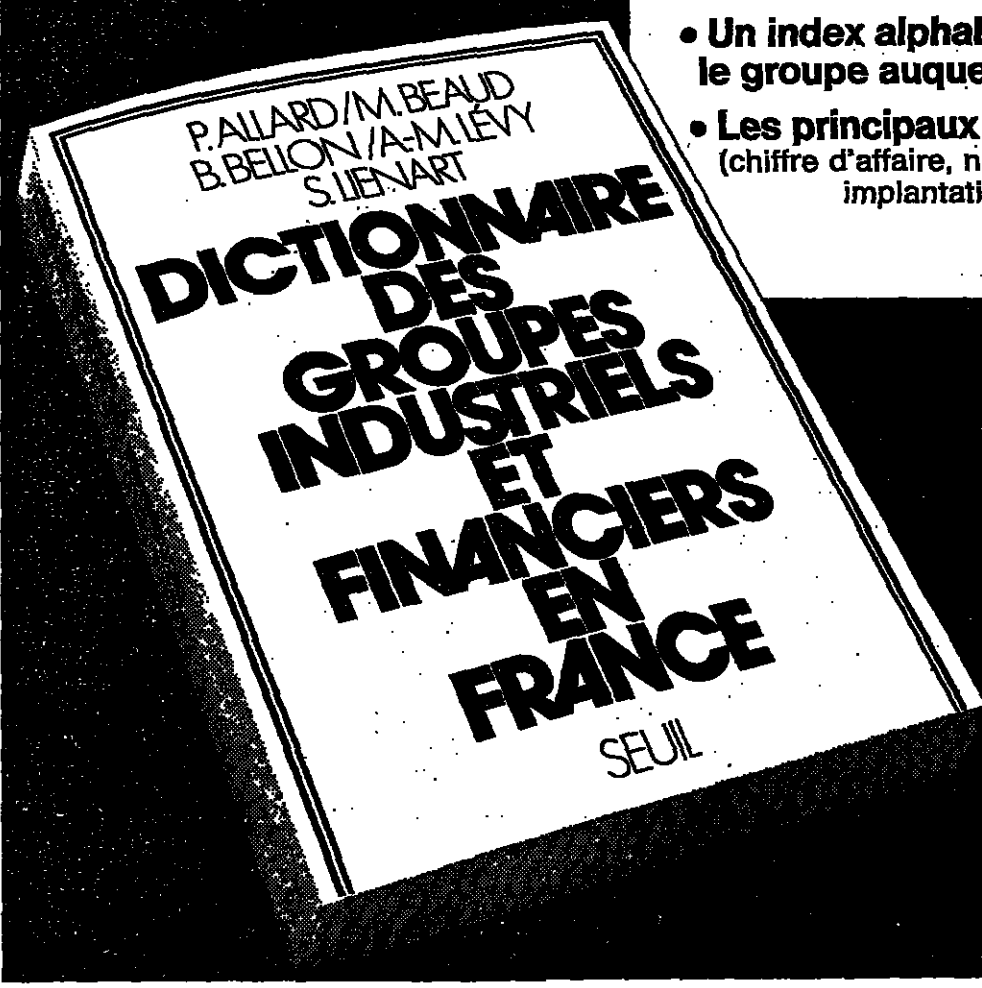
QUATRE MILLIONS D'ÉLECTEURS SYRIENS, sur une population de plus de huit millions, se sont rendus, mercredi 8 février, aux urnes en vue de réélire pour un nouveau septennat le chef de l'État, le général Hafez Al Assad, qui est également secrétaire général du parti Baas (au pouvoir). Conformément aux dispositions du code électoral, sa candidature a été présentée par le parti Baas et agréée par le Conseil du peuple (Parlement). Lors du référendum de 1971, le chef de l'État syrien avait recueilli 99,9 % des suffrages exprimés. Le mandat du président Assad expire le 11 mars prochain. — (A.F.P.)

### Union soviétique

M. LEONID BREJNEV a reçu mercredi 8 février le chancelier autrichien Bruno Kreisky qui se trouvait à Moscou depuis quarante-huit heures pour envisager les moyens de rééquilibrer au profit de l'Autriche la balance des échanges commerciaux entre les deux pays.

L'ACADEMICIEN SAKHAROV a annoncé aux correspondants occidentaux à Moscou que son beau-fils Alexis Semionov avait reçu l'autorisation d'émigrer en Israël. M. Semionov, exclu au mois de novembre dernier de l'Institut de mathématiques où il étudiait, ne sera pas accompagné par sa femme et leur fils de deux ans, car Mme Semionov ne souhaite pas quitter l'U.R.S.S. — (Reuter.)

# QUI contrôle QUI ?



48 groupes  
100 familles  
Plus de 6 000 sociétés  
3 millions de salariés

Pour chaque groupe

- Un texte de présentation (historique - structure financière stratégie, etc.)
- Un organigramme détaillé

Pour chaque société

- Un index alphabétique indiquant le groupe auquel elle appartient
- Les principaux renseignements (chiffre d'affaire, nombre de salariés, implantations, etc.)

PAR  
P. ALLARD  
M. BEAUD  
B. BELLON  
A.-M. LEVY  
S. LIENART

368 pages 45 F

SEUIL

# EUROPE

## Italie

### Le parti libéral menace de passer dans l'opposition si les communistes sont associés au pouvoir

M. Giulio Andreotti, président du conseil désigné, a terminé sa deuxième série de consultations avec les partis constitutionnels (démocrate-chrétien, communiste, socialiste, social-démocrate, républicain et libéral) pour résoudre la crise gouvernementale en Italie. Il devait leur présenter, ce jeudi 9 février, un projet de programme, alors que le problème de l'entrée du P.C.I. dans la majorité parlementaire n'a toujours pas été résolu. Très hostiles à cette hypothèse, le parti libéral menace de passer dans l'opposition et une centaine de députés démocrates-chrétiens réclament une réunion urgente de leur groupe parlementaire.

De notre correspondant

Rome. — « La crise ? Quelle crise ? », répondent ironiquement les Italiens quand on leur demande si la vacance du pouvoir officiel depuis le 16 janvier se prolongera encore. Selon une plaisanterie rituelle, on affecte de croire que, sans gouvernement, le pays se porte aussi bien — ou beaucoup mieux — qu'avant. Il est vrai que le cabinet démocratique expédie les affaires courantes, que les terroristes marquent une pause et que le quotidien (enlèvement d'industriels, chômeurs en colère à Naples, affrontements à Rome le samedi après-midi) n'étonnent plus.

Les observateurs, eux, ne savent plus sur quel pied danser. La semaine dernière, on donnait les élections « sûres à 75 % ». Cette semaine le pourcentage est avancé, mais en sens contraire. Il y aurait trois chances sur quatre pour que la crise se résolve après d'épuisantes négociations.

Optimiste, le secrétaire général d'un des six partis constitution-

### Le risque des élections anticipées

A l'appui de ce scénario, deux arguments sont avancés :

1) Personne ne veut des élections anticipées qui seraient la conséquence immédiate d'une rupture, puisque plusieurs partis laissent entendre de participer à une majorité sans la démocratie chrétienne. Même les plus chauds partisans d'une dissolution des Chambres, au sein de la D.C., se sont aperçus du danger : un écrasement des petits partis et une bipolarisation plus nette rendraient indispensable la nomination de ministres communistes. On s'étonne que les Américains ne l'aient pas compris.

Au printemps 1979, en revanche, on voterait dans un meilleur climat, avec peut-être un parti communiste affaibli par son association au pouvoir. De son côté, en provoquant une rupture des à présent, le P.C.I. infligerait un démenti à ses propres dirigeants. Il n'a d'ailleurs jamais

été tenté par la politique du pire. 2) M. Giulio Andreotti fait tout son possible pour arriver à un compromis. En privé, il a donné à ses interlocuteurs de nombreuses assurances. Si « une alliance politique » avec les communistes est impossible, « une majorité de gouvernement » pourrait fort bien être constituée, sur la base d'un programme qui porterait la signature du P.C.I. Le futur gouvernement bénéficierait d'un vote de confiance officiel. Ce serait bien une majorité, même si la démocratie chrétienne l'appellait autrement.

### Les incertitudes communistes

Ce raisonnement optimiste n'est pas du tout partagé dans l'entourage de M. Berlinguer. On souligne d'abord que M. Andreotti parle en son propre nom. Rien ne prouve que le président du conseil désigné jouit, comme on le laisse entendre, de l'entière confiance des dirigeants de son parti. Ceux-ci n'ont été unanimes que sur un texte très vague. La démocratie chrétienne n'aurait nullement répondu aux propositions du parti communiste et se montrerait « incapable d'adopter une solution proportionnelle à la gravité de la crise du pays ».

Cette amertume est-elle seulement tactique ? Il semble que le P.C.I. ait fait l'erreur de centrer le débat sur la forme politique au lieu de mettre l'accent sur le contenu du programme. S'étant beaucoup avancé (un gouvernement d'union nationale), ayant dû ensuite reculer (une majorité parlementaire), il lui faut maintenant sauver la face. Une solution embrouillée affaiblirait sensiblement M. Berlinguer qui, déjà, doit tenir compte de diverses oppositions dans son parti.

Un nouvel élément est venu compliquer les choses : la fronde du parti libéral qui, d'ores et déjà, menace de passer à l'opposition si les communistes sont associés au pouvoir. En elle-même, cette formation représente peu de chose. Mais sa défection empêcherait la démocratie chrétienne de se couvrir à droite. Elle révélerait la dissidence de nombreux députés du parti gouvernemental qui ne veulent pas du P.C.I. dans la majorité.

Le programme, sur lequel s'appuierait le futur gouvernement, est encore dans les limbes. Il faut s'entendre sur l'économie, l'ordre public, la syndicalisation de la police et l'avancement. Ce dernier point n'est pas le plus délicat à résoudre. Pour la forme, la démocratie chrétienne voterait contre une libéralisation et l'Eglise ne pourrait que s'incliner devant la décision des autres partis coalisés. Même si elle n'est pas la majorité laïque à la Chambre, c'est moins sûr au Sénat. Or, la loi doit être modifiée à tout prix pour éviter un référendum.

Théoriquement, tous ces obstacles devraient conduire à une rupture. Mais la logique du système italien veut que l'on aboutisse à un compromis.

ROBERT SOLÉ

## Portugal

LES SOCIAL-DÉMOCRATES ET LES COMMUNISTES REJETENT LE PROGRAMME D'AUSTÉRITÉ DE M. SOARES

(De notre correspondant.)

Lisbonne. — Le parti social-démocrate a déposé, mercredi 8 février, dans la soirée une motion rejetant le programme d'austérité du gouvernement de M. Mario Soares qui était discuté par le Parlement depuis le matin. Le vote décisif sur ce programme devrait avoir lieu samedi. Un rejet par la majorité absolue des députés entraînerait automatiquement la chute du gouvernement selon l'article 195 de la Constitution, mais les socialistes et les centristes totalisent 143 sièges (sur 303 que compte le Parlement) et sont donc en mesure de faire échec à la manœuvre du P.S.D.

Le premier jour des débats a été également marqué par un discours de M. Octavio Pato, ancien candidat du P.C.P. à l'élection présidentielle, qui a vivement critiqué le gouvernement, dont le programme aurait, à son avis, « repris certaines conceptions du temps du fascisme ».

Selon M. Pato, le programme présenté par M. Soares annonce « l'aggravation des conditions de vie des travailleurs », l'intensification des licenciements et l'indulgence du pouvoir face aux violences, répressives et persécution menées par le patronat. Son orientation économique démontre la volonté du gouvernement P.S.-C.D.S. « de compromettre les bonnes grâces du grand capital et de l'impérialisme ».

J. R.

## La crise gréco-turque

### M. CARAMANLIS SE DÉCLARE DISPOSÉ À RENCONTRER M. ECEVIT

Athènes (A.F.P.). — Le premier ministre grec, M. Constantin Caramanlis, a déclaré, le 9 février, à Athènes, qu'il était prêt à rencontrer son homologue turc, M. Ecevit, au cours du mois de mars.

Répondant à un message de M. Ecevit, M. Caramanlis a précisé dans sa déclaration que cette rencontre avait pour but de « trouver des solutions pacifiques aux problèmes existant entre les deux pays ».

## Belgique

### LE PROJET D'ACHAT DE FUSÉES PROVOQUE UNE CRISE DANS LA MAJORITÉ

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Le gouvernement Tindemans menace par des fuzées : c'est l'image que présentent plusieurs journaux belges, jeudi matin 9 février, après la querelle née dans la majorité autour du remplacement des missiles air-sol des forces d'intervention.

L'achat de batteries de fusées Hawk-Hellip avait été reporté sous le gouvernement précédent, qui présidait également M. Tindemans, et où M. Paul Vanden Boeynants détenait déjà le portefeuille de la défense nationale. Depuis, cependant, la Belgique avait subi les pressions des experts de l'O.T.A.N. qui lui reprochaient de ne pas tenir ses engagements et d'abandonner pratiquement le secteur qui lui est attribué dans le système défensif occidental. Le gouvernement s'était alors incliné et se proposait d'acheter les missiles pour un montant de 4 milliards de francs belges, soit 540 millions de francs français.

Brusquement, au début de la semaine, un des chefs de la majorité, M. Cools, président du parti socialiste, s'est opposé à cet achat, l'estimant « inopportuniste » en cette époque de récession économique.

Le ministre de la défense, en voyage aux Etats-Unis où il visite les chaînes de production du chasseur F-16, a réagi avec vivacité. « Si le parti socialiste devait mettre en échec le programme de renouvellement des missiles », a-t-il déclaré, « il prendrait une grave responsabilité en provoquant la rupture des engagements internationaux de la Belgique ».

Après cette déclaration, l'escalade a été rapide. L'organe du parti socialiste, *Le Peuple*, s'en prend directement à M. Vanden Boeynants et l'accuse de « chercher à se placer en bonne position pour succéder à M. Luns comme secrétaire général de l'O.T.A.N. ». Le journal conclut en écrivant que, « si M. Vanden Boeynants continue à vouloir défendre l'indéfendable, il ne lui restera qu'à prendre sa démission personnelle, c'est-à-dire partir ».

PIERRE DE VOS.

## BIBLIOGRAPHIE

### « ÉCONOMIE DE L'ALLEMAGNE DE L'EST » d'Henri Smokine

L'attention portée ces temps-ci à l'Allemagne orientale n'a pas empêché la réussite industrielle et économique impressionnante, si sur le chapitre des libertés il y a une certaine réserve. L'auteur, qui est maître de conférences à Paris-VII, décrit ici avec beaucoup de précision et de clarté, en la replaçant dans son contexte international et idéologique, la croissance de l'économie allemande. Sait-on que, avec une population qui représente le quart de celle du Reich de 1937, sa production industrielle dépasse de 40 % le total de celle de toute l'Allemagne d'avant-guerre ? Que la valeur de cette production par tête d'habitant est supérieure de 30 % à celle de l'U.R.S.S. ? Qu'en revanche une voiture pour trois habitants ? Que la R.D.A. est la cinquième puissance industrielle d'Europe ? Que ses exportations sont constituées à près de moitié par des machines, des appareils d'optique, et autres produits industriels ?

M. Smokine parle peu de l'organisation du travail et des contraintes qui pèsent sur la société est-allemande. Mais ce n'est pas son propos. Tel quel, son livre apporte une documentation précieuse sur un pays qui, ne pour l'essentiel de la volonté d'un autre, a fini par devenir une puissance économique impressionnante.

A. P.  
\* Éditions Alain Moreau, 304 p.  
\* La préface de Michel Foucault a paru dans *Le Monde* daté 19-23 décembre 1977.  
\* « Que sais-je ? », aux P.U.F., 126 p., 9 F.

# DIPLOMATIE

## LE PRÉSIDENT OULD DADDAH A ÉTÉ REÇU PAR M. GISCARD D'ESTAING

Le président mauritanien, M. Moktar Ould Daddah, s'est entretenu mercredi 8 février avec M. Giscard d'Estaing, qui l'a reçu à déjeuner, avec M. Barre et avec les ministres de la coopération, M. Galley, de la défense, M. Bourges, et des affaires étrangères, M. de Guiringaud, dont il a été l'hôte à dîner.

Interrogé à la sortie de l'Élysée sur l'aide française à la Mauritanie, M. Ould Daddah a répondu : « Je n'ai pas demandé l'aide est fonction des agressions algériennes. Si l'Algérie continue à nous agresser, nous serons toujours obligés de demander un renforcement de l'aide pour résister, car nous ne pouvons pas le faire par nos propres moyens. Nous ne voulons en aucune façon capituler devant les agressions algériennes. Si l'Algérie nous laisse tranquilles, nous ne demanderons plus d'aide à quiconque (...) Le salut de la Mauritanie dépend d'abord des Mauritaniens, l'aide extérieure ne doit constituer qu'un complément. »

Le président mauritanien a assuré que le train minéralier Zouérate-Nouadibou circulait tous les jours. En quittant l'hôtel Matignon, il s'est déclaré « satisfait » de la coopération franco-mauritanienne. La France s'est engagée à financer 30 % du canal d'irrigation Nouakchott, de 1979 à 1981.

## CORRESPONDANCE

### A propos de l'entrée de la Grèce dans la C.E.E.

Le « Bulletin de l'étranger » du Monde daté 25 janvier nous a valu une longue lettre de M. Stylianou, directeur du bureau de presse de l'ambassade de Grèce en France, dont voici les passages essentiels :

La demande d'adhésion de la Grèce à la C.E.E. est antérieure d'un an à la date mentionnée dans l'article (seul ne fut pas présentée en 1976 mais le 12 juin 1975).

Par ailleurs l'accord d'association de la Grèce à la C.E.E. est entré en vigueur en 1963. Depuis, la Grèce s'adapte aux conditions communautaires en vue de son adhésion, prévue par l'accord d'association.

Evroquer, à propos de la candidature grecque, celles beaucoup plus récentes de l'Espagne et du Portugal peut paraître injustifié. En revanche, il est pour le moins original d'associer à ce groupe la Turquie, qui n'a nullement exprimé l'intention de poser sa candidature, et dont l'accord d'association avec la C.E.E. ne prévoit pas l'opportunité de son adhésion à la Communauté européenne avant 1994. (...)

Il est dit plus loin que les interlocuteurs de M. Caramanlis n'ont jamais caché leur réserve au sujet de l'adhésion de la Grèce à la C.E.E. et que M. Roy Jenkins est « pour le moins extrêmement réticent ». Or, le 10 janvier dernier, M. Roy Jenkins écrivait dans *The Times* : « L'hypothèse de l'adhésion pose de sérieux problèmes mais ce sont, pour la plupart, des problèmes qui existent déjà. A mon avis, nous devons absolument accepter cet élargissement, et avec enthousiasme. »

M. K. B. Andersen, nouveau président du conseil des ministres de la C.E.E., a déclaré que le calendrier proposé récemment par la Grèce, qui prévoit son adhésion à la Communauté le 1<sup>er</sup> février 1980, est « un peu optimiste, mais non irréalisable » (*The Times*, *The Telegraph*, 19 janvier 1978).

M. Michel Stylianou relève d'autre part une autre erreur qui s'était glissée dans le « Bulletin de l'étranger » du 13 décembre 1977 : réduire de dix le nombre de voix obtenues par le nouveau gouvernement grec lors du vote de confiance avait permis d'élever la majorité à 230, au lieu de 214 à 178 députés sur 300. C'est un fait et non une « thèse ».

● **ERRATUM.** — Le budget militaire des Etats-Unis, qui atteint 136 milliards de dollars pour l'année 1978-1979, n'est pas dix fois plus élevé que l'an dernier, comme il a été imprimé par erreur dans le Monde du 3 février, mais comporte « 10 milliards de dollars de plus » que lors de l'année budgétaire précédente.

## Libres opinions

### Les rapports France-R.D.A.

par LOUIS PÉRIILLIER (\*)

Il y a cinq ans, ce 9 février, que la France a reconnu la R.D.A. et établi avec elle des relations diplomatiques, vingt-quatre ans après la fondation de cet Etat. La décision française intervenait après la reconnaissance de la R.D.A. par soixante-dix pays, trois heures après celle de la Grande-Bretagne.

Un tel retard ne pouvait s'expliquer par des divergences d'ordre idéologique. La différence des régimes politiques et sociaux n'a pas empêché la France d'entretenir des relations officielles et amicales avec l'ensemble des pays de l'Est. Les souvenirs de l'histoire et des épreuves qui nous ont séparés des Allemands ajoutaient aux raisons tirées du réalisme. La R.D.A. n'était-elle pas devenue la huitième puissance industrielle du monde ? Une œuvre de réconciliation puis d'amitié ne devait-elle pas être poursuivie avec les Allemands de l'Est comme avec ceux de l'Ouest ?

Ce furent là les arguments soutenus par une association qui groupe des hommes et des femmes de toutes opinions.

Cinq ans après la reconnaissance, un nouveau décalage doit être constaté. Les échanges commerciaux sont peu développés. Il n'existe ni convention culturelle ni convention de coopération (en dehors de la coopération scientifique et technique) alors que la France a conclu de tels accords (ou s'y prépare) avec l'U.R.S.S., la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie. Une convention consulaire, dont le principal mérite serait de reconnaître que la R.D.A. n'est pas un Etat sans ressortissants, est toujours en discussion. La visite que le ministre des affaires étrangères de R.D.A. a faite à Paris n'a pas été rendue ; il n'y a pas de contacts « au sommet », sauf entre les groupes parlementaires, dont les relations sont très courtoises. En définitive, les rapports de la France et de la R.D.A. ne sont pas au niveau de ceux que beaucoup d'autres pays souvent très éloignés entretiennent avec elle.

Quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir sur tel ou tel aspect de la politique de la R.D.A., cette situation devrait être redressée. Les responsables de nos affaires publiques reconnaissent la réalité d'un déphasage et la nécessité d'y mettre fin. Il serait temps de mettre les actes en harmonie avec les intentions, dans l'intérêt supérieur de notre pays, dans l'esprit des accords d'Helldorf, au service de la paix internationale.

(\*) Président délégué de l'Association France-R.D.A.

MONDIAL

MOQUETTE

LE PLUS GRAND SOLDEUR

DE MOQUETTE DE PARIS

MOQUETTE DECORÉE

STOCK

LIMITÉ

27<sup>le</sup>

GRANDE LARGEUR

A UN SEUL PRIX

ET TOUJOURS LES PRIX LA QUALITÉ

POSE ASSURÉE APORTEZ VOS DIMENSIONS

ouvert du lundi au samedi de 9h à 20h

PARIS 13<sup>e</sup> : 40, quai d'Austerlitz

Face gare d'Austerlitz

Tél : 584-72-38

PARIS 14<sup>e</sup> : 90, bd Jourdan

50 m Porte d'Orléans

Tél : 539-36-62

PARIS 19<sup>e</sup> : 144, bd de La

Villette - M<sup>o</sup> Colonel-Fabien

et J.-Jaures - Tél : 203-00-79

BOULOGNE : 32 Bis, rue

Gallieni - Tél : 605-45-12

FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone

Industrielle de Fosses. Pres

gare S.N.C.F. - Tél : 471-03-44

SAINT-DENIS : 73, rue de la

République - Tél : 820-92-93

PARIS 18<sup>e</sup> : 114, rue Damrémont

Tél : 606-05-73

BAGNOLET : 191-193, avenue

Raspail - 5 min Pte des Lilles

Tél : 361-16-46

COGNIERES (N 10) : près

Trappes route du Pont d'Aulneux

Tél : 461-70-12

MAISONS-ALFORT : 129, rue

Jean Jaures, RN 5

Tél : 375-44-70

SARCELLES : 28, av. Division

Leclerc, RN 16 route de Chentilly

Tél : 990-00-77



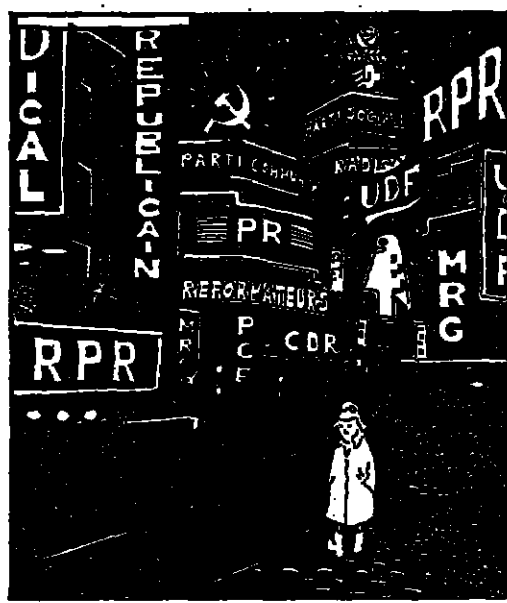
# LES CONTROVERSES DANS LA MAJORITÉ ET DANS L'OPPOSITION

## M. Jacques Chirac se démarque totalement de l'Union pour la démocratie française

M. Jacques Chirac a mis à profit, mercredi soir 8 février, l'émission « Cartes sur table », qui lui était consacrée par l'Antenne 2, pour faire la démonstration de sa forme et de son punch. Un spectacle. Bousculant les journalistes, faisant fi des questions qui lui étaient posées quand elles ne l'arrangeaient pas trop, développant les thèmes qui lui tenaient à cœur, profitant à bon escient d'une timidité et de ceux qui l'interrogeaient (et se gardaient trop souvent de le ramener à leurs questions), le président du R.P.R. a, à l'envi, assuré la publicité du meeting qu'organise son parti, samedi prochain, et « peaufiné » son image de leader le plus actif de la majorité, chef du parti le plus important. Il a aussi considérablement renforcé sa silhouette d'homme d'autorité — si ce n'est d'homme autoritaire — en se livrant à une longue tirade sur les nécessités de l'ordre, du renforcement policier et du rétablissement de la sécurité.

S'il s'est gardé de toute agressivité directe à l'égard du chef de l'Etat et du premier ministre, le responsable du parti gaulliste s'est, en revanche, appliqué à démolir systématiquement leur plus récente entreprise politique commune : l'Union pour la démocratie française, née, comme on le sait, avec l'appui discret mais indéfectible de l'Elysée et de l'hôtel Matignon. Classée « à droite », moquée aussi bien pour son absence sur le terrain que pour le dynamisme insuffisant de ses dirigeants, l'U.D.F. suprême démission, s'est vue dotée par M. Chirac d'un « patron » pour le moins inattendu : M. Jean-Jacques Servan-Schreiber. Un « patron » qui n'en demandait sans doute pas tant, mais dont le nom est utilisé par le président du R.P.R. pour discréditer un peu plus l'opération lancée par les non-gaullistes. A trop avoir hésité à prendre officiellement la tête de l'U.D.F., M. Barre se trouve maintenant pourvu d'un « concurrent » désigné.

M. Chirac a aussi porté quelques attaques relativement vives contre le pouvoir exécutif, même si elles étaient indirectes : ainsi en a-t-il été, notamment, lorsqu'il a critiqué l'action des pouvoirs publics en matière de sécurité, et lorsqu'il a fait allusion aux moyens qui avaient pu lui faire défaut, en tel ou tel domaine, lorsqu'il était premier ministre.



(Dessin de KONK)

### Le P.S. : le désistement n'est pas négociable

Le comité directeur du parti socialiste a adopté, mercredi 8 février, à la majorité (le CERS ayant voté contre), une motion dans laquelle on lit notamment : « Depuis que le P.C.F. a suspendu les négociations sur la réconciliation du programme commun de gouvernement en refusant de discuter les dernières propositions socialistes, le parti socialiste ne cessera de réclamer la reprise des discussions sans délai, sans condition et sans préalable, afin d'arriver à un accord avant les élections. Cette demande n'a pas été entendue par nos partenaires communistes. » Le parti socialiste n'a cessé, par ailleurs, de répéter que, quelle que soit l'attitude de ses partenaires, les candidats socialistes appliqueront, quant à eux, une rigoureuse discipline républicaine en se désistant automatiquement pour le candidat de gauche le mieux placé par le scrutin. Une rigoureuse discipline républicaine, que ce soit de la gauche ou de la droite, qui remonte bien avant la signature du programme commun de gouvernement. Ainsi, quand il y a eu des élections, nous appliquerons la discipline républicaine. Le désistement n'est pas négociable.

Le comité directeur a désavoué les propositions faites par M. Didier Moché, membre du bureau exécutif du P.S., animateur du CERS. Ces propositions, visant à débloquer la situation à gauche, ont été jugées inacceptables par la direction du parti, notamment parce qu'elles « colent partiellement » aux propositions communistes.

### LE VOTE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

#### DES IRREGULARITÉS N'ONT ÉTÉ RELEVÉES NI AU GABON

Interrogé, mercredi 8 février, sur la publication, par le Congrès national, d'un nouveau document sur le vote des Français de l'étranger, le porte-parole du Quai d'Orsay, a indiqué que, comme M. de Guiringaud l'a écrit, « l'article du Congrès, en date du 12 janvier, des irrégularités n'ont été constatées qu'au Gabon. Des que des irrégularités ont été constatées, il est procédé à des enquêtes et des sanctions ont été prises de concert avec le cas du Gabon était unique. Le porte-parole s'est refusé à tout autre commentaire. » (nos dernières éditions).

#### LE P.S. DÉNONCE « LE MENSONGE ET LA MAUVAISE FOI DES HAUTES AUTORITÉS »

Commentant les nouvelles révélations intervenues dans l'affaire du vote des Français de l'étranger (Le Monde du 9 février), la Lettre de l'Unité, organe du parti socialiste, souligne notamment, dans son numéro du mercredi 8 février : « Le télégramme de l'ambassadeur Delmas, de Libreville, publié par le Congrès national, n'est pas seulement une preuve supplémentaire du grand racket électoral organisé par le pouvoir pour essayer de sauver sa mise grâce aux bulletins de vote des Français de l'étranger. C'est en plus la démonstration irrécusable de la mauvaise foi et du mensonge des hautes autorités mobilisées dans cette affaire qui, du coup, commence à sentir un peu un odeur de Watergate. (...) D'ailleurs, les juges ne s'y sont guère trompés. Le grand-père de ceux qui ont été astés de réclamation ont annulé les inscriptions frauduleuses. (...) Comme la loi est la même pour tous, il faut donc croire que c'est la loi qui a été appliquée et respectée. La justice manque de fermeté. (...) Les juges doivent rendre la justice au nom du peuple français, c'est-à-dire dans l'esprit de la loi et non de la mauvaise foi. C'est une question de volonté politique. »

#### REJET DE CENT SOIXANTE-DEUX RECOURS A PARIS

Saisie de 1175 recours contre des inscriptions de Français de l'étranger, Mme Cabanes, juge-directeur du tribunal d'instance du quatorzième arrondissement, en a rejeté 162, mercredi 8 février. Elle devrait, en principe, rendre son jugement, vendredi 10 février, à propos des 1 013 recours restants. Cent-est ne visent — en raison de recours multiples — que 621 inscriptions émanant notamment de Pondichéry.

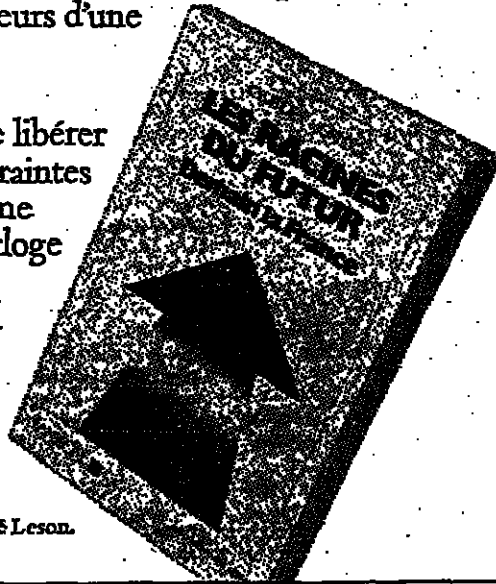
## INNOVATION EN POLITIQUE : UNE REFLEXION POUR L'AVENIR DES FRANÇAIS

Déclin démographique, désagrégation sociale, incertitudes politiques : l'avenir des Français est gravement menacé par le malaise qui frappe l'ensemble des sociétés européennes.

Définissant une ambition pour la France, « Les Racines du Futur » présente une réflexion politique originale à partir d'un constat qui n'a peut-être ni des mots ni des réalités.

Pour la première fois, l'essentiel d'un ouvrage politique réside dans la recherche de solutions positives. Construire un futur pour la France, c'est garantir un modèle de Société conforme à ses aspirations et fidèle aux permanences de son Histoire. En répondant à cette attente, « Les Racines du Futur » est un livre de combat pour la liberté, aussi éloigné des valeurs d'une société marchande que du marxisme totalitaire.

Parce qu'il est urgent de libérer la pensée politique des contraintes de la banalité et du terrorisme intellectuel, le Club de l'Horloge jette les bases du débat doctrinal, préalable essentiel au débat politique. Il était temps.



A lire avant mars

266 p. Ed. MASSON. 39 F Diffusion André Leson. A commander chez votre libraire.

### « L'Humanité » : la notion de discipline républicaine est à « reléguer au musée de l'histoire »

M. René Andrien écrit dans l'Humanité du 9 février : « Nous demandons la reprise sans délai de la discussion nécessaire pour adopter un programme commun correctement mis à jour et pour définir ensemble les conditions de son application. » Le comité directeur du parti socialiste vient d'opposer une fin de non-recevoir à notre demande. (...) Les arguments qu'il invoque pour justifier son refus sont d'une particulière fragilité.

« Une telle négociation, assure-t-il, ne peut être « bâclée » en deux jours. (...) Pourquoi affirmerait-il n'importe quoi ? L'accord sur un programme entre nos deux partis pourrait être conclu en quelques heures ? (...) »

« Il se contente d'exiger le désistement du parti communiste au nom de la discipline républicaine. (...) Disons-le clairement : la notion de « discipline républicaine » est à reléguer au musée de l'histoire, entre le rouet, la lampe à huile et les occasions manquées. »

« Trop souvent, dans le passé, la gauche non communiste a bénéficié de nos retraites automatiques et pas toujours payées de retour, et elle en a profité ensuite pour mener une politique de droite. (...) Le parti socialiste semble beaucoup plus soucieux de préparer des combinaisons qui excluraient les communistes du gouvernement et de rechercher un compromis avec le pouvoir. François Mitterrand n'a-t-il pas déclaré, hier encore, que « devant » la carence du gouvernement, il s'adressait solennellement au président de la République ? Comme si M. Barre ne menait pas la politique de l'Elysée ! Comme si l'état nécessaire d'épargne M. Giscard d'Estaing en vue de la recherche des compromis futurs. »

### M. Ségué : la C.G.T. ne donnera pas de consigne de vote

M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., a publié, le 9 février au matin, la déclaration suivante : « Divers moyens d'information, dont T.F.1 et France-Inter, tronquant et faussant une déclaration que j'ai faite dans un meeting électoral en ma qualité de membre du bureau politique du P.C.F., ont attribué à la C.G.T. une prise de position électorale en relation avec les élections législatives. Par contre, les mêmes ont passé sous silence ma lettre à M. Barre à propos des emplois. »

« Je proteste contre de tels procédés, qui désahonorent ceux qui y recourent. Il est bien connu que la C.G.T. n'a donné aucune consigne de vote, et il est certain qu'elle n'en donnera pas. (...) »

M. Ségué fait ainsi allusion aux commentaires suscités par le discours qu'il a prononcé le 7 février en présence de Gentilly (Val-de-Marne), un meeting en faveur de la candidature de M. Georges Marchais.

M. Ségué avait pris soin de commencer par dire : « Par respect pour l'indépendance syndicale, et compte tenu de nos fonctions syndicales, mon parti ne me sollicite guère pour participer personnellement publiquement à la diffusion de sa politique, et notamment à ses campagnes électorales. »

Cependant, au moment où tous les communistes, quelles que soient leurs responsabilités dans le parti ou dans les organisations de masse où ils militent, sont engagés dans une bataille dont l'importance pour les travailleurs est sans précédent, j'ai considéré qu'il était de mon devoir d'y prendre part ; disons, si vous voulez, que c'est l'exception qui confirme la règle. »

Enfin il avait lancé son appel : « Que cela plaise ou non, la réalité politique nationale fait que le seul moyen qu'on les travailleurs de peser vraiment de tout leur poids à l'heure des décisions capitales, c'est de concentrer leurs suffrages, le 12 mars, sur les candidats du parti communiste français. »

[Ce n'est pas la première fois que M. Ségué participe de façon spectaculaire à la campagne électorale en spécifiant qu'il intervient en tant que responsable du P.C. Il avait agi ainsi lors des précédentes élections législatives pour appuyer M. Marchais.]

De même, dans le passé, M. Benoît Frachon, membre du bureau du P.C., estimait que ses fonctions de secrétaire général de la C.G.T. ne l'empêchaient nullement de soutenir les campagnes de Maurice Thorez, alors secrétaire général du P.C.F.

Libres opinions - s rapports France 1



# POLITIQUE

## LA FRANCE EN QUÊTE D'UNE MAJORITÉ

### III. — UN CONSENSUS RENFORCÉ

par J. HENRY PFISTER

En dépit des réponses de M. Marchais au président de la République, la participation communautaire, le P.S. s'efforce de trouver des réponses à une telle éventualité (le Monde du 8 et du 9 février). Les affrontements électoraux ne doivent pas faire oublier les rapprochements qui se sont produits, au niveau des grands thèmes, entre les principales formations politiques.

Après avoir été présentée comme coupée en deux, la France est désormais composée de quatre familles politiques autonomes, deux à gauche, deux à droite. C'est ce que M. Giscard d'Estaing a relevé, après beaucoup d'autres, dans son discours de Verdun-sur-le-Doubs. Il représentait ainsi le « découpage » qui, selon Guy Mollet, ancien secrétaire général de la S.F.I.O., correspond en profondeur à la vie politique du pays. Communistes et socialistes d'une part, « bonapartistes » et « orléanistes » d'autre part, les clivages recouvrent des traditions historiques anciennes.

Pourtant, au-delà de ces courants et des apparences, le débat politique français a, depuis vingt ans, évolué dans le sens d'un renforcement du consensus national. Les opposants au régime gaullien, qu'ils soient centristes, socialistes ou communistes, ont été amenés à prendre en compte les réalisations et les thèmes de la V<sup>e</sup> République qu'ils jugeaient catégoriquement bien. Même s'ils se proposent d'infirmer ces politiques, ils commencent par les prendre en charge.

La stabilité des gouvernements de la V<sup>e</sup> République a permis d'engager des actions qui n'ont dans le pouvoir de personnes d'interrompre du jour au lendemain. L'opinion s'est habituée à certains thèmes, à certaines idées qui président à la vie du pays depuis vingt ans. Vingt ans, cela signifie que les 12 mars les électeurs les plus jeunes vont avoir à voter en faveur d'un régime qui a vu

le jour avant leur naissance. Autant dire que, pour nombre d'entre eux, ce régime s'apparente à la préhistoire, et qu'une relève des hommes leur semble indispensable.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certaines de ses revendications, à certaines de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

Les exemples d'une telle évolution abondent même s'ils ne sont pas toujours clairement perçus. Le dernier date concerne la vieille querelle de la laïcité. Quand M. François Mitterrand, lors du colloque organisé par la revue Brèche en novembre dernier, a vivement critiqué les défenseurs de l'enseignement privé en général, et catholique en particulier, il a, dans le même discours, résumé sa position en disant qu'il s'en tient à une stricte application de la loi Debré.

Cette loi, qui, en 1959, divisait le pays et voyait la gauche mobilisée contre elle, est donc aujourd'hui reprise en compte par l'opposition. Elle tend à devenir le point de rencontre, la base moyenne à partir de laquelle pourrait se dégaier une sorte d'unité.

Un phénomène analogue, au moins en partie, s'est produit en matière de politique étrangère et même sur les institutions. Depuis vingt ans, les points de vue se sont rapprochés. Dans un pays qui l'on présente volontiers comme coupé en deux et parfois au bord de l'affrontement, il n'est sans doute pas inutile d'insister sur ces importantes plaques d'accord.

Le pays est certes coupé en deux au niveau de son personnel politique, et ce en raison du fonctionnement des institutions et des modes de scrutin. Cela ne signifie pas pour autant que deux conceptions radicalement différentes de

la société s'affrontent. L'exemple des institutions, et de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En matière d'organisation des pouvoirs publics, les communistes et une partie de la gauche socialiste s'étaient insurgés contre la Constitution de la V<sup>e</sup> République. M. Mitterrand avait refusé de la voter. Le P.C.F. avait, des années durant, réclamé l'élection d'une Assemblée constituante. Les règles inscrites en 1958 puis en 1962 sont entrées dans les mœurs. Dans sa version de 1972, le programme commun de la gauche reprend l'essentiel des règles constitutionnelles en se bornant

à des adaptations, même si certaines d'entre elles ne sont pas négligeables.

On peut d'ailleurs s'interroger sur la manière dont ces réformes constitutionnelles seraient engagées. La gauche réprovoque le recours au référendum, mais serait-elle assurée d'une majorité au Congrès ? En outre, un P.S. contrôlant l'exécutif serait-il pressé d'abandonner une partie de ses prérogatives au bénéfice d'une assemblée nationale élue par hypothèse, sa position serait plus fragile ? Le P.S. se hâterait-il de faire adopter la représentation proportionnelle alors que desor-

mais le mode de scrutin majoritaire lui est favorable ?

En matière de défense la gauche a mené durant vingt ans une bataille sur le thème : « Non à la force de frappe ». En 1972 encore, lors des négociations sur le programme commun, les communistes défendaient cette position et ont cherché, sans succès, à obtenir de leurs alliés socialistes que les stocks nucléaires existant en France soient détruits. Les voilà aujourd'hui ralliés à la force de dissuasion et tempêtant parce que le gouvernement, à leur gré, ne se montre pas assez vigilant en matière d'indépendance nationale. Leur objectif réel est surtout d'éviter toute intégration de l'armement nucléaire français dans une défense intégrée au niveau européen ou atlantique. Le but du P.S. est diamétralement opposé mais il le conduit également à prendre en charge la force de dissuasion nucléaire.

Les choix de défense déterminent en grande partie la diplomatie, une certaine manière d'affirmer l'identité française se retrouve à présent aussi bien dans la majorité que dans l'opposition. Cette attitude est particulièrement frappante en matière de politique européenne. Il ne se trouve plus de défenseurs inconditionnels de la supranationalité. Même M. Jean Lecanuet a modéré ses positions. Les projets d'union politique, l'indépendance, sont moins élaborés que le plan Fouchet de confédération européenne proposé il y a dix-huit ans par le général de Gaulle à ses partenaires. Ce plan, qui ne comportait aucune dérogation de souveraineté, avait suscité à l'époque l'hostilité aussi bien des champions de la supranationalité que des communistes.

Quant à l'OTAN, il n'est plus une seule formation politique française un peu importante qui propose de la réintégrer. Quel tollé ce fut pourtant lorsque la décision fut prise par le général de Gaulle de faire sortir la France de l'« organisation militaire du traité de l'Atlantique Nord » ! On pourrait multiplier les exemples.

### « Les ex »

— Ah ! C'est bien ça. —

M. François Mitterrand s'est rendu, mercredi 8 février, en fin d'après-midi dans le quartier arrondissement de Paris pour soutenir les candidats du P.S. à la mairie de Paris (15<sup>e</sup> arr.) et Mme Edwige Avies (18<sup>e</sup> arr.), tous deux membres du C.E.R.E.S.

Remontant la rue Raymond-Looseraud, du métro Plaisance au métro Pernety, le premier secrétaire du P.S. a provoqué, outre un long embouteillage, la curiosité amusée des passants et de nombreuses manifestations de sympathie. Il s'est surtout attaché à saluer les commerçants, passant, imperturbable, du boucher, rougeaud et hilare sous sa casquette, au parfumeur à la chevelure polve et sel, guindé et cérémonieux. Deux vieilles épicières hésitant à reconnaître ce monsieur chauve qui entre dans leur boutique empuantée d'une nuée de photographes. Un militant socialiste se précipite : « C'est François Mitterrand ! »

Mme Avies ajoute en tendant la main : « Une femme pour vous représenter. » Elle reçoit la même réponse, courtoisement passe-partout : « Ah ! C'est bien ça. »

A la porte d'un vieux café-billard, dont le décor enchanteur d'un réalisateur de film policier, des consommateurs, excités, scandent : « François, un pastis ! » Les militants cherchent à entraîner le premier secrétaire sur le trottoir d'en face. Toujours flagrant, M. Mitterrand affecte de ne pas comprendre et se dirige droit vers l'établissement, sans prendre garde à l'ambiguïté de son nom : « Les ex ». Il entre, ôte son chapeau, accepte un verre, tringue alentour, refuse en souriant une partie de billard : « Peut-être serais-je battu, mais le jeu défend. » Il sort, les vifs et les applaudissements. — T. P.

## Restituer le pouvoir aux Français

(Suite de la première page.)

Les coûts secondaires, qu'il s'agisse de l'utilisation des services publics ou de la dégradation de l'environnement, sont ignorés par les comptes des entreprises et mis à la charge de la collectivité.

C'est ensuite une répartition du pouvoir d'achat qui, en dépit de quelques concessions de façade, accablées par les perspectives électorales, avantage de plus en plus les minorités dominantes et stérilise une part croissante du revenu national. Ce dernier se trouve, en effet, de plus en plus largement affecté à des consommations inutiles et ostentatoires ou à des placements de précaution. Les catégories les plus défavorisées se voient, pour leur part — et très logiquement dans cette optique — reprocher d'alimenter l'inflation lorsqu'elles s'efforcent d'obtenir une majoration de leur revenu. On tolère, sans véritables contre-mesures, la montée du chômage qui apparaît comme un moyen de dissuasion.

Je note encore l'émergence de moins en moins contrôlée d'un pouvoir technocratique qui s'impose à l'Etat et se coupe du pays réel. Le secret est la règle des délibérations, l'objet de larges débats publics. Je rappellerai enfin l'impuissance des élus nationaux, régionaux et communaux, auxquels on refuse et les chiffres — à quand le rattachement de l'INSEE au Parlement ? — et le contrôle sur les actions engagées, aussi longtemps qu'elles ne débouchent pas sur des scandales.

L'expérience démontre l'incapacité de ceux qui nous gouvernent à réformer un système qui finit par leur échapper. Ce qu'il faut, c'est une remise en cause fondamentale de ces méthodes. Cette remise en cause, il n'y a que la gauche qui, avec sérieux et honnêteté, puisse la mener à bien.

C'est à la définition d'un nouveau mode de consommation que notre Mouvement s'est d'abord attaché. Il faut réapprendre à consommer en libérant l'individu de la tutelle des producteurs et du mythe — mortel pour toute civilisation — du bonheur par la consommation indéfinie. Après avoir, bien sûr, engagé l'effort de solidarité qui assurera à l'ensemble de nos concitoyens un niveau décent de consommation minimale.

La priorité sera donnée aux produits de première nécessité, dont on accroîtra et la qualité et la durabilité, un allègement du taux de la T.V.A., permettant d'en réduire les prix. Un vigoureux soutien aux associations de consommateurs, une réforme de leurs statuts et leur financement assis sur les dépenses de publicité constitueront les dispositifs fondamentaux de cette nouvelle politique sans que soit nécessaire l'inter-

vention d'une bureaucratie d'Etat. La hausse sélective du pouvoir d'achat s'appliquant prioritairement aux plus défavorisés est cohérente avec cet objectif. Ce n'est pas dans l'abstrait, mais en fonction du budget des ménages, qu'il faut définir le niveau du S.M.I.C. Et en gardant constamment en mémoire que les salaires et les revenus ne sont que des éléments du pouvoir d'achat véritable.

Une fois défini et réorienté le domaine de base de la consommation individuelle, il faut promouvoir avec patience la mise en place des équipements collectifs, trop négligés depuis des années. Ils sont, en effet, le moyen idéal d'alléger la charge directe sur les ménages, la meilleure façon d'utiliser la richesse nationale et la seule méthode qui assure à nos concitoyens un service de qualité. Or en serions-nous si nous persistions à recevoir à domicile l'essentiel des soins médicaux ou si l'équipement sportif n'était pas pris en charge par les communes ? Or a beau jeu de relever dans ce domaine des imperfections de fonctionnement et la pau-

vreté des prestations. Mais à la fin la faute ? Ce n'est pas la nature même de l'équipement collectif qui est en cause, mais le fait que — sous l'influence des maîtres de l'économie qui n'y trouvent pas leur compte — il a été systématiquement réduit à la portion congrue.

Réorienter la consommation individuelle et développer les équipements collectifs, cela veut dire diminuer la dépense globale tout en augmentant le niveau de satisfaction réelle ; cela veut dire aussi le rétablissement d'une vie communautaire au lieu et place d'un dispositif qui enferme progressivement l'individu dans une intolérable solitude, source de toutes les violences. Cela veut dire, enfin, un coup d'arrêt aux tensions inégalitaires qu'alimente à l'envi la consommation ostentatoire des nantis.

Le développement sauvage de la consommation est définitivement incompatible avec la vie sociale et la liberté. L'économie doit être remise à sa place. L'homme est autre chose qu'un consommateur du soir succédant au producteur de la journée.

### Le règne de l'esprit gestionnaire

Tout commence avec le produit. Le règne sans partage, depuis le premier ministre jusqu'à la direction des grands groupes, de l'esprit gestionnaire a fait passer au second plan la créativité et l'innovation. La balance des brevets est devenue aujourd'hui déficitaire. Nos concurrents se sont peu à peu installés, en nous délogant, dans tous les secteurs de pointe : électronique, machines-outils, biens d'équipement en général. Et pourtant, lorsqu'on produit des armements, n'est-ce pas avec la même technologie qui devrait permettre de faire des machines-outils ? Ce qu'on nous a laissé dans la répartition des fabrications entre pays développés, ce sont les domaines où joue le plus la concurrence des pays neufs, avec comme seul réflexe ces derniers temps l'amorce d'un retour au protectionnisme.

Aussi faut-il de façon urgente recommencer à investir dans la recherche. Les moyens existent, mais sans coordination véritable, sans liaison étroite avec l'université, sans impulsion gouvernementale. Nous proposons la création d'une « banque de l'innovation » dont l'objet sera de recenser les brevets, les différents savoir-faire et de déceler les domaines où se dérouleront les grands combats techniques et technologiques de demain.

Simultanément, l'industrie française sera restructurée. Non pas une restructuration menée par les plus forts, où, le plus souvent, l'argument financier prime les justifications techniques, mais l'établissement d'un tissu équilibré d'entreprises de

collectivistes. En vérité, nos objectifs ambigus, à contre-courant de la pesanteur capitaliste, n'ont ni besoin, pour être réalisés, d'un renforcement de l'intervention de l'Etat. La bureaucratie omnipotente, tatillonne, désordonnée, parfois incompétente et toujours irresponsable, c'est, bien au contraire, ce que nous vivons depuis vingt ans. Le contrôle des prix, la réglementation des marchés institutionnels et les tracasseries de tous ordres, qui découragent ceux qui sont tentés de créer une entreprise.

Nous l'avons toujours dit : l'Etat

### La planification, instrument de cohérence

Ce ne sont pas les lois sociales qui entravent fondamentalement la création et le fonctionnement des entreprises, mais bien la politique des grands groupes que le gouvernement laisse faire, quand il ne les appuie pas. La sauvegarde des travailleurs ne réside pas seulement dans une législation de protection ; elle est dans leur information, dans leur association, dans certains cas, dans des décisions fondamentales pour la vie de l'entreprise.

Mais sa loi dans l'initiative privée, la médiane définitive pour toute intervention de l'Etat en dehors de son domaine naturel, ne veut pas dire que la collectivité soit dépourvue de moyens de contrôle et, le cas échéant, d'intervention pour le cas où les objectifs démocratiquement définis viendraient à être abandonnés ou déformés.

La planification démocratique et l'initiative est irremplaçable lorsqu'il s'agit de se projeter à long terme et de s'adapter à l'évolution de l'activité économique internationale. Elle seule peut animer correctement la politique de la recherche et celle de l'emploi. Dans ce dernier cas, c'est très à l'avance, au moment de l'entrée dans le dernier cycle de formation initiale, que l'investissement doit être engagé si l'on veut que chaque Français puisse trouver sa place dans le processus productif.

La planification est aussi un instrument de cohérence. Le marché est bien le lieu privilégié où s'établissent les équilibres, mais il est aveugle et l'équilibre est rarement optimal. L'économie moderne ne tolère pas la dépression. Il faut donc un organe de réflexion disposant de tous les moyens d'information et d'investigation pour informer en permanence les chefs d'entreprise, les responsables politiques et les Français des conditions de l'équilibre optimal. Le rapport entre importations et exportations, l'affectation de la richesse nationale entre l'investissement et la consommation, la définition du niveau de vie et de la place de la France dans les échanges internationaux, relèvent, au premier chef, du Plan.

Ce qui veut pour la nation est encore plus vrai pour le régime.

est incapable de diriger l'économie, surtout lorsqu'il est, comme aujourd'hui, investi par les intérêts privés ; or, l'about maître, c'est l'initiative individuelle. On nous rabat les oreilles d'une pompeuse politique de revalorisation du travail manuel ; c'est la revalorisation de l'initiative individuelle qu'il faut entreprendre. La liberté d'entreprendre suppose avant tout que soient desserrés le carcan institutionnel et les tracasseries de tous ordres, qui découragent ceux qui sont tentés de créer une entreprise.

Pour remplir correctement ces tâches, le Plan doit redevenir un lieu de discussion démocratique où l'initiative et la décision sont le fait de la nation et non de la bureaucratie d'Etat. La composition des commissions, la liberté de la discussion, le retour des fonctionnaires à leur vocation véritable qui est d'exécuter la volonté nationale, toutes ces caractéristiques contraires par les évolutions observées depuis 1945 sont capitales si l'on veut que le Plan puisse pleinement jouer son rôle. Pour cela, il faut trouver avec l'INSEE, le sous-traitant à la tutelle de fait du ministère des finances et le réactiver directement au Parlement.

L'investissement privé est délaissé alors que nombre d'opérations nécessaires au développement de l'économie ne sont pas assurées. L'épargne s'éparpille sans cesse par l'intermédiaire de banques vers des emplois sans intérêt pour la nation. Faute d'investissements la situation de l'emploi, tout autant que la compétitivité de notre industrie, de tragique qu'elle est, risque de devenir catastrophique, il faut donc que l'investissement public relaie ou soutienne l'investissement privé et qu'il en ait les moyens.

Parlons des nationalisations. Avec une mauvaise foi stupéfiante, ceux qui en contestent le principe avec le plus de constance et tendent la main sans vergogne. On recherche l'argent public, mais pour l'incorporer au patrimoine privé. Notre position est donc claire : la nationalisation est nécessaire chaque fois que l'intérêt privé s'oppose certainement à la volonté démocratique et à l'intérêt général.

La nationalisation est nécessaire lorsque le marché n'est pas correctement approvisionné, ni en quantité ni en prix par l'initiative privée. La nationalisation est nécessaire enfin lorsque les secteurs de base du développement économique doivent être mis en place et je pense à la politique de l'énergie. Mais cette lourde procédure ne doit être utilisée qu'en cas d'absolue nécessité. Aussi notre Mouvement

Le « Vive le Québec libre » lancé par le fondateur de la V<sup>e</sup> République avait suscité des protestations quasi unanimes. Les applaudissements des députés français M. René Levesque ont été eux aussi quasi unanimes.

Cette situation conduit à ne pas considérer comme de simples combinaisons politiciennes les hypothèses avancées, en particulier celles qui concernent l'attitude du P.S. à un gouvernement d'union de la gauche ne pouvant être mis en place à l'issue du scrutin des 12 et 19 mars.

En dépit du renforcement du consensus sur de nombreux sujets, les cadres politiques du pays demeurent divisés sur la gestion économique et notamment sur le rôle que doit jouer l'Etat à ce niveau et donc sur les moyens dont il doit se doter qu'il s'agisse de la planification ou des nationalisations. Dans ce domaine, l'action de la majorité qui gouverne depuis vingt ans n'a pas fait évoluer le débat.

Certes, on peut parler de la participation et M. Barre y recourt à nouveau. Mais la participation ne s'est pas concrétisée. Elle n'avait d'ailleurs surgi au premier rang des préoccupations du fondateur de la V<sup>e</sup> République qu'à la veille de l'explosion de mai 1968. Après la révision des institutions et la décolonisation, après l'affirmation de la France dans le monde et l'industrialisation, le général de Gaulle voulait développer sur ce terrain le troisième volet de son œuvre. Après l'étape Debré et l'étape Pompidou, il voulait, si l'on en croit le maître de Bordeaux, se doter de l'étape Chaban-Delmas (1).

Le projet n'a pas été mené à bien, et la participation est restée lettre morte. Deux conceptions — au moins — de la gestion économique continuent en conséquence de s'affronter. Et, du fait de la crise, l'économie est devenue le principal sujet de préoccupation des citoyens.

Sur ce point essentiel la France reste coupée en deux.

FIN

(1) Le Cas Chaban, de Pierre Roussel, éd. Robert Laffont (1974).

### Actions législatives

P.C. et le P.S. ne négocient un programme avant le

Le P.C. et le P.S. ne négocient un programme avant le... (Text continues with political commentary and news snippets, including mentions of M. Georges Marchais and various political figures and events.)

### M. Georges Marchais

#### Un ouvrier chez I

Le P.C. et le P.S. ne négocient un programme avant le... (Text continues with a detailed profile of M. Georges Marchais, discussing his political career, his role in the PCF, and his views on the French political situation.)



la préparation à  
**AJORITÉ**

## élections législatives

### Le P.C. et le P.S. ne négocieront pas sur un programme avant le 19 mars

(Suite de la première page.)

Il est vrai que le P.C.F. est en difficulté sur le problème des désistements. Il convient de noter qu'aucun des dirigeants n'a clairement indiqué que le P.C.F. pourrait refuser d'appliquer cette règle, même si M. Marchais la juge « un peu vieillotte » et si René Audry est disposé à la « reléguer au musée de l'histoire ». En revanche, le P.S. n'est pas à l'aise de devoir refuser la rencontre sans délai et sans préalable à laquelle ne cesse de le convier M. Marchais. On a pu ressentir ce malaise à l'occasion des délibérations du comité directeur du P.S. mercredi 8 février.

Trois thèmes auraient été défendus au sein de la formation socialiste. M. Mitterrand, à Cherboug, avait refusé toute négociation sur les désistements et avait renvoyé au lendemain du second tour la discussion sur le programme et le gouvernement. M. Mauroy avait émis l'idée d'un « accord de principe » entre les deux formations et qui traduirait l'accord minimum des deux grands partis de gauche. Le C.E.R.E.S. enfin souhaitait lier les discussions sur le programme et sur le gouvernement et était disposé à les ouvrir dès le 12 mars.

Les délibérations des instances du P.S. ont été précédées par un long tête-à-tête entre le maire de Lille et le premier secrétaire. Les deux principaux dirigeants socialistes soulignent manifestement l'absence d'opposition à l'égard de M. Mitterrand à ce stade d'un dialogue total tout au long de la séance du comité directeur et il n'a pas paru à la rédaction de la résolution finale. M. Mauroy était absent mercredi après-midi.

Le premier texte qui a été soumis par M. Georges Dayez, sénateur de Paris, aux membres du comité directeur reprenait en quelques phrases la thèse de M. Mitterrand et l'idée qu'il appartient à présent aux Français de trancher. Sa sécheresse a été

même la majorité du P.S. qui a souhaité une formulation moins abrupte. Dans cette réaction entrant sans doute une part d'agacement à l'égard d'une démarche qui visait à faire ratifier purement et simplement une prise de position déjà énoncée par M. Mitterrand.

Le texte définitif, élaboré notamment par M. Jean-Pierre Worms, rappelle les efforts effectués par les socialistes lors des « sommets » de septembre, et même ensuite, pour tenter de réaménager la négociation. Sur le fond, la position adoptée demeure toutefois celle de M. Mitterrand. Tout au plus — et il s'agit là d'une concession à M. Mauroy — est-il prévu que, si les désistements sont pratiqués par le P.C.F., une rencontre entre communistes et socialistes pourrait être organisée entre les deux tours. Elle devrait permettre d'élaborer une déclaration politique commune réaffirmant notamment que les deux partis s'engagent à former un gouvernement ensemble.

Quant au C.E.R.E.S., il a défendu un texte présenté par M. Jacques Pournier qui, s'il reprenait les propositions de négociation des 12 mars qui figuraient déjà dans la revue *Repères* (le Monde du 4 février), ne contenait pas en revanche les critiques adressées par l'organe de la minorité à la direction du P.S. Ces critiques ont d'ailleurs valu à M. Didier Motchane, membre du bureau exécutif et rédacteur en chef de *Repères*, le vote d'un blâme par le comité directeur. Un « code de bonne conduite » a été également adopté en dépit de l'opposition de la minorité.

Plus modéré oralement que par écrit, rejoint lors du vote par Mme Nicole Questiaux, élue au comité directeur sur la motion de M. Mitterrand, le C.E.R.E.S. a surtout voulu prendre date et s'affirmer comme le courant qui refuse toute perspective d'un gouvernement socialiste homogène. Si cette éventualité n'a pas été débattue lors de la réunion du comité directeur, elle occupe de plus en plus la pensée des dirigeants du P.S.

Ces derniers constatent, en effet, que le P.C.F. ne fait déjà plus de désistements une règle automatique. Ils remarquent à l'inverse que la campagne du P.C.F. ne semble pas se développer sous les meilleurs auspices. Les communistes n'hésitent pas à envier M. Georges Ségu, secrétaire général de la C.G.T., parmi leurs orateurs politiques, renouant ainsi avec une tradition qui semblait abandonnée.

En fait, le conflit au sein de la gauche se traduit, si l'on en croit les cadres du P.S., comme ceux du P.C.F., par l'abandon de bon nombre de membres de ces deux formations. On constate, de part et d'autre, que la campagne électorale se déroule avec le concours de militants semblablement moins nombreux que lors des élections municipales de mars 1977.

THIERRY PFISTER.

## POLITIQUE

### Les rapatriés sont divisés sur l'attitude à adopter à l'égard des formations politiques

Les associations de rapatriés, unanimes à souligner les insuffisances de la nouvelle loi d'indemnisation qu'elles ont refusé de cautionner, demeurent divisées sur l'attitude à adopter à l'égard des différentes formations politiques.

Au nom du Front national des rapatriés, M. Jean Trappe, président, et le général Edmond Jourd'heud estiment que leur association « ne peut pas donner des consignes impératives » à ses adhérents dans la mesure où « le F.N.R. n'est pas un parti politique ».

Pour le F.N.R., « les rapatriés n'ont pas à jouer le rôle d'arbitres entre les deux parties opposées de la France », M. Jean Trappe précise toutefois que le F.N.R. ne peut pas ne pas apporter son soutien à ses « amis de toujours » que sont notamment MM. Roger Fenech (C.D.S.), candidat du « courant » gauchiste dans la deuxième circonscription du Rhône, Raoul Bayou (P.S.), député sortant de la cinquième circonscription de l'Hérault, et Mario Bonard, ex-député du P.F.R. aux rapatriés, député sortant de la deuxième circonscription du Var.

La Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie (C.F.M.R.A.), présidée par la Mohamed Laradi, déclare, pour sa part, qu'elle jugera les députés sortants « qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, sur leur travail en faveur des Français musulmans ».

M. Pierre Lagailarde en mission officielle !

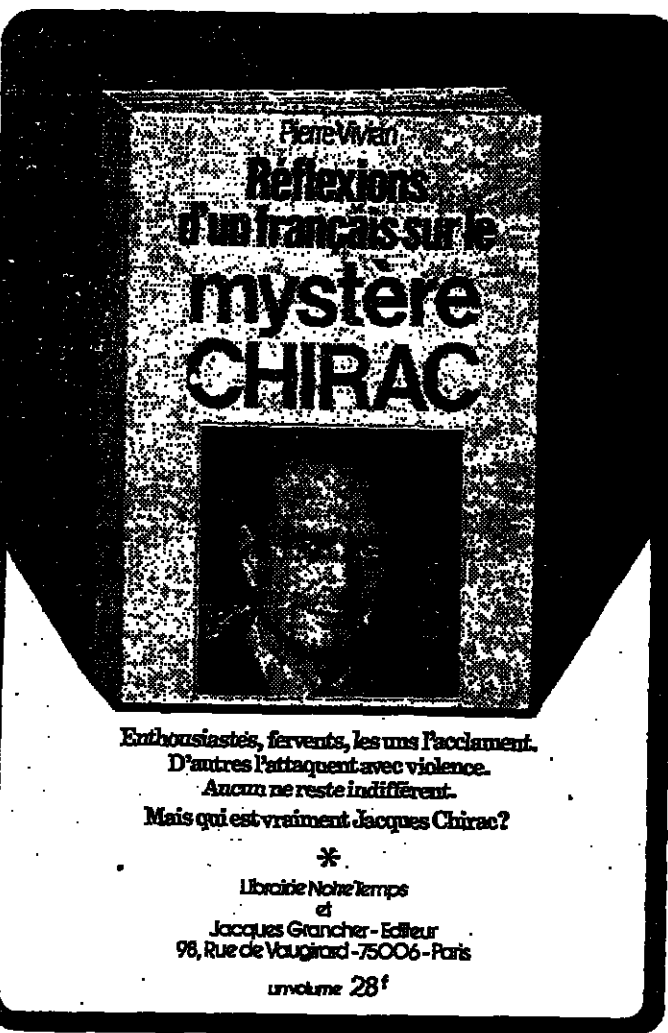
En revanche, le mouvement du RECOURS, qui a déjà annoncé son intention de se présenter à la majorité présidentielle (le Monde du 3 décembre) réunit son conseil national le samedi 18 février à Nîmes (Gard) afin d'arrêter ses modalités d'action au cours de la campagne électorale.

Pour tenter de limiter leur influence auprès de l'électorat des rapatriés dans les circonscriptions du Midi où le vote des « pieds-noirs » pourra être décisif (le Monde du 4 janvier) M. Dominati, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, soutient les démarches entreprises depuis plusieurs semaines sur le terrain — « à la demande de certains rapatriés eux-mêmes » souligne-t-on rue de Varenne — par l'une des figures historiques de ces événements d'Algérie en 1958 : M. Pierre Lagailarde, ancien député d'Alger, avocat au barreau d'Auch (1).

Se flattant auprès des députés départementaux des rapatriés d'être investi d'une mission officielle, M. Pierre Lagailarde s'efforce, jusqu'à présent en vain, semble-t-il, de convaincre les rapatriés de soutenir l'action du

président de la République, c'est-à-dire de rejeter les consignes du mouvement du RECOURS. Cette lutte d'influence est assez rude si l'on en juge notamment par la réaction de M. Jacques Roseau, porte-parole du RECOURS, qui s'élève de la façon la plus formelle les rumeurs et calomnies actuellement propagées parmi la communauté des rapatriés tendant à laisser croire que l'action qu'il mène au sein du RECOURS le serait à des fins partiales, personnelles et politiques. — A. R.

(1) Né le 15 mai 1921 à Courbevoie, rue d'un avocat de l'Etat, M. Pierre Lagailarde avait participé, notamment, à la tête des étudiants d'Alger, au soulèvement du 13 mai 1958, qui avait conduit au retour du général de Gaulle au pouvoir. En 1962, il avait été élu député d'Alger-Ville le 30 novembre 1958 à la tête d'une liste Algérie française. Il avait été élu au groupe Unité de la République, puis, après la suppression de la politique d'autodétermination proposée par le général de Gaulle, il avait pris la tête d'un mouvement d'insurrection à Alger en 1960. Arrêté, incarcéré pendant huit mois, mis en liberté provisoire, puis s'engageant en Espagne en décembre 1960, il avait été condamné par contumace en 1961 à dix ans de réclusion criminelle, puis déchu de plein droit de son mandat de député. Il a bénéficié de la loi d'amnistie votée en 1968.



français

### M. Georges Marchais à Radioscopie

#### Un ouvrier chez le psychanalyste

Mercredi 8 février. Franco-Inter, 17 heures. « Radioscopie ». M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., est à M. Jacques Chancel. Pour ce dernier, une obsession : débusquer derrière l'homme politique et la star des médias, le Marchais intime, l'homme comme les autres, celui qui va accepter, tout à coup, de se laisser aller. Pour ce faire, il va s'efforcer, une heure durant, de mettre son interlocuteur en contradiction avec lui-même. En vain.

« Je suis moi-même, répond avec obstination M. Marchais, tel que la vie tous les jours : dans la rue, chez moi, avec le parti, avec les gens. »

M. Georges Marchais « qui ne lâche jamais » : un Georges Marchais « passionné, honnête, sincère, franc ». Méthodique et rusé, le journaliste cherche la faille mais ne la trouve pas. « Un homme politique triche de temps en temps, il est obligé... » « Je refuse, le refuse cette chose », tranche M. Marchais, qui se palme même le nez de comprendre la « démarche » de son questionneur. Identique, observe-t-il, à celle de ses propres camarades de parti qui s'étonnent de le voir « s'indigner devant des évidences ».

Il comprend donc son interlocuteur mais aussi, en quelques phrases, se fait comprendre : « Je suis comme ça et je pense que les travailleurs sont comme ça. Ils aiment les choses claires, nettes, l'honnêteté, la sincérité. » Un peu plus tard, expliquant qu'il aime, « comme tous les ouvriers français », le travail bien fait, il confiera : « Moi, l'états tourneur. Je me souviens encore des gestes que l'elec-

tuel. Quand vous descendez la pièce de la machine, vous la caressez un peu... »

Fasciné, troublé, mais obstiné Jacques Chancel revient constamment à la charge. « J'ai l'impression, déclare-t-il, que vous êtes fait pour la solitude et non pour tout ce bruit. » « Quand vous me voyez bondissant, lui répond M. Marchais, c'est moi : j'aime le débat, la lutte. » Jacques Chancel ne s'avoue pas battu : « L'ouvrier que vous êtes aurait pu avoir une vie tranquille, une vie saine, mais voilà, il y a l'ambition... »

« Je ne suis pas », répond M. Marchais. « Vous avez toutes les qualités ! », s'exclame alors l'interlocuteur, sur un ton désemparé, presque écorché. « J'ai adhéré, j'ai milité, j'ai accédé à des responsabilités, lourdes à porter mais qui procurent une satisfaction morale », lui explique le secrétaire général du P.C.F., qui avoue au passage « n'être pas prêt à partir... », et s'affirme sûr de lui, de son parti et de la politique d'union, « qui en définitive triomphera ».

Un moment cependant M. Marchais reconnaît qu'« on ne peut être un homme politique au pluriel sans du terme, si on n'est pas tout simplement un homme comme les autres ». Triomphant, Jacques Chancel l'accule alors dans les cordes.

« Avec tous les défauts et toutes les qualités ? »

— Oui.  
— Et toutes les angosses ?  
— Et tous les doutes ?  
— Oui.  
— Alors vous doutez ?  
— Ça m'arrive.  
— De qui ?  
— En ce moment, de nos partenaires.

Retour à la politique. Avantage à M. Marchais. Jacques Chancel l'en déloge aussitôt : « François Mitterrand, votre ami ? »

— Oui. Mon allié, mon ami... mon ami à la condition qu'il accepte une bonne actualisation...  
— Un ami sincère ?

— C'est un ami... assez difficile... avec lequel il est assez difficile de se lier sur le plan de l'amitié... il n'est pas, en tout cas avec moi, un homme qui se lie particulièrement. C'est difficile... C'est assez difficile...  
— Bienveillant à l'égard de ce confesseur qui se donne tant de mal pour lui découvrir des péchés, l'ancien tourneur apparaît fasciné par ce strip-tease psychologique. C'est intéressant cette discussion », confie-t-il, comme grisé par les mots et le manège des idées.

Quant à Jacques Chancel, sentant le sol se dérober sous ses pieds, il tente, à l'issue de l'entretien, un ultime assaut. En vain.

« La peur de mourir ? »  
— Non, cela viendrait, c'est sûr.

— Et Dieu dans tout cela ?  
— Ah ! Dieu, une grande question pour un homme aujourd'hui athée mais dont le père allait à l'église et qui a fait sa communion.

— Mais il faut croire ?  
— Ah oui, mais attention, moi le crois et les catholiques aussi, comme nous, attachent beaucoup d'importance aux hommes.

— 18 heures, Georges Marchais.  
— Déjà ?

P. Fr.

# Raymond Aron

## Les élections de mars et la V<sup>e</sup> République

Etranges élections, qu'un parti de l'opposition semble ne pas vouloir gagner, et dont les électeurs méconnaissent le sens historique : quelle réponse donneront les Français aux défis économiques de notre temps ?

Julliard







## POLITIQUE

### Le communiqué officiel du conseil des ministres

M. Valéry Giscard d'Estaing a réuni le conseil des ministres mercredi matin à 8 heures. À l'issue des délibérations, le communiqué officiel suivant a été rendu public :

#### ● L'AMÉLIORATION DES SERVICES PUBLICS EN MILIEU RURAL

Le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire et le secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture ont dressé un bilan de l'action menée par le gouvernement depuis quatre ans en faveur de la maintenance et de l'amélioration des services publics en milieu rural. En application des directives données en juin 1974 par le gouvernement demandant de mettre au terme du processus de fermeture ou de transferts excessifs des services publics indispensables à la vie des bourgs et de nos villages, la plupart des projets de fermeture ont été abandonnés ou ont donné lieu à des solutions pratiques de substitution pour les populations.

Avec treize mille établissements et trente mille postes desservant les communes rurales, la poste reste le service public le mieux intégré à la vie et à l'activité des campagnes. La modernisation de la distribution apporte aux populations un service de meilleure qualité. Des expériences de polyvalence administrative menées avec la direction générale des impôts et l'Agence nationale pour l'emploi, notamment, permettant de ne plus supprimer les bureaux peu fréquentés et d'offrir plus de commodités aux usagers.

Dans le domaine scolaire, le seuil de fermeture des écoles à classe unique a été abaissé de seize à neuf élèves. Des mesures ont été prises pour favoriser l'installation à la campagne des instituteurs. La carte scolaire des collèges a été adaptée afin de maintenir tout un établissement qui devait être fermé.

L'organisation générale des transports de voyageurs sera examinée désormais localement dans le cadre des schémas régionaux de transport. La direction générale des impôts du ministère de l'économie et des finances a implanté mille trois cents postes de correspondants locaux et chaque quatre recettes spécialisées non prévues initialement dans le plan de réorganisation du réseau comptable.

Compte tenu de ces résultats très positifs et des besoins exprimés, le conseil a décidé d'accroître l'effort entrepris.

Le contrôle des suppressions de services publics sera renforcé : les services de l'État devront informer les préfets de tout projet de suppression, au moins six mois avant toute décision. Les préfets pourront saisir de tout projet de fermeture qui leur paraîtrait inopportune le groupe interministériel des services publics en milieu rural créé à cet effet. En cas d'avis défavorable, l'arbitrage du premier ministre sera sollicité.

L'adaptation des services publics aux caractéristiques du monde rural sera plus systématiquement recherchée, notamment par la création de services polyvalents sous la responsabilité des préfets. Dans le courant du premier semestre 1978, une dizaine d'expériences seront réalisées.

Chaque ministère devra fournir le 1<sup>er</sup> juin 1978 un bilan de l'action menée en faveur de l'adaptation des services dépendant de son autorité et implantés en zone rurale. Le groupe interministériel remettra au premier ministre le 1<sup>er</sup> octobre 1978 des propositions de mesures nouvelles visant à améliorer la qualité des services offerts aux populations des zones rurales.

Ces mesures concerneront la polyvalence des services postaux, la préscolarisation, les transports réservés aux élèves, l'assistance administrative, l'information et la prévention sociale, l'aide ménagère familiale, les crèches et garderies à domicile, les services d'urgence, l'action culturelle.

L'adaptation des services publics aux caractéristiques du monde rural est une des conditions de l'avenir du monde rural. Au terme d'une longue période d'écoute rurale et agricole, l'intérêt général, comme les nouvelles aspirations des Français, commande de maintenir la population rurale et de poursuivre une politique globale d'aménagement rural, qui privilégie l'emploi et l'amélioration des conditions de vie.

Le président de la République a déclaré :

« Il est indispensable d'enrayer la tendance naturelle des administrations et des services publics à se concentrer dans les grands centres ou les chefs-lieux. Pour rester vivants et développer son nouvel équilibre, le milieu rural doit pouvoir compter sur la présence active des services publics. »

#### ● LA FORÊT

Le ministre de l'agriculture et le ministre de la culture et de l'environnement ont présenté une communication sur la forêt.

Elles ont permis de constater que les capacités de production de la forêt française sont de l'ordre de 1,5 milliard de francs, par des prix du P.M.E.S., plusieurs projets importants ayant déjà été lancés ; le gouvernement veillera également à défendre et à consolider les industries existantes lorsqu'elles sont menacées par la concurrence internationale. Dans le domaine de l'aménagement, un programme de développement des capacités industrielles et commerciales a été défini et sera mis en œuvre par la voie de contrats de croissance avec les entreprises qui en expriment le désir. Pour renforcer des relations entre les utilisateurs de bois et les professionnels forestiers, une expérience pilote a été entreprise, avec le concours de l'Office national des forêts et de l'ensemble des professionnels concernés, pour améliorer la mobilisation et la commercialisation des bois résineux de montagne, les moyens financiers des centres régionaux de la propriété forestière ont été accrus ; enfin, le gouvernement facilitera la constitution d'un e interprétation dans ce secteur.

En ce qui concerne la protection du milieu naturel, des moyens renforcés seront consacrés aux actions de maintien de l'équilibre des sols, la fixation des dunes, la protection des pentes et celle des eaux, notamment en montagne ; les terres incultes, dans les zones où elles n'ont pas de destination agricole, seront le plus largement possible plantées ; un effort particulier sera fait pour la conservation et le développement de la forêt méditerranéenne. Un aménagement foncier forestier approprié, comparable au remembrement rural, mais adapté aux caractéristiques du secteur, sera mis en œuvre. La création d'un conservatoire de la forêt, jouant pour celle-ci un rôle semblable à celui du Conservatoire du littoral et destiné à faciliter la sauvegarde des ensembles forestiers, sera mise à l'étude.

Le rôle de la forêt dans l'amélioration du cadre de vie et l'environnement prend une importance renouvelée. Le ministère de la culture et de l'environnement établira une convention avec l'Office national des forêts fixant les conditions de gestion de la faune et de la flore sur le domaine de l'État. Le développement des réseaux routiers de desserte sera limité aux besoins d'exploitation. L'accueil du public en forêt sera aménagé, les équipements d'accueil seront développés à la périphérie des espaces forestiers et la circulation automobile à des fins touristiques sera organisée sur les axes principaux. La pédagogie de la forêt sera développée dans les écoles ; l'information et la participation du public seront organisées aux niveaux départemental et national.

Le Conseil supérieur de la forêt sera réorganisé et sa composition sera élargie, de manière à assurer une concertation plus étroite et une meilleure coordination pour la mise en œuvre d'une politique globale de la forêt.

#### ● LE REMBOURSEMENT DES SOINS DENTAIRES

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale a présenté au conseil des ministres du 8 février 1978 les nouvelles modalités de remboursement par la Sécurité sociale des frais de soins dentaires. L'ensemble des soins dentaires sera mieux pris en charge, conformément à l'engagement que le président de la République avait pris à l'automne dernier dans le cadre des Entretiens de Bichat.

Les actes de soins (par exemple le traitement des caries) qui étaient normalement remboursés de 70 %, sont maintenant remboursés de 75 %, mais les cotisations de la nomenclature sont modifiées et augmentées afin d'encourager les traitements destinés à conserver les dents.

C'est une forme efficace de prévention d'encourager les soins légers qui évitent les traitements lourds et coûteux. Certaines prothèses dentaires, qui étaient jusqu'ici mal remboursées, le seront dans de nouvelles conditions, qui permettront de maintenir au moins de 100 % les remboursements faits aux assurés sociaux. Les tarifs conventionnels sont rendus obligatoires et devront être respectés. Afin de développer des rapports concrets avec leurs patients, les chirurgiens-dentistes se sont engagés à fournir un devis écrit avant tout acte de prothèse, et à inscrire sur les feuilles de Sécurité sociale le montant exact des honoraires perçus.

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale note avec satisfaction ce nouveau progrès du système conventionnel. Avec les chirurgiens-dentistes, c'est désormais la totalité des professions de santé qui ont passé un contrat pluriannuel avec la Sécurité sociale.

#### ● LA COLLECTE DES DONNÉES SCIENTIFIQUES

Le secrétaire d'État à la recherche rend compte des premiers efforts engagés, à la demande du président de la République, pour améliorer les moyens de la collecte, du stockage et de la diffusion des informations scientifiques et techniques. L'importance croissante de ces informations, tant pour la recherche que pour le développement économique, commande de définir une politique nationale qui soit à la mesure des capacités de la France, préserve son indépendance à l'égard des grands réseaux étrangers et assure son rayonnement à l'extérieur. Pour y

parvenir, le premier ministre a chargé M. Pierre Aigrain, ancien délégué général à la recherche scientifique et technique, de constituer un groupe de travail interministériel, appelé à dégager les lignes générales d'une politique et à faire des propositions d'actions prioritaires. Au terme d'une première série de réunions, le groupe a recommandé deux mesures immédiates. La première concerne l'information dans le secteur de la chimie, où un important accord de coopération franco-américaine a été conclu le 31 janvier. La seconde porte sur la mise en place d'un gros ordonnateur qui permettra l'exploitation, en France, des principaux fichiers bibliographiques existant dans le monde.

Au cours des mois prochains, le groupe proposera d'autres actions prioritaires et s'attachera à définir une stratégie nationale en matière de réseaux documentaires. Parmi les actions déjà identifiées figurent la constitution de banques de données et l'organisation d'une information sur les produits et les catalogues industriels, en vue de mieux faire connaître les produits français et de faciliter notre accès sur les marchés extérieurs.

Le président de la République a souligné que l'action ainsi entreprise est essentielle pour l'avenir et complémentaire de celle conduite dans le domaine de l'industrie de l'informatique et dans celui des télécommunications : notre pays doit être capable de maîtriser l'ensemble du circuit de l'information, qu'il s'agisse de la mémoire, du traitement ou de la transmission.

#### ● LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte du conseil des Communautés tenu à Bruxelles le 7 février. Au cours de cette réunion, les Neuf ont constaté la persistance d'un grave déséquilibre des échanges entre la Communauté et le Japon. Ils ont chargé la présidence et la Commission d'effectuer une série de

démarches auprès du gouvernement japonais en vue d'obtenir que des mesures appropriées soient prises rapidement pour corriger cette situation.

Le conseil a d'autre part arrêté un premier mandat pour négociation d'adhésion de la Grèce. Il a, à cette occasion, estimé que toutes les questions de substance soulevées par cette négociation pourraient trouver leur solution avant la fin de l'année 1978.

#### ● LE « SOMMET » FRANCO-ALLEMAND

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte des résultats du trente et unième « sommet » franco-allemand. Cette réunion, qui marquait le cinquantième anniversaire du traité de 1963, a permis de mettre en valeur l'importance et la profondeur de la coopération établie entre les deux pays et de vérifier que l'entente franco-allemande est plus que jamais la base indispensable de la construction européenne. Les deux gouvernements ont constaté que la convergence désormais mieux assurée entre les deux économies contribue à l'équilibre et à la consolidation du dialogue franco-allemand. Ils ont renoué des orientations communes pour la poursuite de la coopération entreprise, dans le domaine de l'harmonisation des politiques économiques, comme dans le domaine industriel, scientifique et technique. Des décisions concrètes pourront être prises très prochainement, en particulier dans le domaine de l'aérospatiale et de l'espace.

#### ● LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être l'appartement que vous recherchez.

#### LE GETRAC PRÉSENTE UN CANDIDAT DANS CHAQUE CIRCONSCRIPTION

Ce candidat est révolutionnaire, son nom le PARACOL, grâce à lui on ne peut plus désormais afficher partout et sur tout. En effet, tout mur, édifice, ou affiche déjà posée, peuvent être protégés par le PARACOL. Ce produit économique, fabriqué, commercialisé par le Groupement Européen de Traitement Chimique, s'applique au placard ou au pistolet, il est efficace immédiatement. Documentation : GETRAC, 005-83-81. Parc Industriel - 77300 TORCY.

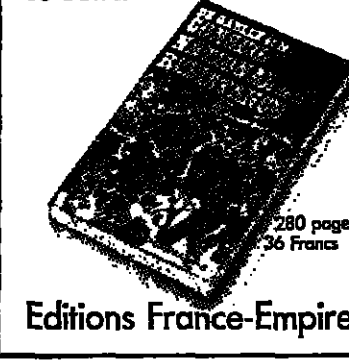
#### PARLEZ EN LANGUES...

ARABE littéraire moderne  
ANGLAIS  
ARABE ALGÉRIEN  
PERSAN  
**CREA-FRANCE**  
Session février-juin 1978  
19, rue de Babylone, 75007 Paris.  
TEL. : 548-44-00, 544-24-22.

#### DE GAULLE et le CONSEIL NATIONAL de la RESISTANCE

Jacques Debô-Bridel

Jacques Debô-Bridel, l'un des seize membres fondateurs du CNR, journaliste, sénateur R.P.F. et militant gaulliste de choc, est le narrateur passionnant de l'extraordinaire aventure qui devait porter au pouvoir en 1945 son inspirateur, le Général de Gaulle.



Editions France-Empire

#### la Sécurité Routière vous informe

## 20 000 VIES SAUVEES EN CINQ ANS

De 1972 à 1977, le nombre annuel des tués sur les routes françaises a été ramené de 17 000 à 13 000 environ. De nombreuses vies ont donc été épargnées.

Si les pouvoirs publics n'avaient pas engagé une politique vigoureuse de sécurité routière, l'écatombe aurait sans doute continué. En cinq ans, 20 000 vies humaines ont été sauvées et 30 milliards de francs économisés pour le pays.

Ces résultats sont largement dus à deux mesures qui ont demandé la coopération des usagers de la route et qui ont fait la preuve de leur efficacité :

- les limitations de vitesse
- l'utilisation de la ceinture de sécurité.

#### UN PETIT CLIC VAUT MIEUX QU'UN GRAND CHOC

La France a été le premier pays d'Europe à rendre obligatoire l'utilisation de la ceinture de sécurité : depuis juillet 1973 pour la circulation sur route ; depuis janvier 1975 pour la circulation en agglomération — de 22 h à 6 h du matin — et sur les voies rapides en ville.

Les ceintures sont de plus en plus pratiques. Aujourd'hui les ceintures à enrouleur équipent la plupart des voitures neuves.

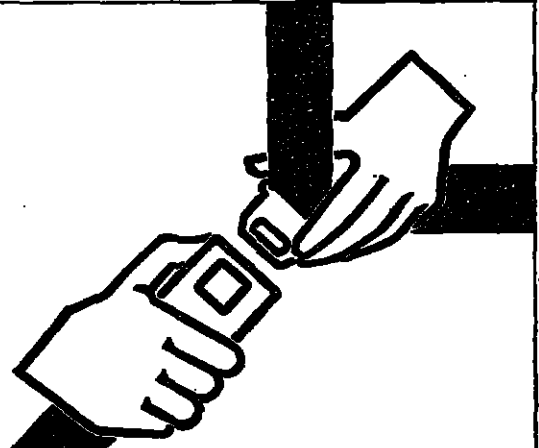
#### POURQUOI LA CEINTURE DE SECURITE ?

Sur plus de 120 000 accidents analysés, il est apparu que le risque d'accident mortel était divisé par plus de deux pour ceux qui utilisaient la ceinture de sécurité. Pourquoi ?

- parce qu'à 80 km/h en cas de choc brutal, les occupants d'une voiture, non ceinturés, sont projetés en avant par une force de 40 à 50 fois supérieure à leur poids. Seule la ceinture de sécurité peut absorber cette énergie ;
- parce qu'à moins de 90 km/h, l'accident est très rarement mortel avec une ceinture de sécurité.

#### 20 000 VIES SAUVEES EN 5 ANS. CONTINUONS

Notre prochain communiqué : les limitations de vitesse



## La façade de l'«union sacrée»

## ■ هكذا من الأما





Se perfectionner, on apprendra la langue en suivant  
**LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC**  
cours avec applications en français  
Documentation gratuite :  
EDITIONS DISQUES BBC  
8, rue de Belfort - 75008 Paris

**STAGES LINGUISTIQUES EN ANGLETERRE**  
**Oxford Intensive School of English**  
pour un séjour vraiment profitable :  
Programme de cours intensifs, familles d'accueil, excursions, sports, culture, vie sociale, universitaires, adultes, programme junior.  
O.I.S.E. (Information) 16 rue de Valenciennes, 75016 Paris - Tél. 234-42-22

**APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE**  
★ Hébergement et école dans la même maison  
★ 5 heures de cours par jour pas de limite d'âge  
★ Petits groupes (maximum 8 étudiants)  
★ Cours dans toutes les langues  
★ Laboratoire de langues modernes  
★ Ecole reconnue par le ministère d'Éducation anglaise  
★ Placards intérieurs chauffés, sauna, etc. Situation tranquille bord de mer  
COURTESY OF  
REGENCY BANGOR  
12, rue de la République  
Tél. : 11-21-12-12  
ou : Mme Buntin  
4, rue de la République  
Tél. : 11-21-12-12

**50<sup>ème</sup> anniversaire**  
**PAQUES**  
Zones A et B  
du 1<sup>er</sup> au 17 avril  
Zone C  
du 18 au 24 avril

Parce qu'une  
**LANGUE ETRANGERE**  
s'apprend sur place  
venez avec nous en

**ANGLETERRE  
ECOSSE  
ETATS-UNIS  
ALLEMAGNE  
ESPAGNE**

OSFB

prépare le BEC ou le BAC dans une ambiance agréable.

**ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE**  
43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-63-49

encore plus douces...

**Lentilles de contact souples**

On ne les sent plus sur l'œil

Un pas considérable vient d'être franchi dans la technique des lentilles de contact : fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau (donc aux larmes et à l'air), spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles...

**Essayez YSOPTIC**

80, Bd Malesherbes  
75008 PARIS Tél. 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

**Anglo-Continental... vient en tête pour l'anglais en Angleterre**

Anglo-Continental Educational Group (ACEG) est un groupe de 12 écoles de langue de première catégorie, disposant d'une expérience de plus de 25 années et travaillant avec les méthodes d'enseignement modernes.

● Cours de langue générale, intensive et études très intensives  
● Cours préparatoires aux examens ● Cours spéciaux pour secrétaires, commerçants, personnel de banque et professeurs d'anglais ● Cours de vacances pour enfants, adolescents et adultes ● Logements choisis avec grand soin.

Demandez, sans engagement, le programme des cours ACEG.  
ACEG 23 Winchester Road, Bournemouth, Angleterre, Tél. 23 21 28, Telex 41438  
ACEG Seefeldstrasse 17, CH-8008 Zurich/Suisse, Tél. 01/47 78 11, Telex 52 323

ACEG

Prénom \_\_\_\_\_  
Nom \_\_\_\_\_  
Rue \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_

## ÉDUCATION

POUR PROTESTER CONTRE UNE « HATE ÉLECTORALISTE »

### Les syndicats bloquent la discussion des textes sur l'aide à l'enseignement privé

Le Conseil de l'enseignement général et technique (C.E.G.T.) n'a pu siéger, comme prévu, le mercredi 8 février. Il devait examiner, pour avis, divers textes, dont un sur les nouveaux programmes de sciences physiques en classe de seconde et surtout huit projets de textes sur l'enseignement privé, en application de la loi du 25 novembre 1977 relative à la liberté de l'enseignement, dite « loi Guernier », et de la loi sur les handicapés, du

30 juin 1975. Les représentants des syndicats d'enseignants de la FEN, du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), du Syndicat national des collèges (S.N.C.) ainsi que ceux de la Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E.), présidée par M. Jean Cornet, ne se sont pas présentés. Sur soixante-neuf membres, une trentaine seulement était présente, le quorum n'était pas atteint et la réunion a dû être reportée.

Les représentants des syndicats affiliés à la FEN ont expliqué leur décision de ne pas siéger en dénonçant la « haine électorale » du ministre de l'éducation, « Les décrets, affirme la FEN, ont été pris, en quelques semaines, sous la pression électorale, l'avis des ministères concernés, lors que les délais sont habituellement considérables quand il s'agit de textes concernant l'enseignement public. » La FEN veut donc marquer son « irréductible hostilité » à une politique scolaire « qui a pour objectifs majeurs d'entraver le fonctionnement normal de l'enseignement public, en lui privant des moyens nécessaires, en tolérant ou en encourageant contre lui des campagnes de dénigrement, malveillantes, et de développer l'enseignement privé, en lui accordant des avantages sans cesse accrus. »

De son côté, le S.G.E.N.-C.F.D.T. explique qu'il se refuse à « cautionner une loi qui tend à consti-

tuer l'école privée comme un réseau concurrent de l'enseignement public, jouissant des mêmes droits sans être astreint aux mêmes obligations. Nous refusons de cautionner une manœuvre du pouvoir tendant, à un mois des élections, à ramener les partisans du privé et à attirer ceux qui commencent à comprendre que tous peuvent se rassembler autour de l'éducation nationale. »

#### « Une volonté de détruire l'enseignement catholique »

Les dirigeants de l'enseignement catholique ont fait connaître leur opposition à la loi Guernier. Les membres de la commission permanente du Comité national de l'enseignement catholique et les représentants de l'enseignement privé au C.E.G.T. ont exprimé leur indignation devant ce refus de dialogue et de justice sociale de la part de ceux qui, pourtant, s'en vantent. Ils ont communiqué, par leur communiqué, ne pas voir dans

#### LA LOI GUERNIER

La loi du 25 novembre 1977 sur la liberté de l'enseignement, complémentaire à la loi Debré du 31 décembre 1959, avait été adoptée en juin dernier par les députés, à la fin de la session parlementaire. Cette loi, la « loi Guernier », du nom du député (R.P.R.) du Finistère qui avait été à l'origine du texte, avait été approuvée, sans amendement, par le Sénat le 25 octobre. Un recours avait été déposé par des parlementaires de la gauche devant le Conseil constitutionnel, celui-ci avait rendu le 23 novembre 1977 une décision la déclarant conforme à la Constitution (le Monde du 26 novembre 1977).

La loi comporte les dispositions suivantes :  
— La nomination des maîtres sous contrat est faite « sur proposition de la direction de l'établissement et non plus du recteur ». Les maîtres sont « tenus au respect du caractère propre de l'établissement ».

— L'Etat peut participer « dans la limite des crédits » au financement des ateliers de technologie construits dans les collèges privés en vertu de l'application de la réforme Haby.  
— Les maîtres sous contrat auront les mêmes avantages sociaux (retraite, formation) et professionnels (avancement) que ceux de l'enseignement public. Cette « égalisation » devra être achevée dans cinq ans.

— L'Etat prendra à sa charge la formation initiale et continue des maîtres sous contrat en signant des conventions avec les centres de formation, « dans le respect du caractère propre ».

— Les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat d'association (soit d'externat) seront prises en charge par l'Etat, sous la forme d'une « contribution forfaitaire versée par l'élève et par sa famille ».

Une autre loi sur l'enseignement agricole privé — également sur l'initiative de M. Guernier — avait été adoptée à la session d'automne, mais le Conseil constitutionnel l'a déclarée, le 18 janvier, non conforme à la Constitution (le Monde du 20 janvier).

LE MINISTRE FAIT LE BILAN DE SON ACTION PENDANT QUARANTE-QUATRE MOIS

### Autocritique

Il y a quarante-quatre mois que M. Haby est ministre de l'éducation. L'Association des journalistes universitaires l'avait invité, mercredi 8 février, à faire le bilan de son action. Il a fait avec enthousiasme, comme si le passé avait moins d'intérêt pour lui que le futur immédiat, comme si le candidat à la députation se souciait plus — désormais — du sort des élections de Lorient que des enfants touchés par la réforme qu'il a mise en place.

Sans paraître vraiment désabusé, le ministre de l'éducation n'a pas eu, pour défendre ses réalisations, l'ardeur qu'il y mettait encore il y a quelques semaines. Ministre « technique » — il était recréé avant d'être nommé rue de Grenelle, des l'accession de M. Giscard d'Estaing au pouvoir. — M. Haby avait été choisi pour tenter une « ouverture » en direction des organisations de gauche, très influentes dans le monde enseignant. Le président de la République l'avait remarqué lorsqu'il avait, du temps de M. Pompidou, fait des propositions de réforme de l'enseignement qui « pouvaient sembler à l'époque relativement progressistes ». Aujourd'hui, il reconnaît : « L'ouverture n'a pas rencontré d'adhésion du côté de l'opposition, c'est-à-dire des syndicats d'enseignants et de la Fédération Cornet, qui est inféodée au Syndicat des instituteurs et sans liberté de manœuvre ».

À l'heure de l'ouverture, a donc succédé, dans la gestion de M. Haby, une « deuxième période », où le technicien est devenu « plus politique ».

Après avoir noté que deux éléments essentiels marqua-

rent son passage rue de Grenelle — « l'ouverture de l'école primaire aux parents » et les « nouvelles sixièmes » — M. Haby a reconnu : « Nous ne maîtrisons pas, en encore totalement le système des classes hétérogènes. Il faudra une dizaine d'années pour qu'on traite les élèves d'une sixième comme on traite les élèves du cours moyen deuxième année. La mobilité sélective du second degré disparaît peu à peu. » L'insécurité du soutien a été présentée comme un des piliers de la réforme. Aujourd'hui, un premier bilan est possible. Le ministre, là encore, ne paraît pas enthousiasmé : « C'est une nouveauté qu'on ne sait pas encore bien manipuler. Cela déroute. »

On sent les convictions profondes de M. Haby. La réforme de la formation des maîtres — présentée jadis par lui comme la clé de voûte de la réforme — est encore en gestation. Serait-ce parce que le ministre n'y croit guère ? « Je ne crois plus aux personnalités des enseignants qu'à la formation. Je ne pense pas que les instituteurs passés par l'école normale soient très supérieurs à ceux qui ont commencé comme intermédiaires. Au bout de dix ans, on ne voit pas la différence. » Pour la formation continue, même absence d'intérêt. M. Haby se méfie des « stages » et des séminaires de formation qui présentent les élèves de leurs maîtres. Il préfère l'édition de documents et de fiches. C'est pourquoi, a-t-il dit, on vient de réduire les crédits des instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques.

#### La soupe du privé

paré par une commission qui avait commencé ses travaux du temps où M. Fontenet était ministre de l'éducation. « Je n'y suis pour rien, a-t-il dit, et je suis tout prêt à abandonner l'affaire. Je ne me battrais pas pour le dossier scolaire. Je regrette qu'une réalisation conçue au profit de l'enfant soit cataloguée comme une entreprise de fléchage. »

Une réforme mal comprise, des opposants « systématiques », un enseignement public qui nécessite la « soupe de sécurité » du privé, une ouverture ratée, le dossier scolaire entravé, la formation des maîtres jugée sans grand intérêt : M. Haby n'est pas tendre pour le ministre de l'éducation.

BRUNO FRAPPAT.

## SCIENCES

#### Au Canada

### CINQ NOUVEAUX MORCEAUX DE COSMOS-954 ONT ÉTÉ RETROUVÉS

Cinq nouveaux morceaux, faiblement radio-actifs, du satellite soviétique Cosmos-954, qui s'est désintégré le 24 janvier dernier dans le ciel canadien, ont été retrouvés mercredi 8 février dans les provinces nord-ouest du Canada. D'autre part, apprend-on de sources bien informées à Ottawa, le Canada a adressé la semaine dernière un mémorandum aux pays membres du comité scientifique et technique de l'ONU

pour l'utilisation pacifique de l'espace, afin que les débris soient inscrits à l'ordre du jour de la prochaine réunion de ce comité. Cela permettrait notamment l'examen des conséquences juridiques de cette affaire, en particulier du point de vue de l'indemnisation financière que le gouvernement canadien estime en droit de recevoir de l'Union soviétique.

Le cargo spatial Progress-1, qui s'est séparé lundi de la station orbitale Saliout-6, est tombé mercredi 8 février « au-dessus de l'océan Pacifique », dans la région de l'équateur, comme prévu. Il contenait des équipements usagés en provenance de Saliout-6. On ignore s'il a entièrement brûlé dans l'atmosphère ou si des fragments se sont dispersés dans l'océan.

### Mme JACQUELINE NONON EST NOMMÉE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE

Sur proposition du premier ministre, le président de la République a décidé de nommer Mme Jacqueline Nonon, pour succéder à Mme Nicole Pasquier, nommée secrétaire d'État chargée du travail féminin, à la tête de la délégation à la condition féminine installée à Lyon.

À l'occasion de la condition féminine depuis septembre 1976. Née en 1927, Mme Jacqueline Nonon a fait carrière, depuis 1968, au conseil des Communautés européennes où elle occupait plus spécialement des affaires sociales et des problèmes féminins.

Le Monde DES

### Kafka témoin

« L'écriture est une forme de résistance. Elle est une manière de dire ce qui est interdit, ce qui est impossible. Elle est une manière de dire ce qui est vrai. Elle est une manière de dire ce qui est humain. Elle est une manière de dire ce qui est universel. Elle est une manière de dire ce qui est éternel. Elle est une manière de dire ce qui est infini. Elle est une manière de dire ce qui est absolu. Elle est une manière de dire ce qui est relatif. Elle est une manière de dire ce qui est concret. Elle est une manière de dire ce qui est abstrait. Elle est une manière de dire ce qui est réel. Elle est une manière de dire ce qui est imaginaire. Elle est une manière de dire ce qui est possible. Elle est une manière de dire ce qui est impossible. Elle est une manière de dire ce qui est probable. Elle est une manière de dire ce qui est improbable. Elle est une manière de dire ce qui est certain. Elle est une manière de dire ce qui est incertain. Elle est une manière de dire ce qui est évident. Elle est une manière de dire ce qui est non évident. Elle est une manière de dire ce qui est clair. Elle est une manière de dire ce qui est obscur. Elle est une manière de dire ce qui est simple. Elle est une manière de dire ce qui est complexe. Elle est une manière de dire ce qui est facile. Elle est une manière de dire ce qui est difficile. Elle est une manière de dire ce qui est agréable. Elle est une manière de dire ce qui est désagréable. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de dire ce qui est mauvais. Elle est une manière de dire ce qui est beau. Elle est une manière de dire ce qui est laid. Elle est une manière de dire ce qui est juste. Elle est une manière de dire ce qui est injuste. Elle est une manière de dire ce qui est bon. Elle est une manière de





# Le Monde DES LIVRES

## Kafka témoin d'une civilisation en déclin

● Conversations avec un ami et correspondance familiale : deux importants inédits de l'auteur de « La Métamorphose ».

LES maisons pragoises habitées par Kafka, leur forme, leurs emplacements, sont le miroir de son itinéraire d'écrivain, ses tourments et ses déchirements. Celle, moyennagense, de son enfance, dans la vieille ville, à la limite du ghetto disparu, existe encore aujourd'hui. Plus tard, il loue deux pièces dans le palais Schönborn, dans un quartier élégant au pied du château. Lorsque s'affrime l'impulsion, sa vocation littéraire, l'écrivain trouve refuge chez sa sœur préférée, Ottilie, dans une petite maison toute simple, rue des Alchimistes, sise dans l'enceinte même du Hradczin qui domine la ville de son contour angissant. Son bureau, la Compagnie des assurances ouvrières contre les accidents, édifice lourd et chargé, évoque les contraintes

qu'il s'est imposées pendant quatre ans de travail salarié. Ce qui ne l'empêchait pas d'écrire à Ottilie, avec cet humour typique de « la-bas » : « La compagnie est pour moi un lit de plumes, elle me pèse autant qu'elle me tient chaud. Si je réussissais à m'en échapper, je serais aussitôt en danger de m'enrhumer, le monde n'est pas chauffé ».

A lui tout seul, Kafka était un oiseau de contradictions. Juif et Tchéque à la fois, il écrivait et pensait en allemand. Au début du siècle, sur quatre cent cinquante mille habitants, trente-cinq mille Pragoises seulement pratiquaient cette langue, mais, dans la capitale de l'ancien royaume de Bohême, la clef de la réussite était sa parfaite connaissance.

De par sa mère, Julia Löwa, Kafka descendait d'une famille plébe de rabbins érudits, de médecins et de commerçants. Cette



★ Dessin de BERENICE CLEVE.

bourgeoise juive, aisée, cultivée, parlait l'allemand couramment. Son père, Hermann, sortait tout juste des tanneries du ghetto. Issu du prolétariat judéo-tchèque, son but dans la vie avait été l'ascen-

sion sociale. Il devra l'atteindre par son mariage et à force de labeur et d'autorité. Il prouva, par la suite, pour les activités littéraires de son fils aîné, une indifférence polie mêlée de mépris. Dans sa lettre au père, véritable règlement de comptes codé, Kafka lui reproche d'avoir perdu la foi, et se considère un peu comme un fils déshérité. C'est pourquoi son affection familiale se tourne vers Ottilie.

Dans ses lettres, l'écrivain apparaît tantôt comme le protégé de sa sœur, tantôt comme son conseiller avisé. Il s'en remet à elle quand son état de santé exige l'obtention de longs congés de maladie. C'est elle qui gère ses affaires à Prague en son absence. Encore elle qui l'accompagne parfois dans les petites pensions de famille des Tatra ou de la forêt de Bohême, lorsqu'il soigne son affection pulmonaire. En revanche, Kafka la soutient dans sa vie affective et suit avec intérêt ses projets. Ottilie, après avoir travaillé dans l'affaire de son père, commence à s'initier aux travaux agricoles en vue d'une future installation en Palestine, alors sous mandat britannique. On sait comment prit fin, dans le vent et dans la fumée des fous oratoires, ces rêves généreux de jeunesse.

Le plus envoleur de ses vœux, c'est l'évocation d'une Europe qui n'existe plus : les jeunes de partout faisaient de longues marches dans les Carpates ; les classes moyennes soignaient leurs gastrites à Marienbad, à Carlsbad, à Franzensbad, on envoyait des cartes, qui depuis ont jailli du lac Majeur, du lac de Garde, et même des jardins de Versailles. Les Seychelles et les Caraïbes étaient encore loin.

Pendant les dernières années de sa vie, l'amitié de Kafka va toujours — cette attitude ne retrouve-t-elle pas dans son amour pour Milena — à des femmes (dix, voire vingt ans de moins) qu'il aime et qu'il aime à l'extrême, remarque Klaus Wagenbach (1). Il n'était ainsi pour Ottilie, pour le jeune étudiant Robert Klopstock et même pour la compagne de ses derniers jours, à Berlin, Dora Diamant.

Gustav Janouch avait dix-sept ans en 1920, lorsqu'il rencontra Kafka, encore fonctionnaire dans sa compagnie d'assurances. Entre l'adolescent qui finissait ses études et commençait des notions maladroites et l'écrivain qui venait de publier la *Métamorphose*, une amitié se noue à leur image, courtoise, pudique, réservée.

EDGAR REICHMANN.  
(Lire la suite page 19.)

## Clément Rosset, avocat de l'« idiotie »

● Un plaidoyer pour les ivrognes.

CHEZ Clément Rosset, on fait d'innombrables rencontres : le conseil de Malcolm Lowry, qui s'est, comme à l'accoutumée, saisi avec du whisky, Molloy, le « héros » de Samuel Beckett, et Monsieur Rhéol, créature de Jacques Tati. A travers ces personnages, l'auteur entreprend un éloge de l'idiotie, qui prolonge son précédent *Essai sur l'illusion* : *La réitération du double* (1). Ce philosophe régresse à suivre les chemins trop fréquentés. C'est un esprit déconcertant, et pour cette raison, attachant, qui avance à contre-courant des modes intellectuelles.

L'idiotie dont il traite, c'est la réalité. Il se réfère au sens du mot grec *idiotês*, qui veut dire « particulier, unique ». Le réel est idiot, car il est singulier, en même temps que « dépourvu de raison ». Clément Rosset fait donc l'apologie du monde réel, ou plutôt il s'en fait l'avocat. Durieux projet ? Certes, non. Sans cesse masquée, oubliée, niée par toutes sortes d'illusionnistes, la réalité a toujours besoin d'être

défendue. Peu de gens acceptent que la vie ne soit qu'une histoire racontée par un idiot, que le monde ne veuille jamais livrer le secret de sa présence et qu'il soit ainsi privé de signification.

Les détectives de la métaphysique s'emploient à extorquer au réel des aveux flottants. Dans la philosophie de Hegel, notamment, « toute réalité se double d'une signification imaginaire ». Clément Rosset cite, à l'appui de sa démonstration, l'évocation fameuse de Napoléon, passant à l'étranger : « Je vis l'Empereur, cette éme du monde... » Hegel n'admet pas un homme. Il est ébloui par une chimère, où se trouve, croit-il, le sens de l'histoire. La « folie du sens », que seul « un matérialisme intransigent » peut combattre, suscite des fantasmagories diverses, depuis le spectacle lacéonien jusqu'aux images publicitaires, qui peignent aux marchandes un pouvoir mythique, sans rapport avec leur usage.

La plupart de nos contemporains préfèrent au monde le

fantôme de celui-ci. Ils refusent de considérer le réel et ne veulent que son double. L'auteur de ce livre plaide curieusement pour la réhabilitation de l'ivrogne. Ce n'est pas l'ivrogne qui voit double, selon Clément Rosset, mais l'homme « normal ». L'ivrogne est frappé par la singularité — la richesse des choses : d'une rose, par exemple, qu'il restera des heures à contempler, tandis que l'homme « normal » ne regarde pas cette rose à la fois surprenante et gratuite, mais un fantôme soumis au règne de la nécessité une chimère légitimée par la raison divine ou historique. Clément Rosset prend la précaution de nous avertir que l'ivresse n'est pas la seule « voie d'accès » à « l'expérience ontologique ». Nous pouvons, dit-il, retrouver, dans les déboires de l'homme, comme dans la prière de l'art et de la philosophie, l'« allégresse » que procure le « nez à nez matinal » — ce les choses.

FRANÇOIS BOTT.  
★ LE RÉEL, TRAITE DE L'IDIO-  
TIE, de Clément Rosset. Editions  
de Minuit, 156 p., 29 F.

## Michel Tournier fasciné par l'Allemagne de l'Est

● Jean Egen de part et d'autre du « mur ».

LE thème du couple France-Allemagne a fait le bonheur de nombre d'écrivains et d'essayistes entre les deux guerres. Jean Giraudoux et Jules Romains, côté français, ER, Curtius et P. Sileghem, côté allemand, s'y exercèrent brillamment. Il semble intéressant moins depuis trente ans. C'est dommage. Jamais les relations n'ont été aussi étroites entre les deux pays, chacun étant vraiment pour l'autre le voisin numéro un. Pourtant, il ne se passe pas d'une semaine sans qu'une affaire ou une épidémie diplomatique ne révèle un fossé d'incompréhension étonnante. Dernière crise en date, l'épisode de l'extradition de Klaus Croissant.

Or, il est certain qu'une des causes de cette incompréhension se trouve, côté français, dans une ignorance opaque concernant l'autre Allemagne, la République démocratique allemande, ces Français connaissent mal l'Allemagne de l'Ouest. Que savent-ils de l'Allemagne de l'Est ? Beaucoup se souviennent tout au plus de l'excellente boutique de ramparts Mauerstrasse : « On m'accuse de ne pas aimer l'Allemagne, comme c'est injuste ! Moi, qui ai jamais été aussi heureux que spirituel qu'il y en a deux ! » Pour- tant, il est certain que la R.D.A. à l'une des clés essentielles de la R.F.A. Il suffit, de suivre la presse quotidienne allemande : les relations avec l'autre Allemagne constituent une chronique

orange et ininterrompue, un roman-feuilleton pourrait-on dire, qui ne trouve que très peu d'échos dans la presse française, laquelle doit estimer que ces querelles d'Allemands ne la concernent pas. Dernier litige en date : l'Elbe matérialisant une partie de la frontière des deux Allemagnes, cette frontière court-elle au milieu du fleuve (thèse orientale) ou sur sa rive droite (thèse occidentale) ? L'option est capitale pour la navigation fluviale.

Jean Egen — l'un des meilleurs connaisseurs actuels de l'Allemagne — nous propose une confrontation des deux Allemagnes. Confrontation d'autant plus excitante et paradoxale qu'elle se heurte au double obstacle de l'identité — même langue, même culture, même histoire, même passé chargé d'honneurs, même réputation — et d'un antagonisme absolu. Pourtant, il s'agit bien d'Allemands de part et d'autre du « mur », et cela se voit. On disait autrefois de la France qu'elle était la fille aînée de l'Eglise. Il y a aujourd'hui deux Eglises, l'une à Washington, l'autre à Moscou, et chacune a une fille aînée, et elles sont allemandes toutes les deux. Car la R.F.A. est à coup sûr l'alliée et la projection la plus fidèle des U.S.A., de même que, parmi les démocraties populaires, aucune ne s'est mieux épanouie dans un climat de plus pure orthodoxie soviétique que la R.D.A. Il n'en reste pas moins que, écrit par un Français à l'usage des Français, ce livre ne peut pas tenir la balance égale entre les

deux Allemagnes. Car c'est un livre occidental, et la plupart des traits de l'Allemagne de l'Ouest rapportés comme caractéristiques, nous les retrouvons en France, à peu de chose près. Tandis que ce tableau de l'Allemagne de l'Est ! Quelle étrange découverte !

### Un Etat bricolé

Les origines mêmes de la R.D.A. sont bien remarquables, sorte d'Etat bricolé par des amateurs au jour le jour, et sous la poussée des nécessités les plus brutales. De l'équipe dirigeante, le professeur et baron Manfred von Ardenne a pu écrire : « Que cet Etat soit pratiquement l'œuvre d'une poignée de ministères, de charpentiers et d'ouvriers qui n'avaient, lorsqu'ils ont commencé, pas la moindre lueur sur l'art de gouverner. L'économie et l'administration est déjà admirable en soi. » Le fait est que Walter Ulbricht avait été mené, par son successeur, Erich Honecker, co-ouvrier, et le président du conseil, Willi Stoph, maçon. Naturellement, les mauvais esprits ne manquent pas de rapprocher ces divers artisans de la construction du mur de Berlin.

Second paradoxe, la structure politique. Le « parti », c'est le parti socialiste unifié, né d'un mariage tardif entre le parti social-démocrate et le parti communiste allemand, ces frères ennemis dont la dissolution permit à Hitler d'accéder au pouvoir en

1933. Il est constitutionnellement à la tête de l'Etat, puisque le premier article de la Constitution définit la R.D.A. comme « l'organisation politique des travailleurs des villes et des campagnes réalisant ensemble, sous la direction de la classe ouvrière et de son parti marxiste-léniniste, le socialisme ». Il n'en existe pas moins quatre autres partis politiques minoritaires : l'Union chrétienne-démocrate, qui représente la petite-bourgeoisie protestante ou catholique ; le parti démocrate-paysan ; le parti libéral-démocrate, qui recrute ses adhérents parmi les artisans, les petits commerçants, les petits entrepreneurs et certains intellectuels ; enfin, un parti « de droite », le parti national-démocrate, qui, selon un document officiel, a « aidé de nombreux sympathisants du parti nazi, anciens officiers et militaires de carrière de la Wehrmacht, à réfléchir sur leur passé, sur ce qu'ils ont fait, ce qui leur a été fait, et ce qui leur reste à faire ».

Certes, il ne s'agit pas d'une opposition politique, mais, explique le pasteur Ernst Brethaupt, membre de l'Union chrétienne-démocrate : « C'est qu'il n'y a pas d'opposition sociale. Ouvriers, paysans, intellectuels, petits bourgeois, tout le monde accepte le socialisme. La compétition pour le pouvoir est remplacée par la coopération dans l'action. »

MICHEL TOURNIER.  
(Lire la suite page 20.)

Henry Bonnier, Roger Garaudy

## Allégories

LES romanciers gagnent à penser le moins possible. S'ils ont trop d'idées, sur tout et sur ce qu'ils font, leur fiction étouffe sous l'essai et leurs personnages sous les commentaires de père abail. C'est ce qui vient d'arriver à deux écrivains confirmés. Ils ont oublié d'être bêtes. Disons : ingénus.

Henry Bonnier connaît pourtant bien ce danger. Il le flaire comme éditeur, comme critique, et il a su l'éviter jusqu'à maintenant comme auteur. Son cycle de « Vilmon » a imposé un conteur frémissant, dans la grande tradition languedocienne. Peut-être a-t-il été victime, ici, de son sujet, plus étiologique ou théâtral que romanesque. La légende s'accommodait mal du réalisme quotidien où le roman doit s'enraciner et de l'époque où nous vivons.

C'est bien d'un sentiment légendaire et anachronique que nous parle le *Cœur violé*. La passion chaste que se vouent un journaliste français et une Yougoslave rencontrée à Orly rappelle les troubadours et les mystiques du Moyen Age. Les deux héros n'attendent pas seulement de cette distance qu'elle préserve leur cœur de l'usure et les ouvre à l'essentiel. Ils veulent incarner ainsi les rapports de leurs pays respectifs, et l'histoire tout entière. Ils ne désespèrent pas que tant de sublime plaide pour un surcroît d'humanité, et que son souvenir embrasse le monde !

UNE telle ambition ne court pas les rues. On aimerait donc savoir comment elle est née, de quelle réflexion orgueilleuse devant la chair, sur quelle foi elle se gage, de quelles souffrances elle se paie. Si peu triant qu'on soit de perpétuité et de précisions psychologiques, le roman suppose un minimum de vraisemblance, de progression, la montée d'une crise.

Or aucun de ces repères ne nous est fourni. L'auteur leur préfère de longues digressions sur le partage du monde entre les grandes puissances, la fragilité du trisme après

par Bertrand Poirot-Delpech

Tito, les limites scientifiques du matérialisme ou la divinité du Christ. Le pèlerinage final au village natal de l'héroïne, au lieu de nous éclairer et de nous émouvoir sur sa destinée, tourne au prêche sur l'incrédulité de saint Thomas.

Ce n'est pas que les notations sensibles fassent défaut. Les couchants marocains se nuancent de tous les indigos désirables, et les ciels parisiens de tous les roses voulus. Il ne manque pas un détail aux décors ni aux vêtements. Nous n'ignorons rien de la blancheur des murs et des cotonnades. Mais précisément les descriptions visent tellement à camper les ambiances qu'on en ressent constamment l'artifice.

COMME s'il craignait de ne pas suggérer suffisamment sa propre émotion, Bonnier ne nous laisse aucune marge de rêve. Il nous demande sans cesse de le croire sur parole.

Dès que nous allons nous attacher à un personnage ou à une situation, il compromet notre intérêt ou notre plaisir en nous prévenant que le moment est rare, bouleversant, que les lèvres tremblent, que les épaules tressaillent, etc. L'auteur se double d'un premier lecteur qui nous frustre à force de précéder et de commenter ce qui se passe. On pense à ces visites guidées qui empêchent d'aimer les musées en expliquant à l'avance les mérites et les bonheurs qu'on doit y trouver.

Bonnier a trop d'expérience et de talent pour se laisser prendre une prochaine fois à ce piège de la rhétorique. Nul doute qu'il y échappe, pour peu qu'il choisisse un thème moins antinomique, moins lourd d'allégories et de concepts.

AVEC Qui dites-vous que le suis ? Roger Garaudy s'est encore plus trompé que Bonnier. Son excusa est de débiter dans la fiction. Aucun réflexe de romancier n'a pu contraindre en lui l'ardeur démonstratrice du philosophe.

Ce dernier commence par s'imposer une apparence d'intrigue et de personnage. Nous sommes invités à croire en un ancien séminariste qui aurait tué successivement une infirmière, un légionnaire et un bonze thaïlandais, « pour se prouver qu'il est vivant ». Après un procès tautologique, nous le retrouvons en Amazonie aux côtés de rebelles exemplaires, puis sur une île imaginaire où, avec quelques autres marginaux, il va pratiquer ce qu'on appelle maintenant l'« expérimentation sociale ».

(Lire la suite page 18.)

### NOUVEAUTÉS

LE TEMPS DES MERVEILLES. — L'œuvre poétique de Pierre Seghers de 1935 à 1974, ou quarante années d'une vie vécue en poésie. Une leçon (Seghers).

DANS L'OMBRE DE GO-GOL. — Sous le pseudonyme d'Abraham Toric, André Sissani s'entreprend, lors d'un « séjour » au Goulag, ce voyage à l'intérieur de l'œuvre du père fondateur de la prose russe (Le Seuil).

LA RIVIERE DU KIBOU ET AUTRES CONTES. — L'ingé-ning des plus beaux récits d'Ambrose Bierce, où la romancière a-g-en-turier laisse libre cours à son humour noir (Les Éditions de la Plume).

LA FOIRE AUX ARMES. — Anthony Sampson démonte les mécanismes du commerce des armes au terme d'une enquête minutieuse (Robert Laffont).

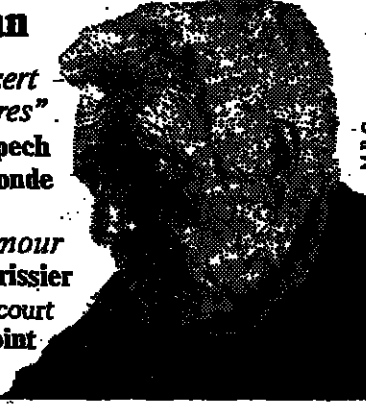
## Jules Roy

### Le désert de Retz

roman

C'est son « Désert des Tartares »  
Bertrand Poirot-Delpech  
Le Monde

Un roman d'amour  
François Nourissier  
de l'Académie Goncourt  
Le Point







souvenirs

Les « choses vues » de Georges Perec

● Le jeu de la mémoire commune.

« D'OP DOP DOP », cela vous dit encore quelque chose ? Et Garap, et « Signé Furax », et « Suives le bouff », et la myxomatose ? Et si les « Agriculteurs » disparus vous font penser au « Vieux Colombier », si les autobus à plate-forme vous rappellent les distributeurs de numéros d'attente, notez-le. À la demande de l'auteur, l'éditeur (1) a laissé quelques pages blanches pour que, à la suite de ces « Je me souviens » de Georges Perec, chacun puisse inscrire les siens.

Je me souviens est une sorte de catalogue de menus souvenirs, numérotés de 1 à 480, un inventaire de choses vues et disparues, une anthologie de la vie quotidienne en France dans les années 50, des « ballets roses » aux radio-crochets, de la « nouvelle vague » à la minute de Saint-Granier. On y retrouve répertorié le tout-venant d'une époque qui fut celle de mythologies (il y a d'ailleurs des recoupements : l'abbé Pierre, Minou Drouot, (1) Avec Album d'images de la ville Harris, d'Emmanuel Hocquard, ce livre inaugure la nouvelle collection P.O.L., que dirige Paul Otchakovsky-Laurens.

Astra (le préjugé qui vous coûtait cher), tout le « ce qui va de soi » sous lequel Roland Barthes débusquait le mythe.

Mais nulle trace, ici, de commentaire critique. Pas d'appré-



★ Dessin de Zoran Ortio.

ciation et pas davantage d'émotion. Toute couleur personnelle est soigneusement gommée, neutralisée par une écriture qui se veut pure énonciation d'un air du temps impalpable et fane. Par petits fragments trop précis pour être nostalgiques, un au-jour-le-jour se reconstitue, fait de chansons, de façons de parler, de films, de gestes, de gens. Non que l'histoire soit absente : elle figure en pointillé, inscrite dans le décor, comme les grands titres des journaux épinglés sous l'arceau des kiosques.

Perec nous propose ces miettes de notre proche passé dans l'ordre même où il les a retrouvées, en « révisant », ou en filant. Tel qu'il est, cet album qui égrène sur le même ton bref les événements les plus graves et les détails anodins est, par tout ce qu'il suscite, un livre inépuisable. Il irrigue la mémoire commune, ravive les réminiscences enfouies. Ainsi les mots parviennent à repousser quelque peu l'usure, l'oubli qui érodent nos fragiles espaces, nos précieuses minutes.

« Écrire : essayer méticuleusement de retenir quelque chose, de faire survivre quelque chose, d'arracher quelques bribes précises au vide qui se creuse, laisser, quelque part, un sillon, une trace, une marque ou quelques signes. »

MONIQUE PETILLON.

★ JE ME SOUVIENS par Georges Perec, Rochette, 147 p., 32 F.

« Ce qu'il se passe quand il ne se passe rien »

« Pourquoi votre livre a-t-il pour sous-titre les Choses communes ? »

Georges Perec. — Je ne sais pas si vous vous souvenez de la revue Cause commune, qui était faite par Duvignaud, Virilio, d'autres gens et moi. On voulait faire une sorte de sociologie de la vie quotidienne et l'un des thèmes était le bruit de fond, c'est-à-dire ce qui se passe quand il ne se passe rien, ce qu'on appelle l'« infraordinaire ». On s'aperçoit que l'événement est ce qui casse cette espèce de tissu dans lequel on est pris. Par exemple les gens commencent à se regarder le jour où le métro s'arrête entre deux stations.

— D'où est venue l'idée des « Je me souviens » ?

G. P. — Des « Je me souviens » de Joe Brainard. C'est le livre d'un jeune peintre américain qui a rassemblé huit cents petits souvenirs personnels commençant chacun par « Je me souviens ». En fait c'est une autobiographie déguisée où la seule rhétorique est celle, répétitive de la même formule. Brainard m'a donné la forme, la manière dont j'allais entreprendre ce travail que j'ai envisagé comme quelque chose de beaucoup plus anonyme. Un soir j'ai commencé par jeu, après un dîner, à dire « Ah ! je me souviens... »

— Vous êtes-vous inquiété de l'exactitude de vos souvenirs ?

G. P. — Je pensais que mes souvenirs étaient justes et j'ai déjà reçu vingt lettres me disant que la plupart, enfin beaucoup, sont faux. Par exemple, l'attribue à Daquin l'École bulgarienne — un film avec Bernard Blier sur les méthodes Freinet — alors qu'il est de Le Chanols. Quensau, qui avait lu une partie du texte dans une revue, m'avait fait remarquer que les quatre mousquetaires du tennis n'étaient pas ceux que j'indiquais. Et le recette du quatre-quarts n'est pas bonne ! Le livre fourmille d'erreurs. Mais cela fait partie du jeu. Il y a quelques choses d'incertain dans le petit tremblement du passé.

— Quelles seront les autres Choses communes ?

G. P. — Le deuxième volume s'appelle « Les lieux où j'ai dormi ». Le troisième est inspiré par un livre japonais du dixième ou du douzième siècle, Les Notes du cheval de Sel. Shonagon : c'est une sorte de catalogue de petites notations, les choses qui gagnent à être peintes, les choses qui perdent à être peintes, les choses embarrassantes... Je pourrais par exemple faire un texte sur la manière dont on range sa bibliothèque, ou dont on mange des noisettes. Le quatrième livre s'appellera sans doute « Tentative de description de quelques lieux parisiens ». Pendant six ans je suis retourné dans des endroits précis et j'ai essayé de dire ce que je voyais. En retrouvant ces textes on voit comment ces lieux ont changé et ma manière de voir aussi.

témoignage

La fugue du mineur

● La vie dans les corons vue par un ouvrier.

RES sont les livres des gens du peuple où ils s'expriment eux-mêmes. Trop souvent, un intermédiaire transcrit, sélectionne ce qu'il estime intéressant, lui, pour le lecteur en puissance. La prolifération actuelle de souvenirs de bergers, de lavandières, de vignerons, de paysannes et de gens de malheur n'infirme pas cette appréciation. Stéréotypes de la France dite profonde, ils ont vocation à faire rêver des citadins sans racines. A cet égard, il eût mieux valu que le livre d'André Thérêt, Parole d'ouvrier, précédé d'un texte de François Edouard, si brillant soit-il sur la Condition du mineur, fût complété plutôt qu'éclaté par une postface, laissant ainsi le lecteur seul avec l'auteur.

Que dit André Thérêt, en effet ? Que la vie dans les mines était une sorte de bague pour les mineurs, que la répression était permanente, et surtout qu'elle était acceptée et relayée par une grande partie des ouvriers, tout au moins dans les années d'avant-guerre. On sait aujourd'hui que les mineurs abhorrent les terribles et orientent leurs enfants vers d'autres directions — ce qui poserait quelques problèmes de recrutement en cas de réouverture des anciens puits.

André Thérêt est un « battant » : mineur pendant quarante ans à la Compagnie des mines de Bruay, longtemps membre de la C.G.T. et du P.C., condamné à deux mois de prison

après la grève de 1948, il était, il y a peu, mêlé à l'aventure de la Gauche prolétarienne.

Pourtant — ou à cause de cela — il balade sans polémique, comme par inadvertance, des images de « héros du travail », de fraternité ouvrière, chères aux idéologues « positifs ». En revanche, la parole d'André Thérêt restitue aux mineurs leur humanité diverse, leur vérité. On sait aussi maintenant que les contradictions qui traversent les couches sociales peuvent conduire les classes dominées à l'aliénation.

Ce « roman » est d'abord un témoignage de première main sur la condition des mineurs dans un corron du Nord, au cours des années 20. L'ingénieur, représentant la compagnie, est le chef tout-puissant de la mine. Il règne sur une maîtrise tout entière à sa dévotion, qui assouit elle-même son pouvoir sur un réseau de délateurs : les rouffions. Toute la population dépend de la compagnie, et l'on ne s'étonne pas que le curé d'alors, logé et chauffé gratis, appelle à voter contre les « rouges ». Voilà bien la grande affaire et l'obsession : le Bolchevik, précurseur de l'« ennemi intérieur ». Une anecdote cocasse d'André Thérêt illustre cette hantise. Parce qu'un dangereux « agitateur » a écrit « Des Soviets partout » sur les murs des toilettes, l'ingénieur, tremblant de fureur, fait défilé toute la maîtrise devant les infâmes inscriptions et lance une chasse au suspect. L'ouvrier qui en fait les frais n'est pas un militant. Simplement, Victor a son franc-parler et cela suffit pour qu'une conjuration se noue pour le faire « tomber ».

Dans cette région, où la cession de la S.F.I.O. à Tours se fit plus

sentir qu'ailleurs, la rivalité entre communistes et socialistes est vive et André Thérêt ne manque pas, lui aussi, de jeter l'anathème sur les « réformistes » dont il juge l'attitude trop « collaborationniste ». Son roman, le courage des Bolcheviks, espionnés et traqués de tous côtés, il est vrai, prend un relief particulier.

La chasse aux « corrupteurs » se poursuit jusque dans les pauvres loirs du corron. Une troupe théâtrale produit-elle un tableau édifiant intitulé « Jaurès au Panthéon », dérisoire pataquès idéologique, que la « compagnie » intervient pour supprimer le spectacle subversif. Elle préfère évidemment le racolage débaillé des comiques-troupiers.

Les femmes de mineurs n'échappent pas aux mailles du filet. Sous la surveillance d'un garde, elles nettoient chaque matin les ruisseaux du corron qui recueillent les déchets domestiques. C'est à la retardataire, blâmée et conspuée !

La façon dont le pouvoir des classes dominantes est vécu et intériorisé à la base, en un balancement continu entre rejet et complicité, les pressions contradictoires exercées sur les ouvriers et la dépendance totale des habitants du corron font apparaître sans avertis la condition du mineur, sous le regard de Victor. En sortant de partir. Emile, son « arpète », on le pressent, reprendra le flambeau. Mais l'ouvrier et l'apprenti ne sont-ils pas deux aspects complémentaires de la riche personnalité d'André Thérêt ? « La vie est un combat », dit-il.

BERNARD ALLIOT.

★ PAROLE D'OUVRIER, d'André Thérêt, précédé de LA CONDITION DU MINIER, de François Edouard, Grasset, coll. « Bouquins », 220 p., 28 F.

roman

Le « parisien » haut en couleur d'Évane Hanska

ECIT ? Roman ? Poème ? Document ? Le second livre d'Évane Hanska est un peu de tout cela, et cette indécision entre les genres « ait à la fois son charme et notre souci. Décor : le Montmartre des anciennes fortifications, la rue de Clichy, la rue de la Chapelle, autour de Pigalle. Époque : de 1950 à 1968, à peu près. Ça commence avant la télévision, et se termine avec Mike Jaggers. Personnages : deux enfants en mal de père, de mère, de pain, de pitié et de respect, en mal de tout, dont les destins tumultueux vont se croiser, se décroiser, et que la fin du récit trouve aussi férocement adultes à dix-huit ans qu'on espère bien ne pas l'être à soixante, et, en même temps, profondément et tristement enfants. Pas même : infantes.

Le récit là-dessus va en chahutant d'un logement à un autre, puis, au hasard des rencontres, de Pigalle à la Côte d'Azur et du seizième aux Baléares ; partout où de vieilles folles « des michelines vicieuses » se tiennent à l'affût de minettes dociles, et à l'ouïsse robustes « dents blanches et le halo traîche ». En contrepoint, les aventures méro-boucheles de l'époque hantée (révolue ? On voudrait le croire), le Mexique pour commenter, les barils pour le grand soir, et la drogue, les shoots, pour en finir plus vite, en finir avec tout, et d'abord avec soi-même.

Ce qui sauve ce document misérabiliste, c'est d'abord sa vérité, qui n'est pas seulement bien sûr celle de l'auteur, mais celle d'une génération perdue (perdue par nous, et sans doute pour nous). Nous n'avons pas voulu cela, oh ! non. Mais nous n'avons certainement pas voulu assez fortement que cela ne soit pas.

C'est aussi, paradoxalement, son innocence. Une innocence de jeunes loups, loubards et loubardes, que la vie a jetée de très bonne heure au-delà du bien et du mal, du côté de la barrière où l'on n'a de la vie que ce qu'on lui arrache à coups de crocs et de griffes. Les vicieuses ne sont pas des anges ; mais le mal qu'elles ramènent au hasard n'est jamais que la monnaie de celui qu'on leur a fait trop tôt, dans un monde cruellement glacé. « A qui se fier de nos jours ? Le Père Noël espé porno par Paco Rabane chourave du whisky au Drugstore. »

C'est enfin ce mélange très particulier à Évane Hanska de drôlerie et de pudeur, de vraie souffrance et d'humour.

« Ah oui ! Je peux les compter sur mes doigts les jours où la vie s'est mis du rouge aux joues pour me plaire. Plutôt le genre à se venir les ongles pour mieux me griffer... Je demanderai pardon d'avoir eu si mal. J'aurais pas le droit. »

Évane Hanska écrit avec facilité (trop, peut-être) un « parisien » haut en couleur, où abondent les trouvailles de mots. Pourquoi faut-il que, pour suivre une mode qui n'est pas d'hier (c'est du Céline dernière manière, mais Céline !), et qui commence à dater, elle s'acharne à passer à la moulinette des phrases qui, mal, sont de bonne venue ?

Beaucoup de qualités vraies, donc ; il ne manque à l'auteur qu'un peu plus de souffle et de travail pour se révéler, un de nos meilleurs écrivains.

JACQUES CELLARD.

★ EVANE HANSKA, « La Mauvaise Graine », 237 p., 22 F., Olivier Orban, 1978, 20 F.

AUBIER MONTAIGNE 13, Quai Conti - Paris 6

Marie-Odile Metral LE MARIAGE

Les hésitations de l'Occident

« Une vision neuve de l'histoire. »

C. DELACAMPAGNE - LE MONDE 48 F

Gisela Pankow STRUCTURE FAMILIALE ET PSYCHOSE

« Un livre important, qui ne peut que passionner les esprits curieux. »

R. GENTIS - QUINZAIN LITTÉRAIRE

« Une approche originale et féconde. »

R. JACCARD - MONDE DE L'ÉDUCATION 38 F

Ilse Barande LE MATERNEL SINGULIER

Freud et Léonard de Vinci

« L'enquête d'Ilse Barande va fort loin. »

CL. JANNOUD - LE FIGARO 36 F

FERNAND NATHAN

DICTIONNAIRE DES TYPES ET CARACTÈRES LITTÉRAIRES

par Cl. AZIZA, Cl. OLIVIERI, R. SCTRICK

Un dictionnaire original pour tous ceux qui veulent mieux comprendre les mécanismes littéraires.

Plus de 1.000 courtes notices

208 pages ..... 45 F

en vente chez votre libraire

Fernand CATHALA

Professeur à l'Institut de criminologie de l'Université des sciences sociales de Toulouse

PRATIQUES ET RÉACTIONS POLICIÈRES

Les méthodes policières les plus critiquées s'y trouvent impitoyablement passées au crible.

288 pages, 39 francs

En librairie ou aux ÉDITIONS DU CHAMP-DE-MARS

09700 SAVERDUN Tél. (61) 68-33-58

espaces 781

Porte de la Suisse 11bis rue de la République

Du 15 au 23 février à 20h30

« semaine » de jazz

8 Groupes et 1 Opéra-goutte

DU FREE, DU PUNK, DU ROCK

PRO HELVETIA: 073.00.29

SADE

Dans le numéro 12/13 d'OBLIQUES, consacré à Sade, nous donnons la reproduction de dix gravures érotiques qui accompagnaient l'édition de 1797 de la Justine et de la Juliette de D.A.F. de Sade.

Nous avons pu réunir depuis la série complète des cent gravures que nous publions aujourd'hui en un précieux petit recueil à faible tirage.

Ce livre constitue un document capital sur l'art de la gravure licencieuse au dix-huitième siècle, en même temps qu'une réalisation originale qui retiendra l'attention des bibliophiles.

Les commandes seront satisfaites dans l'ordre où elles nous parviendront et la présente souscription sera close sans préavis.

OBLIQUES — Supplément au n° 12/13 SADE — Un volume de 112 pages sur Vergé des papeteries de Lana, format : 13,5 x 21 cm, reliure pleine toile cyclamen, fers noirs et tranchefile. Prix : 125 F. Envoyé sous emballage de sécurité contre toute commande accompagnée de son règlement (C.C.P. ou chèque bancaire à l'ordre des Éditions BORDERIE) — OBLIQUES B.P. 1 — LES PILLES — 26110 NYONS — FRANCE.

NOM :

ADRESSE :

► Désire recevoir le volume SADE/Cent G.

vures. ► Vous prie de trouver ci-joint la somme 125 F (chèque bancaire ou C.C.P. à l'ordre de Roger Borderie).

DATE : SIGNATURE :





## lettres étrangères

### Bonzes contre bisons

● Ana Vasquez méla-morphose le coup d'Etat chilien en roman.

CETTE rescapée chilienne, qui enseigne la psychologie à l'université de Caen, trouve, après le coup d'Etat, refuge dans une ambassade de Santiago. Pendant des mois, elle vit à côté de réfugiés, hommes et femmes, des couches sociales les plus diverses. Tous assomés par l'angoisse du futur, chacun néanmoins, dans le passé, avait connu une histoire différente : celle-ci était bien présente dans sa façon de parler, de réagir. C'est dans cet espace que s'enracine le présent récit. Pourquoi A. Vasquez n'aurait-elle pas transformé le récit de cette coexistence forcée dans un roman de science-fiction ? En donnant forme au théâtre de la banalité quotidienne ne pourrait-elle pas dénoncer la camelote des scénarios logiques, auxquels on réduit la complexité des événements ?

Revenant à son compte et avec humour les règles les plus usées du déterminisme historique, l'auteur feint de croire à la lutte du bon et du mauvais : à l'intérieur de l'ambassade — le dépotoir — les bisons se trouvent confrontés aux bonzes : en réalité, il s'agit des symbolisations fortes et romanesques des attitudes différentes devant la défaite. Sans s'être consultés, dit-elle, les bisons se levaient tôt, plaçaient sans arrêt, étaient toujours prêts pour l'empire quel travail ennuyeux et pénible. Ils parlaient à tous les réfugiés. Les bonzes, en revanche, n'avaient en commun que le fait d'avoir occupé des postes de direction importants sous le gouvernement d'Allende. Mais cet affrontement n'est que le prétexte d'un jeu, nuancé et subtil.

de portraits entrecroisés. A son tour, celui-ci sert de grille : soudainement, les répliques des dialogues s'estompent dans des évocations mûrissantes, chargées de souvenirs personnels : des morts, des absents, un climat, un coin du pays, des activités.

Mais alors à l'intérieur du récit, d'une manière presque imperceptible, cette série de mémoires individuelles fusionne dans une unique mémoire collective. Là, dans cet espace clos, lecteurs, serions-nous confrontés à la mémoire du peuple chilien ? Sa douleur, ses désirs d'une vie différente, la rage de sa douleur, nous seraient-ils rendus par le triplage de mille « un peu », « peut-être », « mais alors ! », les catégories du vivant et de l'insaisissable ? Mais tout ça, à quel bon ? Au Moyen Age, Dante disait déjà qu'il n'y a pas de douleur plus atroce que de se souvenir du bonheur lorsqu'on est confronté à l'échec.

« Je crois qu'il faut que nous acceptions de reconnaître que les militants révolutionnaires ne sont pas tous des héros mais des gens comme tout le monde, avec leurs défauts et leurs faiblesses. (...) Quand on s'engage sur un nouveau chemin, le meilleur moyen de ne pas recommencer les mêmes erreurs et les mêmes faiblesses, c'est d'y réfléchir, de les analyser honnêtement. La vérité est toujours révolutionnaire, même si c'est la vérité de nos erreurs », nous dit l'auteur. Désabusés par nos connaissances, aurons-nous tout simplement besoin d'apprendre à espérer de nouveau ? Reconnaître que la réalité qui nous entoure peut changer si l'on admet que la vérité est cette route de science-fiction, à réinventer tous les jours ?

MARIA LETIZIA CRAVETTO.

★ LES BISONS, LES BONZES ET LE DÉPOTOIR, d'A. Vasquez. Traduit de l'espagnol par D. Kaiser et J.-P. Corbière. Bords, les Éditions Pédagogie, 1977, 35 p. 75 F.

### Le « crime » de Marie-Rose

● Le malheur d'être Libanaise.

L'A déchirure du ciel — visible aujourd'hui encore — témoigne de la démence qui s'était emparée de Beyrouth lors d'un printemps malheureux. Blessée dans son corps, meurtrie dans sa mémoire, humiliée par le feu, la capitale libanaise accueillait depuis longtemps des réserves de haine, de violence et de malentendus. Son ventre avait tout ramassé : l'illusion et l'arrogance, la barbarie sophistiquée et la mort, l'argent et l'apparence. Le jour où Beyrouth devint un chantier où « des tumeurs étaient lésées sur fond cosmique », personne ne s'étonna, pas même les enfants sourds-muets, les élèves de Marie-Rose. Au contraire, aucune brutalité ne leur était épargnée.

Si elle avait été musulmane...

Marie-Rose avait trente-cinq ans. Belle et servile, son crime durant la guerre civile fut le courage de ne pas penser ni agir comme une grande partie de sa communauté : chrétienne, elle était passée au camp des musulmans ; Libanaise, elle était passée au camp des Palestiniens ; femme arabe, elle s'était mêlée de politique, chassée gardée de l'homme. Inadmissible. Elle trahissait. Beaucoup trop pour des Libanais « chrétiens et modernistes » qui se réclament de l'Occident et de l'efficacité de l'ordre européen.

Marie-Rose est enlevée par quatre miliciens qui ont « réduit toutes les vérités à la notion de vie et de mort ». Si elle avait été musulmane, ils ne l'auraient pas enlevée ; ils l'auraient abattue.

sans dire un mot. Pour eux, elle s'est égarée. Ils vont essayer de la rendre dans le droit, dans la vérité du camp chrétien qui lutte pour la « justice », celle qui consiste à expulser du Liban les Palestiniens et les autres Arabes musulmans. Marie-Rose inverse le rapport. Elle leur renvoie leur procès. C'est elle qui les accuse. Par pitié, ils veulent la sauver. On lui propose de l'échanger contre des Palestiniens. Elle refuse le marchandage et affronte la torture et la mort.

Au moment où elle chavirait dans le néant entre les mains de ceux qui ont « perverti la charité au cœur de sa racine », les enfants sourds-muets sortirent de l'obscurité éternelle et dansèrent sur la terre martelée par les bombes.

L'histoire est authentique. Etel Adnan, poète et peintre libanaise, connaissait Marie-Rose. Avec des mots simples, chargés de lumière et d'émotion, Etel Adnan rapporte les songes des enfants de Marie-Rose et nous dit avec courage et exigence le Liban de la brisure.

TAHAR BEN JELLOUN.

★ ETEL ADNAN, « Marie-Rose », d'Etel Adnan, éd. Des Femmes, 116 p., 25 F.

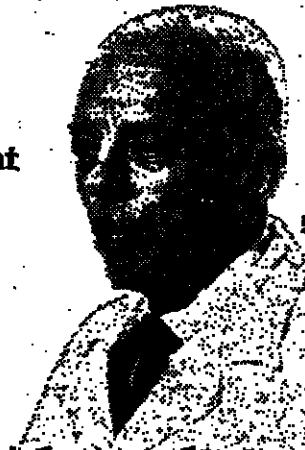
## EN LIBRAIRIE AUJOURD'HUI

le nouveau livre du professeur  
**Jean Bernard**  
de l'Académie française

### l'Espérance

ou le nouvel état de la médecine

Le sang, le cœur,  
le cancer, le rêve,  
par un grand savant  
qui s'adresse  
au public  
le plus vaste



Buchet/chastel

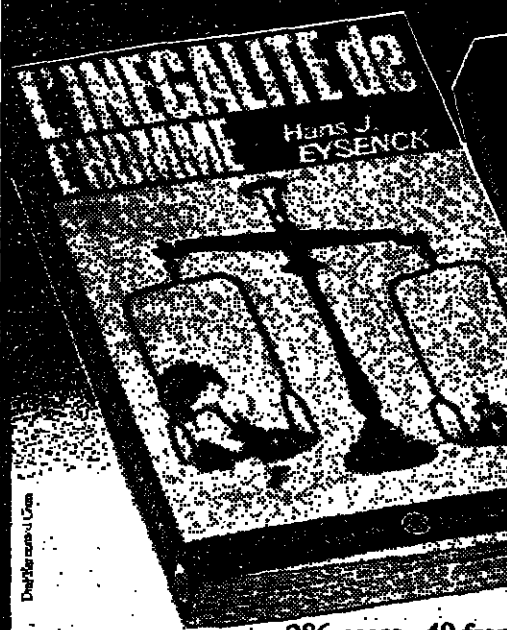
## deux livres fondamentaux sur un sujet controversé

Ces deux livres se réclament des acquisitions les plus récentes de la psychologie scientifique et de la génétique. Ils s'appuient sur toute une série de travaux et d'enquêtes originales, dont le lecteur français n'avait pas connaissance, à moins d'être lui-même un spécialiste.

« Le Nouvel Observateur »

« Inné et acquis », « hérédité et milieu »... quels que soient les termes employés, le débat est fondamental : l'activité intellectuelle de l'homme est-elle définie par son patrimoine génétique, est-elle le reflet de son éducation ? La réponse conditionne le regard que nous portons sur les autres et sur nous-mêmes...

Albert Jacquard  
« La Recherche »



286 pages - 49 francs



376 pages - 66 francs

Vigoureux, souvent amusant, refusant de sombrer dans une technicité rébarbative, voilà un texte à la portée de tout honnête homme du XXe siècle.

« Le Monde de l'Éducation »

Livre riche d'enseignements, non seulement pour les psychologues et les sociologues, mais pour tout public cultivé, l'Inégalité de l'homme ouvre une fenêtre sur l'avenir humain.

« Le Figaro »

Il y a six mois, il fallait attaquer violemment les « nouveaux philosophes » pour être « ins ». Actuellement, il faut les défendre... L'extrême mode est aussi de dire : « Avez-vous lu le bouquin du Pr Eysenck ? »

« Le Quotidien du Médecin »

Le Pr Eysenck est un authentique savant que la connaissance a porté à son index parce qu'il avait osé dire que, si tous les hommes sont égaux devant la loi et devant Dieu, ils sont d'une intelligence inégale et que cette différence est d'origine génétique. Si les autorités voulaient en tenir compte qu'elles soient politiques ou syndicales, chargées de la Justice, de l'Enseignement ou de la Santé, notre société pourrait être meilleure...

« Cahiers de la Société de Criminologie Moderne »

Aussi accessible que l'ouvrage d'Eysenck... Jean Pierre Hébert vise à l'exhaustivité. Il annonce mille références et tient en effet son pari. Les citations, les renvois, les analyses statistiques s'accumulent. Les thèses sont discutées à coups d'arguments numérotés.

« Le Monde de l'Éducation »

Race et intelligence constitue un excellent manuel qui devrait être lu par tous les étudiants et les enseignants d'anthropologie, de psychologie et des sciences humaines et sociales en général.

Georges Heuse,  
secrétaire général de l'Institut International de Biologie Humaine (Hôpital Cochin)

Le « parti intellectuel » avait jusqu'à maintenant préféré la censure à la polémique. Cet étrange mutisme, les auteurs de Race et Intelligence ont voulu le rompre en réunissant tous les éléments du dossier... Ils font le point sur l'un des problèmes les plus controversés de ce temps.

« Le Caducée »

Editions Copernic

11 RUE SAINT-FÉLICITÉ, 75015 PARIS.

DIFFUSION HACHETTE

### Kafka, témoin d'une civilisation en déclin

(Suite de la page 15.)

Trente ans plus tard, Janouch, public, en allemand, une partie des notes prises lors des fileries avec celui qui allait devenir son maître à penser. Clara Malraux en donne aussitôt la traduction en français (2).

Voici aujourd'hui, présentée d'une manière passionnante par Bernard Lortholary, qui respecte le désordre ingénu et la naïveté du jeune homme, la totalité de ces notes. Texte important qui exprime les options esthétiques et éthiques d'un auteur aux multiples racines, dont l'œuvre est, comme nulle autre, enracinée dans son temps.

Prague des années 20 : la première république tchécoslovaque de Masaryk remplacée, en Bohême, en Moravie et en Slovaquie, l'empire biéphale défunt. Tandis que Vienne, l'ancienne autocratie, agonise, étouffée par l'inflation et par le chômage, et que Budapest oscille entre les soviets et Borthy, à Prague, devenue capitale d'un pays démocratique et prospère, la vie artistique et intellectuelle connaît un regain frénétique. Le style des romanciers et des poètes de langue allemande, les Rilke, les Werfel, les Meyrink (en réalité des Français qu'Autrichiens), est le style de cette ville de magie peuplée d'alchimistes, de savants

(2) Gustav Janouch, Kafka m'a dit, Hermann-Lévy, 1962.

et de bureaucrates tatillons. De cette débauche baroque et expressionniste, ces débordements dont la virtuosité raffinée et les métaphores sophistiquées annoncent déjà la décadence, Franz Kafka s'est tenu à l'écart. La diversité de ses appartenances, ses lettres à Milena en sont le reflet, renforce sa solitude et aggrave son aliénation. Il tente de les dépasser par une écriture empreinte d'humour juif, mais d'un classicisme rigoureux.

Il refuse les expériences modernistes, il a le dadaïsme en horreur. Ses sympathies littéraires vont vers Kleist : « Kleist n'est pas un fouilleur ni un amoureux public... la langue ne se trouve pas de fioritures, pas de prétentions... ». Aussi trouve-t-il parfois sa ville surchargée : Prague, « fond raviné de l'océan du temps, recouvert de rochers brouillés qui sont des passions et des rêves refroidis... C'est intéressant, mais à la langue on étouffe ».

Des accents  
prophétiques

En 1920, Kafka est âgé de trente-sept ans. Il lui reste quatre années à vivre entre Prague, les pensions de famille en montagne et Berlin. C'est alors qu'il

abandonne définitivement son travail de fonctionnaire de comptabilité. Sa liaison avec Milena est de plus en plus ambiguë (par pudeur, son journal s'interrompt. Miné par la maladie, il éprouve des difficultés dans la rédaction du Château. Il trouve, cependant, des accents prophétiques quand il fait part à son jeune ami de sa vision lucide, crépusculaire, de l'humanité : « L'être humain n'est plus qu'un résidu de l'histoire dont très bientôt les capacités, insuffisantes, seront remplacées par des automatismes qui penseront impeccablement ».

Sur le nationalisme : « Le nationalisme moderne est une réaction de défense contre l'emprise brutale de la civilisation (technologique). C'est chez les Juifs que cela se voit le mieux. S'ils se trouvaient bien dans le monde... il n'y aurait pas de nationalisme. Nous retournerons chez nous. Vers nos racines ».

Sur le judaïsme : « Peretz, Scholem, Asch, et tous les autres écrivains de l'Orient juif, ne nous donnent, en fait, jamais que des récits populaires. Ils sont dans le vrai, car le judaïsme n'est pas qu'une affaire de foi, c'est avant tout une affaire de pratique sociale : celle d'une communauté déterminée par sa foi ».

Sur la guerre : « On réalise des profits en émettant des ordres qui coûtent moins cher que les soldats et les canons ».

Enfin, sur la révolution : « Plus une révolution s'étend, moins son gain est profond et plus elle est trouble. La révolution étouffe et il ne reste que la vase d'une nouvelle bureaucratie. Les chaînes de l'humanité torturée sont faites de paperasses ».

L'importance de Kafka ne réside pas seulement dans l'expression d'un mystère juif ou social. Le mystère, tel qu'on pourrait le décrypter dans ces textes admirables, serait plutôt la quête farouche de la transcendance dans le labyrinthe d'une civilisation qui se meurt.

EDGAR REICHMANN.

★ LETTRES A OTTLA ET A LA FAMILLE, de Franz Kafka, éditions de la Pléiade, 1977, 200 p., 120 F. Les lettres traduites de l'allemand par Marthe Robert. Appendice par Guy Fritsch-Estrangin. N.E.F. - Gallimard. Coll. « Du monde entier ». 296 pages illustrées, 42 F.

★ CONVERSATIONS AVEC KAFKA, de Gustav Janouch. Texte français, introduction et notes de Bernard Lortholary. Les Lettres nouvelles, Maurice Nadeau, 280 pages, 49 F.

**PRIX DES DEUX MAGOTS**

**l'été meurtrier**

**Sébastien Japrisot**

"un plaisir immense..."

Michel Déon / Le Journal du Dimanche

**dénoël 80.000 ex.**





# culture

Le Monde

LE JOUR  
DU THÉÂTRE

La « Rose des Vents »  
sans l'Etat.

Le maire de Villeneuve-d'Ascq, ville nouvelle de la banlieue lilloise, M. Gérard Caudron (P.S.), a dénoncé avec vigueur, vendredi 8 février, le « scandale » que constitue selon lui le désengagement de l'Etat dans le fonctionnement de l'Espace « Rose des Vents », théâtre moderne construit il y a quelques années seulement. La convention promise pour 1978 était de 235 000 francs. Elle vient d'être ramenée à 175 000 francs, et l'on suppose aussi toute aide à la compagnie La Planchette, qu'anime Jean-Pierre Heymann.

Il est vrai que la situation est singulière. La « Rose des Vents » est reconnue officiellement par l'Etat, mais l'élaboration de son statut est sans cesse reportée. La participation de la commune est donc, pour le moment, sans importance. Mais depuis que la ville nouvelle, voulue et bâtie sur directives des pouvoirs publics, se développe, on a été contrainct de ménager des crédits au ministère de la culture et de l'environnement, alors que sur le plan local la réussite et la qualité de nombreux spectacles ne sont pas remises en cause.

Mais, plus encore, la municipalité de Villeneuve-d'Ascq a signé récemment avec l'Etat une convention qui garantit le développement de la ville nouvelle par un plan quadriennal (le Monde du 14 janvier 1978). M. Caudron constate que cet engagement n'est absolument pas respecté, notamment en ce qui concerne les équipements culturels. — (Corresp.)

Les Baladins  
à Nevers.

Les maisons de la culture s'ouvrent aux non-professionnels. Celle de Nevers organise un festival de théâtre amateur qui se tiendra en juin, entre le 17 et le 24, et réunira des troupes pratiquant la création collective ou la « création de pièces déjà écrites pour adultes et pour enfants. Il y aura également du théâtre de rue — satirique, burlesque, — des groupes d'agit prop, qui, s'ils sont intéressés, peuvent écrire à J.-F. Sève, Théâtre d'essai, Maison de la culture, 58000 Nevers.

Acteurs  
et non-acteurs.

La collection « Malgré tout », dirigée par Emile Copfermann aux éditions Maspéro, publie un recueil de textes théoriques, d'exercices pratiques dus à Augusto Boal : Jeux pour acteurs et non-acteurs. On a découvert Augusto Boal au festival de Nancy dont il est devenu directeur artistique. Après avoir dirigé une troupe populaire polonoise, où chantait et dansait, il a été obligé de s'exiler de son pays, le Brésil. Il est allé à New-York, en Argentine, d'où il a dû également partir, puis au Portugal, où il a travaillé avec les paysans. Il a expérimenté des formes d'intervention théâtrale. Des récits et des dessins, des témoignages font de son livre un document pédagogique qui vient en complément de Théâtre de l'opprimé, également publié chez Maspéro.

Les trois « Macbeth »  
de Lyon.

Le monde du théâtre est peuplé de Lyonnais dont certains restent dans leur ville. A côté des grands, il y a ceux qui se battent pour se faire connaître. Si Gilles Chavassieux et Bruno Carrière arrivent — avec beaucoup de mal — à mener des activités permanentes, Bruno Boeglin réclame désespérément les moyens de faire vivre une merveilleuse salle, l'Eldorado, tandis qu'André Ligeon-Ligeonnet s'est vu obligé de céder son petit Théâtre des Gueux. Ce jeune metteur en scène baroque, violent, insolent, ne renonce pas pour autant. Sa compagnie a pris un nouveau nom : « Sortie de secours » et présente au centre culturel de Villeurbanne, les 15 et 16 février, à 20 h. 30, une troisième version de Macbeth qui s'appelle Pièce 9. La première déroulait ses justes souffrances dans un château en ruine. La seconde, au festival de Fourvière, provoquait l'indignation et la colère de la municipalité. Et celle-ci ?

Théâtre

« LA MOUETTE », PAR BRUNO BAYEN

## Espaces brisés

« La Mouette », que La Fabrique présente à Surrennes, risque d'être le dernier spectacle de cette compagnie, M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, ayant décidé de ne pas renouveler le contrat de Bruno Bayen, en tant que directeur de ce centre dramatique (« le Monde » du 7 février). L'argument avancé est le trop petit nombre de spectateurs touchés. En ce qui concerne « La Mouette », en tout cas, la pièce s'est jouée chaque soir au théâtre Sorano, de Tou-

louse, devant des salles pleines. D'ailleurs, comment calculer la rentabilité d'un créateur ? A la quantité des représentations, à l'importance du public (deux critères qui dépendent aussi des habitudes et de l'organisation) ou à la qualité d'une rencontre entre un homme, une équipe et un texte qu'il marque de son intelligence et de sa sensibilité ? La rencontre de Bruno Bayen avec Tchekhov a quelque chose d'exceptionnel.

Tchekhov traîne avec lui une série de clichés : « petite musique », « nostalgie slave », — qui poussent les metteurs en scène à l'exotisme, au tanglot zigzag, ou, au contraire, à la sécheresse intellectuelle, au romanisme anecdotique. Bruno Bayen ne se contente pas de dans la Russie d'avant 1917. Il renvoie Tchekhov sur leur terrain commun : le théâtre. En tout se passe comme si les déchirements de l'auteur venaient répondre aux questions du metteur en scène. Des pans de valeurs descendant avec leurs cintres, remontent, fragmentent et multiplient l'espace, le temps d'une phrase isolée, d'une réplique qui attend sa réponse. Le théâtre ? La petite scène où Nina (Christine Boisson) déclame la première pièce du jeune Constantin (Marcel Bozonnet) dans le jardin d'Arkadina (Anna Nagara), ce théâtre qui réunit les spectateurs dans une même écoute. Mais chacun n'entend alors que ses propres échos. Chacun, à sa manière, se ferme aux paroles de l'adolescent, et, ainsi,

lui coupe un peu les ailes, le rejette dans l'enfance, dans les bras d'une mère qui trébuche aux portes de la vieillesse. Constantin est tel un Cédipe aux yeux ouverts, un Hémié désagrége par une passion qui lui est refusée. Tel est le noyau brûlant de la pièce. Ce qui se passe, au-delà des mots, entre Marcel Bozonnet et Anna Nagara, ressemble à un vertige, comme il était vu l'indivisible, l'interdit. Marcel Bozonnet a l'exigence acérée de l'enfant éperdu. Anna Nagara dépasse le personnage d'actrice autoritaire. Elle est une femme maternelle, une reine salubrement qui joue sur la fascination qu'elle exerce, tout en originant de ne pas pouvoir accorder aux autres ce qu'ils lui demandent. Fils, frère, ami, amis, gens de maison, accablés à ses lueurs — personnages déphasés qui errent, jamais à la place où ils devraient être, glissent, se cherchent et ne trouvent que leur fantôme ; ces fragiles héros, portés par une sorte de candeur, présentent la chute de leur monde et trisonnent.

Est-ce parce qu'il parle d'une société au destin inachevé que le spectacle a du mal à se terminer ? La troisième partie — le monologue de Nina — qui joue au loto pendant que Nina s'enfonce dans son malheur et que Constantin se suicide — s'effondre dans des mouvements censés nous replacer dans l'espace théâtral. Mais à ce moment, nous sommes devenus trop sensibles aux personnages pour nous en arracher, d'autant que l'interprétation commande toujours la mise en scène. On suit la pièce par les comédiens : Anna Nagara, Marcel Bozonnet, tous deux superbes, mais aussi René Luyon, Trigrine, l'écritain écorché, trop charnel pour se réquie dans les pénétrantes voyages de l'imagination ; Gérard Lory, Sorine, la frêle parasite qui justifie son existence par une bonne humeur acharnée, Elsa Pierce, étrange Macha, secouée de spasmes froids, et Christine Boisson, la Mouette, adolescente gauche, un peu garçonnelle, détruite avant d'avoir grandi.

COLETTE GODARD.  
\* Théâtre Jean-Vilar, Surrennes, du 8 au 16 février, 20 h. 30.

Cinéma

## « SAFRANA OU LE DROIT A LA PAROLE »

de Sidney Sokhona

Un Mauritanien venu en France, en 1960, pour travailler et parer ses études, se mit à faire du cinéma en rapport avec sa situation d'Africain transplanti. Nationalité immigrée (prix Georges Sadoul 1975), le premier film de Sidney Sokhona, dont la réalisation se prolonge sur trois ans, rendait compte, à travers les grèves contre les loyers-taudis, d'une prise de conscience politique. Ainsi était tracé, d'une certaine manière, le chemin que devaient suivre Ali Akka et Anne-Marie Autissier dans Voyage en capital (le Monde du 21 janvier 1977) : dépasser le constat misérabiliste et décrire une expérience idéologique acquise au contact des luttes sociales.

Avec Safrana ou le droit à la parole (tourné en 35 millimètres couleur au lieu du 16 millimètres noir et blanc), Sidney Sokhona a gardé son style de « fiction documentaire », en l'amplifiant par des moyens techniques plus importants. Quatre Africains noirs, ouvriers à Paris, s'en vont faire un stage de formation agricole en Côte-d'Ivoire. Le film y apparaît leur servir dans leur propre pays. Ceci s'inspire d'une réalité vécue par un groupe revenu au Mali, et dont faisait partie l'un des acteurs.

Dans une forme de récit élaborée, mais toujours très claire, Sokhona montre d'abord, pendant un voyage en car, les souvenirs de ses quatre personnages. Ils ont connu les misères habituelles de la condition d'immigré et la déstabilisation des cours d'alphabétisation. Mais ces souvenirs sont, en fait, une réflexion : tous ont compris qu'ils n'avaient rien à gagner à s'insérer tant bien que mal dans le prolétariat parisien. Exploités d'une façon ou d'une autre (séquence étonnante où Diallo, le Sénégalais, est prié, moyennant finances, de se prêter à des jeux sexuels avec un industriel et sa femme), ils n'en rechignent que lorsqu'ils ont retrouvé leur identité.

Grâce au rapport établi entre ces Noirs issus de pays agricoles et de petits agriculteurs français essayant de survivre, le film devient tout à fait remarquable. Le travail de la terre est un trait d'union. Une communication, une solidarité, s'établissent par la parole, ainsi que l'enseignement de certaines coutumes : méthodes de culture et d'élevage. La France, ce n'est plus Paris, mais le monde rural, avec ses vieilles valeurs menacées qui rejoignent certaines traditions africaines. Les immigrés achèvent, en somme, dans cette communauté qui les accepte, leur éducation.

JACQUES SICLIER.

\* La Cif.

## GRÈVE DANS LES THEATRES NATIONAUX

Aucune représentation n'aura lieu ce jeudi 8 février dans les théâtres nationaux (Comédie-Française, Opéra, Théâtre de Châtelet, Théâtre de l'Est parisien, Opéra de Paris, Théâtre national de Strasbourg). A la suite d'un mot d'ordre de grève du Syndicat national des employés techniques et administratifs du spectacle S.N.E.T.A.S. (S.N.E.T.A.S.), le syndicat a maintenu sa décision, car il considère que le ministère de la culture et de l'environnement n'a pas donné « des garanties sérieuses concernant l'ouverture de véritables négociations ». (Les personnels techniques et administratifs S.N.E.T.A.S. des théâtres nationaux rejoignent, notamment, une convention collective et une grille de salaires unique.)

Les billets seront remboursés ou validés pour une autre date au choix, sauf au Théâtre de Châtelet, où les billets pour Meurthe dans la cathédrale seront valables le 5 mars, et ceux pour Cendrille le 23 février.

M. M. Jean-Albert Cartier, choisi par le ministère de la culture et de l'environnement et la mairie de Nancy pour constituer en septembre le « ballet-théâtre français de Nancy », a désigné Mme Béatrice Trillat, directrice de la danse. La nouvelle compagnie, qui entend consacrer à la création contemporaine, organisera, le 8 mars prochain, une audition à Paris pour recueillir une trentaine de danseurs. Les inscriptions doivent être adressées au Théâtre de la Ville, 15, quai de Gervais à Paris-4.

Expositions

## Desseins au pastel de Jean Hélon

En tout, une centaine d'œuvres. Elles traversent près d'un demi-siècle de la vie du peintre : Jean Hélon, saluant quarante ans, plus d'avance en âge, plus sa peinture devient jeune. Et plus il prend de libertés avec les idées préconçues de son époque. Le miracle, c'est que justement ça vient. Ça coule de source. Surtout dans ces pastels, où Hélon, le Français rejoint ses ancêtres du dix-huitième siècle. Il tient d'eux la franchise, le chaleur, la maîtrise, pas les mimétismes.

C'est un chant de couleurs pures et frémissantes, plus fraîches que les suites maritimes, dont il a fait le thème de sa peinture. Il a, que l'on se rassure, près de Charvet, il a trouvé Bignonette, le marché de Bignonette, où il a et son marché rodé en quête de choses à voir et de gens à rencontrer.

Ces derniers temps, il y a moins été. Sa vie balaise. Mais il a tout dans la tête. Sa peinture, baroque et sensuelle comme jamais, devient mentale. Son dessin ne saurait être qu'un dessin. Hélon réinvente, compose ces requiem pour un porteur, déroute ces tabourets de carottes ou de potreaux ; suspend des poisons bleus dans l'espace comme des palmiers, accouple une pensée solitaire à une belle rêverie.

Hélon à Bignonette, c'est un peu Monet, les yeux mi-clos devant les nymphéas. Son regard voilé par une rêverie intérieure. Et dans ces pastels du grand âge, l'admirable liberté et l'autorité du geste pour tracer schématiquement l'allure d'un personnage ou nourrir la surface d'un trait.

L'extraordinaire est aussi de constater d'ad venir le peintre, aujourd'hui saisi par le démon de la spontanéité : de l'abstraction la plus réfléchie et la plus cohérente, mais loquace, par antithèse, au réalisme politique des années 40. Hélon avait alors senti comme une nécessité vitale de donner corps aux spéculations pour se tourner vers la peinture de la vie quotidienne. Un dessin, tel à Marseille en 1942, illustre tel ce passage en catastrophe, qui se poursuit à travers quelques-uns de ses pastels, jusqu'à l'année 1977. On voit dans la rue, des joueurs de billard, un mannequin sans tête dans une vitrine ou bien un intérieur, on retrouve toujours, sous-jacent, le peintre abstrait qui structure les formes et structure les sensations.

JACQUES MICHEL.

\* Hélon, œuvre sur papier depuis 1933, Galerie Karl Fitzkar, 23, rue de Tournai.

Musique

Reprise à l'Opéra

## « LES CONTES D'HOFFMANN » d'Offenbach et Chéreau

Il y a trois ans, lors de la première des Contes d'Hoffmann mis par Patrice Chéreau (le Monde du 30 octobre 1974), les nostalgiques de l'opéra-comique eurent fait de sérieuses réserves sur les libertés prises avec l'œuvre, surtout avec le livret et les décors. Après la Tétralogie de Bayreuth, on se dit qu'Offenbach s'en est plutôt tiré à moindre frais, sans être pleinement convaincu par ce spectacle vraiment admirable, mais qui restait partagé, le théâtre ne pouvant pas à faire corps avec la musique, et le retour aussi fidèle que possible à E.T.A. Hoffmann manquant en partie son but.

Car le vrai fantastique n'est pas un rendez-vous : la musique pittoresque et chaleureuse, d'un opéra-comique révisé à l'indivisible réintroduit dans l'action traditionnelle un peu lâche et la rejette dans une sorte d'objectivité glacée. Rien ne peut faire de la musique elle-même une chose d'une nuit d'amour parfumée, j'ai-ce celle d'un chromo, que l'automate ne soit en réalité une caricature qui joue les automates ; et le docteur Miracle joue son violon d'enfer dans un salon étouffant nous faisait plus sortir de nous-mêmes que son double avec cette voix somnolente, grave et légère, cette jeunesse malicieuse qui le rend plus malicieuse encore, cependant qu'on doit revenir dans le même monde Jules Batten, Michel Sénéchal, Jacques Loreau, Marc Vento, François Arrauzu, Michel Philippe et les chœurs de Jean Laforgue. L'orchestre, certes bon, ne cherche pas à se surpasser, sous la direction pourtant pleine de délicatesse, de précision et d'élégance de Jean Perissin.

JACQUES LONCHAMPT.  
\* Prochaines représentations : les 17 et 23 février, les 4 et 7 mars.

personnages et ces scènes symboliques inventées par Chéreau : quatre hommes en noir portant un cercueil saluent Antonia. Elle répond d'un geste d'écrit et charmant, comme on souhaite bon voyage à une diligente ou à un vaisseau partant pour un long voyage.

La distribution, en grande partie nouvelle, est excellente et l'interprétation de Chéreau (Gustav), dont la voix, jusqu'à récemment, tremblait et se cassait, Kenneth Riegel (Hoffmann) a quelques difficultés dans l'air, mais l'expression vivante et juste a la douceur complexe d'un personnage qui a beaucoup vécu, beaucoup rêvé et aimé, et correspond bien à la création de Chéreau. L'ensemble est digne de l'œuvre d'un Hoffmann déchu couronné après une illusion un peu pitoyable. Danille Chistolina, Olympia pimpante, est un joli rayon de soleil dans les ténégues pas toujours absolument justes, et Christiane Éda-Pierre une étonnante Antonia chez qui la tendresse romantique s'exprime par une timbre d'une profonde richesse.

JACQUES LONCHAMPT.

Notes

Musique

## LES CONCERTS PASDELOUP au Palais des sports

Le but de Jules Pasdeloup, quand il fonda en 1861 l'association qui porte son nom, était de donner des concerts populaires au cirque du boulevard des Filles-du-Calvaire. Ce n'est pas le même but que nous poursuivons aujourd'hui, mais nous nous enfonçons dans la même tradition. Le samedi après-midi au Palais des sports de la porte de Versailles, et le dimanche à l'Opéra de la porte de la Chapelle, nous présentons cinq concerts le samedi après-midi au Palais des sports de la porte de Versailles, et le dimanche à l'Opéra de la porte de la Chapelle. Le samedi après-midi au Palais des sports de la porte de Versailles, et le dimanche à l'Opéra de la porte de la Chapelle. Le samedi après-midi au Palais des sports de la porte de Versailles, et le dimanche à l'Opéra de la porte de la Chapelle.

\* Prochains concerts : festival Gershwin (le 11 février, à 14 h. 30) ; programme Tchaïkovski-Satie. Ivry Gilia, qui réglera le « Concerto » de Michel Legrand sous la direction de compositeur (le 15 février, à 14 h. 30).

Expositions

## DESSINS : RÉALITÉS

« Réalités » : pour dire simplement que les œuvres exposées ne relèvent pas du dessin abstrait, géométrique ou sériel. Une petite exposition de galerie spécialisée dans le dessin, qui comporte des feuilles d'artistes d'origines variées, pour qui le dessin n'est pas forcément le fin de tout, mais qui, lorsqu'ils dessinent, « finalisent » leurs images.

Les bruns pour fenêtres sur jardin luxuriant de Samuel Buri ; mousses pressés dans un box ou prisonniers de l'espace-grille que développe Cusco dans sa dernière « machine » ; chevalier-galliot dans la série (ou dans la famille) de « son homologue » Topine-Lebrun ; Jean-Marie de Bernat-Banilles et paysages d'une suite de photographies reprises pour inscrire en transparence le corps de la femme, avec Bernard Dufour ; tissu luisant et moult

salé quand Françoise Chaillet fragmente les corps ; chausures, ciseaux, placards, draps, de Janine Monplaisir ; natures pseudo-mortes, en fait en évolution, de François Martin... Un très bon échafaudage et l'on retrouve à peu près toute la gamme possible de gris, de grain, de surface ; coups de crayons appliqués et gestes emportés pour des dessins soignés ou faussement négligés.

GENEVIEVE BRERETTE.

\* Galerie « Le dessin », 43, rue de Valenciennes, jusqu'au 23 février.

Théâtre

## « LUNDI, LA FÊTE » de Franco Brusati

Moquette beige, guéridon vernis, campé les (très) jeunes cadrs dynamiques, et sur une moquette beige l'électrophone prêt à déverser du Mozart. Les musiciens pâles sont encore nus, les appliques électriques restent à l'état : Ricky Gagliardi vient juste de prendre possession de cet appartement dans un immeuble de standing — ou supposé tel — situé loin du centre de la ville, dans une résidence appelée les Étoiles de la nuit. Ricky Gagliardi jouit d'une vue imprenable. Sur la lac, précédemment, ses deux voisines, moins favorisées, le lui pardonnent mal : Madame Caruso, mère d'une fille à demi épileptique, et Nanda, jeune célibataire indépendante mais peu fantasmatique. Les convives les pousse dans le living-room, du chef de cabaret, lui qui vit si seul, ne les repousse pas.

C'est la grève générale. Au cours de cette journée entière d'oisiveté, entrent en scène un autre voisin, petit marié à la retraite, un garçon de bureau, avec d'ailleurs, ancien séminariste aride de tendresse, ainsi que le fils de Gagliardi, venu reprocher à son père vieillissant d'avoir toujours trompé sa mère.

Quatre de ces mélodrames finissent par s'entrechoquer, par jaillir ou par inadvertance (de l'utilité du lac pour se noyer et du four à gaz pour s'asphyxier). En attendant ces morts accidentelles, le spectateur assiste aux préparatifs d'un piquenique sur la moquette : « Lundi, c'est fête ! » — et aux crises de larmes de la petite guéridon. Il peut sourire à l'humour cinglant de certaines réparties, au comique noir de quelques situations.

La pièce de Franco Brusati sort cependant agitée. Comment l'auteur du film « Fata et chocolat » a-t-il pu accepter cette mise en scène de Jacques Ronny, qui castrait ses personnages ? Jean-Pierre Darras, Odette Laure, Anick Anselme jouent comme au Bonheur. Seule Mafu Simon semble avoir compris la vraie nature du texte : nouvelle œuvre sur la solitude et l'ennui. Avec ses lunettes et son déguisement de vieille fille décadente, elle sait rendre son agressivité à ce « scénario » italien.

MATHELDE LA BARDONNIE.

\* Théâtre Michel, 20 h. 30.







## LA TROISIÈME SEMAINE MONDIALE DU TOURISME



### LE CONGRÈS S'AMUSE

Comme à l'accoutumée, diverses représentations folkloriques se dérouleront conjointement à l'exposition proprement dite. Chanteurs, danseurs, musiciens des quatre coins du monde se succéderont sur le podium. D'autre part, un festival du film touristique permettra d'apprécier de récentes productions françaises et étrangères. Ces différentes manifestations auront pour cadre la Salle Bleue, au niveau 3.

- ALGERIE : Théâtre national algérien.
- AUTRICHE : Musiciens, chanteurs.
- BRESIL : Musiciens, danseurs, chanteurs.
- COTE-D'IVOIRE : Danseurs, musiciens.
- DOM-TOM : Groupes folkloriques antillais et tahitiens.
- ESPAGNE : Groupes folkloriques des Canaries, de la Costa Brava, chanteurs et musiciens.
- GRANDE-BRETAGNE : Groupe folklorique écossais, danseurs, musiciens et spectacle musico-hall (fin 1977).
- GRECE : Groupe folklorique.
- MEXIQUE : Musiciens et danseurs.
- POITOU-CHARENTES-VENDEE : Mélusine du Poitou : Musiciens et danseurs.
- U.R.S.S. : Musiciens, danseurs, chanteurs.
- U.S.A. : Orchestre de jazz Dixieland, du 10 au 15. Groupes danseurs hawaïens.
- YUGOSLAVIE : Musiciens, danseurs.

La première fois, c'était il y a deux ans, beaucoup n'y croyaient pas, il faut en convenir. Pour les professionnels, c'était des frais importants, bien des tracas avec, au bout, le risque de faire chou blanc. Pour le public, cela pouvait être une foire de plus, un salon comme les autres, avec ticket d'entrée, prospectus, francfort-frites et fondons. Rendons hommage à ceux, quel que soit le côté du stand où ils se sont tenus, marchands ou acheteurs, qui ont fait confiance à l'idée. Nous savons maintenant qu'ils ont eu raison. Et que cette semaine mondiale du tourisme est naturellement devenue l'événement annuel dont on aurait du mal à se passer.

Les chiffres parlent : cette année, soixante-treize tours-opérateurs et agences de voyages (contre soixante-huit l'an dernier) y planteront leur drapeau à deux pas des cinquantaine offices de tourisme étrangers qui mettront un point d'honneur à ce que leurs montagnes, leurs lacs, leurs forêts, leurs océans, leurs déserts, leurs villes et leurs trésors soient présentés. Vingt et un comités régionaux de tourisme vanteront nos provinces, nos bourgs et nos campagnes. Neuf chaînes hôtelières (il n'y en avait que cinq en 1977), dix-sept compagnies de transport, sept d'édition, trois de locations de voitures, plus quelques « divers » compléteront cette brillante participation. Un dernier chiffre.

enfin, le plus intéressant peut-être : les 45 000 visiteurs de 1976 étaient déjà 75 000 l'année suivante. Que les vacances — et dans bien des cas, le voyage proprement dit — soient devenues un besoin, dont les Français, d'ailleurs, entendent bien ne pas vouloir se passer, c'est l'évidence. Les statistiques le démontrent : selon de très récentes études du secrétariat d'Etat au tourisme, près de 11 millions de personnes auront pris des vacances entre le 1<sup>er</sup> octobre 1977 et le 30 avril 1978. Traduites en « séjours », ces données deviennent 13,9 millions d'unités, dont 88,5 % auront l'Hexagone pour cadre, 1,6 million l'étranger.

### UNE INDUSTRIE S'INTERROGE

## Les Européens : le chômage tuera-t-il le voyage ?

La Commission européenne de tourisme (CET), qui groupe les organisations nationales de tourisme de vingt-trois pays (1), a récemment organisé une conférence, à Zurich, afin d'analyser les perspectives touristiques en Europe au cours des années 80. Ce colloque a rassemblé des représentants des administrations et des offices du tourisme, mais aussi des hôteliers, des transporteurs et des agents de voyages. Officiellement, il s'agissait pour la CET de trouver « les bases d'une politique d'action qui pourra être adoptée par l'industrie touristique européenne ». Car « les dix prochaines années seront d'une importance vitale. Afin d'obtenir de meilleurs résultats, il convient d'avoir des idées claires et cohérentes sur les orientations de l'industrie touristique ».

hauteur des intentions. La résolution finale le prouve, puisque la CET est d'abord tombée d'accord pour déclarer que « la liaison technique entre les divers secteurs commerciaux du tourisme, de même qu'entre ces secteurs et les autorités touristiques, doit être améliorée ». Ce qui veut dire, en clair, que chaque profession du tourisme continue à faire bande à part. On l'a bien vu au cours des interventions. Le représentant de l'Association du transport aérien international (IATA) a plaidé pour les compagnies aériennes « guilières et pour leur fiabilité. Le porte-parole de l'IACA (International Air Carrier Association), lui, a vanté les mérites des charters et de leurs prix modiques. M. Jean Claude Murat, président du Syndicat français des agents de voyages (SNAV), et un tour-opérateur suédois ont souligné les revendications de leur profession, par exemple face aux hôteliers. Ceux-ci ont, à leur tour, exprimé leurs doléances.

prévisions et de la conjoncture économique agitée, l'IATA a recommandé à la CET de financer une « véritable » étude qui permettrait de mieux comprendre l'état de santé du tourisme européen, dont M. Laurias (IATA) a rappelé que « la maladie était réelle, même si ses symptômes étaient peu apparents ».

Le colloque s'est retrouvé dans les remarques faites par M. Arthur Haulot, commissaire général du tourisme belge, qui a exprimé son inquiétude devant la montée des crises. Le chômage tuera-t-il le tourisme ? « Nous pensons que les gens ont d'autant plus envie de voyager qu'ils ont plus d'ennuis », a paradoxiquement conclu M. Haulot.

751 avions d'ici dix ans

L'industrie touristique européenne aborde dans le désordre les années 1980. Peut-être naïvement, mais tout, la direction à prendre ? Même pas. La CET avait chargé l'Institut du transport aérien (ITA) de Paris d'entreprendre une étude pilote. Malheureusement, les contraintes budgétaires ont amené l'ITA à se contenter d'une compilation de chiffres et de documents fournis par les organismes officiels et les sociétés (IATA, Boeing, Lockheed, O.C.D.E., British Airways, etc.).

Tout le monde s'accorde à prévoir une croissance du tourisme. Les compagnies aériennes européennes envisagent d'acquiescer au cours des dix prochaines années 751 avions pour faire face à la demande. L'Austrian Institute of Economic Research fixe à 4,4 % le taux moyen de croissance annuelle des nuitées des visiteurs étrangers dans neuf pays récepteurs européens.

On bien faut-il que les professionnels se soucient du marché japonais fort de deux millions de clients et en croissance de + 6 % + 12 % par an ? Ce qui supposerait que les agents de voyages et les transporteurs européens traduisent en langue nipponne leurs prospectus et leurs tarifs.

Perplexes, les membres de la Commission européenne du tourisme ont décidé dans la résolution finale le principe d'une étude « en profondeur ».

ALAIN FAUJAS.

### Croisières en Méditerranée.

A bord du « Daphné », véritable palace de la mer, découvrez la Méditerranée comme jamais vous ne l'aviez vue, avec l'itinéraire de 14 jours le plus intéressant qui puisse être proposé cette année : Gênes, Naples, Alexandrie, Port-Saïd, Haïfa, Kussadasi, Istanbul, Le Pirée, Capri. Tout à bord est prévu pour votre confort : cabines spacieuses, gastronomie, piscines, sports, spectacles, danse.

Départs du 25 mars au 4 novembre. Prix de 3920 F à 12460 F.



CT 5, bd des Capucines 75002 Paris tél. : 366.46.30 ou toutes agences de voyages

Je désire recevoir votre documentation « Flotta Lauro ». Nom : Adresse :

### OU, QUAND COMMENT ?

Heures d'ouverture : de 11 h. à 20 h. tous les jours, du 10 au 19 février sans interruption. Nocturnes les 10 et 17 février jusqu'à 22 heures.

Prix d'entrée : 10 francs. Parking : 1.500 voitures. Porte Maillot. Centre international de Paris. Métro : ligne n° 1, Porte Maillot. Autobus : 73, 43, 82, P.C. Porte Maillot, Palais des Congrès.

## EXCLUSIF: Les deux meilleurs avions vers les deux Amériques.

### CONCORDE

En diminuant de moitié la durée du vol, Concorde permet non seulement de gagner un temps précieux, mais aussi de mieux supporter le décalage horaire et d'arriver en forme à Rio, Caracas, Washington, New York.

### BOEING 747

Le long-courrier subsonique le plus spacieux vous emmène dans les meilleures conditions de confort vers New York, Chicago, Los Angeles, Houston, Montréal, Toronto, Mexico, Caracas, Rio, Bogota, Lima, Quito, Santiago, Cayenne, Manaus, São Paulo, Buenos Aires, Montevideo.

Vers les deux Amériques, seule Air France vous propose uniquement les deux long-courriers les plus performants.



### Foire de Leipzig République Démocratique Allemande

12-19 Mars 1978



Visitez la Foire de Leipzig ! La Foire de Leipzig vous permet de recueillir les meilleures informations, de nouer de précieux contacts et de réaliser d'intéressantes affaires. Pôle d'attraction de cette manifestation : le programme d'exportation de la R.D.A. Les pays du Conseil d'Entente Économique mettront en vedette les résultats obtenus par leur dynamique croissance économique. 9.000 entreprises en provenance d'environ 60 pays présenteront leurs plus importantes réalisations scientifiques et techniques. Un vaste programme de conférences et d'informations sera mis à votre disposition. Leipzig, carrefour du commerce mondial vous attend !

Renseignements et Cartes de Légitimation : Représentation en France de la Foire de Leipzig 137, bd Malesherbes 75017 Paris Tél. : 924.98.40 et Chambres de Commerce de 16 villes de France et aux points de passage de la frontière de la R.D.A.

## DU TOURISME

Les chiffres parlent : cette année, soixante-treize tours-opérateurs et agences de voyages (contre soixante-huit l'an dernier) y planteront leur drapeau à deux pas des cinquantaine offices de tourisme étrangers qui mettront un point d'honneur à ce que leurs montagnes, leurs lacs, leurs forêts, leurs océans, leurs déserts, leurs villes et leurs trésors soient présentés. Vingt et un comités régionaux de tourisme vanteront nos provinces, nos bourgs et nos campagnes. Neuf chaînes hôtelières (il n'y en avait que cinq en 1977), dix-sept compagnies de transport, sept d'édition, trois de locations de voitures, plus quelques « divers » compléteront cette brillante participation. Un dernier chiffre.

### Les Américains

Le tourisme américain en France est en pleine croissance. Les Américains sont de plus en plus nombreux à venir en France pour des vacances. Les statistiques le démontrent : selon de très récentes études du secrétariat d'Etat au tourisme, près de 11 millions de personnes auront pris des vacances entre le 1<sup>er</sup> octobre 1977 et le 30 avril 1978. Traduites en « séjours », ces données deviennent 13,9 millions d'unités, dont 88,5 % auront l'Hexagone pour cadre, 1,6 million l'étranger.

### 10-19 FÉVRIER

PALAIS DES CONGRÈS De 11 h à 20 h. Nocturnes : jusqu'à 22 h. les vendredis 10 et 17 février.

Rêvez de vacances la 3<sup>e</sup> SEMAINE DU TOURISME DES VOYAGES vous aidera à le faire.

300 Spécialistes du Tourisme Films touristiques - Danseurs 14-15-16 Février (Hôtel Maillot) et 17-18-19



## DU TOURISME ET DES VOYAGES

Selon les mêmes sources, les 12,3 millions de séjours d'hiver pris en France se répartissent de la façon suivante, où la campagne se taille la part du lion avec 4 400 000 points; la montagne suit de près avec 4 200 000, dont 3 450 000 aux sports d'hiver; viennent la mer (1 250 000), les villes (1 150 000) et les circuits (250 000).

En 1972-1973, 1 600 000 Français seulement prenaient des vacances d'hiver à la neige. En 1974-1975, ils étaient 2 250 000, et 2 850 000 en 1976-1977. D'autre part, on a chiffré l'accroissement de ces congés par catégories socio-professionnelles depuis 1970: les agriculteurs forment le peloton de tête avec + 225 %. Les employés suivent avec un

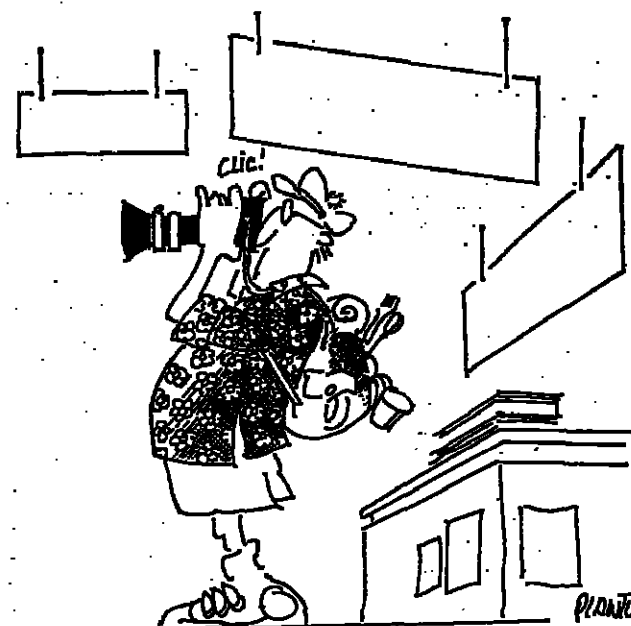
mieux de 127 %, puis les ouvriers (+ 122 %), les cadres moyens (+ 50 %), les professions libérales et cadres supérieurs (+ 35 %), les patrons de l'industrie et du commerce formant la marche avec + 28 %. A noter encore, 44 % des amateurs de sports d'hiver sont âgés de moins de vingt ans, 60 % de moins de trente ans. Quant aux skieurs qui passent nos frontières pour tâter notre neige, ils seront quelque 185 000 Allemands, 100 000 Belges, 35 000 Britanniques, 25 000 Néerlandais et 20 000 Suisses, sans compter les 40 000 étrangers représentant ensemble d'autres nationalités minoritaires.

Du 10 au 23 février, le Centre international de Paris, à la porte Maillot, deviendra

le grand rendez-vous de tous ceux, amateurs de croisières, de vols long-courriers, de soleils exotiques, d'îles (presque) désertes, de ruines antiques ou, tout simplement, de vacances dans un village de Lozère, d'Alsace ou de Bretagne, pour qui il est devenu maintenant tout naturel de s'en remettre à des professionnels confirmés dont c'est le métier de traduire nos rêves en réalités — autant que faire se peut.

Nul doute qu'on se pressera devant les stands — près de deux cent cinquante exposants au total — et que, désormais, les vacances commencent en février.

J.-M. DURAND-SOUFLAND.



Dessins de PLANTU.

### Les Américains : la fin de la guerre des prix ?

HERMAN KAHN, le futurologue de l'Hudson Institute, prédit que le tourisme sera avant la fin du siècle l'industrie la plus importante du monde. L'American Society for Travel Agents (société américaine des agents de voyages, ou ASTA) vient de révéler que, en 1976, 360 milliards de dollars ont été dépensés pour le tourisme alors que « seulement » 31,3 milliards ont été dépensés en armes. Le tourisme a connu cette année-là un essor sans précédent et représenté 6 % du produit brut mondial. En 1976, les États-Unis ont dépensé 98 milliards de dollars en équipements militaires et 120 milliards pour le tourisme. En 1976, 219 millions de voyageurs internationaux ont dépensé 40 milliards de dollars et en 1977, selon les estimations d'ASTA, les voyageurs internationaux en ont dépensé 51 environ. D'autre part, les prévisions pour 1978 sont généralement optimistes.

Les facteurs qui ont contribué à l'épanouissement du tourisme mondial sont, toujours selon ASTA, dans l'ordre: l'amélioration de la situation économique aux États-Unis (un tiers du tourisme international est américain); le fait que le nombre de personnes qui possèdent des automobiles dans le monde est en hausse constante (6 % par an); l'augmentation du niveau de l'éducation à l'échelle planétaire,

la curiosité et le désir de voyage qui en résultent, la baisse des prix des voyages aériens et en particulier l'explosion des charters en 1977.

En 1977, les compagnies aériennes ont transporté 503 millions de passagers (vols intérieurs et internationaux) contre 475 millions en 1976. Le nombre de passagers qui ont emprunté les lignes régulières a augmenté en 1977, mais le nombre de passagers sur des vols charters a effectué un véritable saut quantitatif: en juin 1977, 42,6 % des Américains qui se rendaient en Europe empruntaient des charters. D'une façon générale, les avions qui relient l'Europe aux États-Unis ont tourné l'année dernière à 60 % de leur capacité. Selon ASTA, les chiffres d'affaires respectifs de toutes les branches du tourisme sont montés en flèche: hôtels, locations de voitures, croisières maritimes, trains, avions, tous accusent des chiffres nettement supérieurs à ceux de 1976.

#### Quémander des subsides

Quelques ombres cependant à ce tableau idyllique. En raison du chômage et de l'inflation, l'essor du tourisme en Europe a été plus lent que celui des États-Unis. Le tourisme n'a pas été réparti de façon égale de par le

vaste monde: des événements politiques et des raisons commerciales techniques (tension raciale à la Jamaïque, grèves et chaufferies en Italie, absence d'infrastructures dans nombre de pays africains, restrictions administratives, etc.) l'ont ralenti dans certaines régions.

D'autre part, le gonflement sans précédent du chiffre d'affaires ne s'est pas accompagné d'une hausse des bénéfices, loin de là. Nombre de compagnies aériennes, d'autobus et de trains ont été contraintes de quémander des subsides gouvernementaux. En effet, à l'heure où les prix des billets baissent, les coûts de la main-d'œuvre, de l'équipement et de l'énergie étaient en hausse constante. Plusieurs charters internationaux d'hôtels ont connu, en 1977, des difficultés financières. Les compagnies aériennes américaines ont également se heurter à des difficultés de trésorerie: elles devront trouver 5 milliards de dollars d'ici trois ans pour remplacer leurs appareils vieillissants, et 60 milliards entre 1980 et 1990 pour la rénovation et l'extension de leurs équipements. Ces dépenses devront être absorbées par les passagers, et ASTA estime que l'ère des voyages aériens au rabais ne durera pas: les tarifs se fixeront quelque part à mi-distance entre les anciens prix et les prix actuels.

LOUIS WIZNITZER.

### EN VITRINE ET EN COULISSE

Les Guides bleus seront présents, pour la première fois à la S.M.T. (2<sup>e</sup> niveau, stand G 38-39). Les visiteurs pourront y consulter la collection complète des Guides bleus à ce jour et, si tel est leur désir, acquérir sur place ces ouvrages.

Les chemins de fer européens seront représentés: outre la S.N.C.F., participeront, en effet, le chemin de fer allemand, les chemins de fer de l'Etat danois et les British Rail.

Une absence remarquée, celle du Club Méditerranée, qui persiste à boudier la Semaine depuis qu'elle existe.

Toutes nos provinces, régions et départements seront là: Aquitaine, Auvergne, Bouches-du-Rhône, Bourgogne, Cannes, Champagne-Ardenne, Corse, Dauphiné, DOM-TOM, Franche-Comté, Guadeloupe, Hautes-Alpes, Ile-de-France, Langue-doc-Roussillon, Limousin, Martinique, Midi-Pyrénées, Monaco, Nancy, Nice, Normandie, Nouvelle-Calédonie, Paris, Picardie, Poitou-Charentes-Vendée, Polynésie, Provence, Réunion, Savoie.

Les grands loueurs d'automobiles, bateaux et caravanes. Bénédictin, Hertz, Europcar, Hertz, Localcar, Picaland, Mercedes-Benz France, Sodiscar et Voile-Voyage.

Les promoteurs du salon sont des professionnels réunis au sein de l'Association pour la semaine mondiale du tourisme et des voyages. Il s'agit du Syndicat national des agents de voyages (SNAV); de l'Association des offices nationaux étrangers de tourisme en France (ADONET); de la Fédération française des techniciens supérieurs du tourisme (F.F.T.S.T.) et des Editions touristiques.

L'hôtellerie sera représentée par Hôtels Agrupados, Dar Jarba, Hotel (hôtels en Tunisie), Hotel Service Paris-France, la société des Grands Hôtels du Gabon, Maroc, Hôtel Novotel, Paris Hotel Association, Rank Hotels, Saffir, Samir, Sheraton, Syndicat national des chaînes d'hôtels et de restaurants (S.N.C.H.). (Sociétés hôtelières et touristiques de Tunisie), Tourneuse, Tour House Forta Hotels, U.T.H., Unell International.

Il y aura désormais des « reines » du tourisme, puisque une Miss France du tourisme et une Miss monde du tourisme seront, pour la première fois, élues durant la troisième Semaine mondiale.

### PARTIR SANS S'ABSTENIR...

A l'occasion de la Semaine mondiale, la question sera souvent posée de savoir comment les clients d'agences de voyages prenant leurs vacances lors des consultations électorales peuvent néanmoins s'acquiescer de leur devoir de citoyen. On peut voter par procuration, selon les dispositions prévues par le code électoral. Le détail des modalités d'exercice du droit de vote par procuration est contenu dans la circulaire ministérielle n° 7.628 du 23 janvier 1976, mise à jour en février 1977, et prise en application de la loi n° 73.1329 du 31 décembre 1975.

Qui peut voter par procuration? Outre les personnes résidant à l'étranger, « les citoyens qui ont quitté leur résidence habituelle pour prendre leurs congés de vacances ».

Qui peut être désigné comme mandataire? Une personne choisie par l'électeur et qui doit: jouir de ses droits électoraux; être inscrite dans la même commune que son mandant. A Paris, Lyon, Marseille, un mandant inscrit dans un arrondissement peut désigner comme mandataire un électeur inscrit dans un autre arrondissement; le mandataire ne peut disposer de plus de deux procurations.

Devant qui établir les procurations? Pour les personnes résidant en France: soit le juge du tribunal d'instance, soit un officier de police judiciaire (tous les renseignements nécessaires et la liste des magistrats et officiers de police judiciaire sont affichés dans les mairies). Pour les personnes ne trouvant hors de France, l'autorité consulaire dont elles dépendent.

Pièces à produire: pièce d'identité du mandant (carte d'identité ou passeport); le jus-

tificatif de l'inscription au voyage ou au séjour réservé; la carte d'électeur; une pièce d'identité du mandataire; la carte d'électeur du mandataire. (Tous ces formalités, la présence du mandataire n'est pas nécessaire, la procuration est établie sans frais.)

#### ÉVADEZ-VOUS EN CAMPING-CAR SODISCAR

RENSEIGNEMENTS - RESERVATIONS  
STAND 3 G 37  
C.I.P. - Porte Maillot  
Du 10 AU 19 FÉVRIER  
ou

Ecrivez à:  
**SODISCAR**  
B.P. 26,  
77104 MEAUX CEDEX  
Tél.: 434-41-18

#### paris new-york 1500

Départ Paris A-R  
ATHÈNES 700 F  
ALGER 830 F  
TUNIS\* 830 F  
MONTRÉAL 1 500 F  
BOMBAY 2 250 F  
BANGKOK 2 250 F

Départ Marseille A-R  
DELHI 2 250 F  
Départ Genève aller-retour  
LIMA 2 480 F

\* sans prestations  
A vols V.A.R.A.

VOLS A DATES FIXES  
**kenya 3600**

Circuit 2 semaines  
du 3-3 au 19-3  
du 31-3 au 16-4  
du 16-4 au 23-4

NOUVELLES FRONTIÈRES  
TOURAVENTURE  
66, boulevard Saint-Michel  
75006 PARIS  
Tél. 329.12.14  
34, rue Franklin  
69002 LYON  
Tél. 37.16.47  
13, rue Aumône-Vieille  
13100 AIX-EN-PROVENCE  
Tél. 26.47.22

Semaine mondiale du tourisme et des voyages  
stand 3 F 29

CAR FERRIES  
**Sealink**  
AÉROGLISSEURS  
**Seaspeed**

LE PLUS GRAND CHOIX POUR L'ANGLÈTERRE

AGENT GÉNÉRAL: Sealink/Seaspeed  
4, rue de Surène, 75008 Paris. Tél. (1) 266.52.14 télex 650.294

**SNCF**

#### L'AFRIQUE DU SUD

Renseignez-vous sur les possibilités touristiques extraordinaires dans ce pays unique.

L'OFFICE DU TOURISME SUD-AFRICAIN vous attend à la III<sup>e</sup> SEMAINE MONDIALE DU TOURISME ET DES VOYAGES.  
C.I.P. - Porte Maillot,  
du 10 au 19 février 1978.  
STANDS IT 72/73

Rêvez de vacances...  
**la 3<sup>e</sup> SEMAINE MONDIALE  
DU TOURISME ET  
DES VOYAGES**  
vous aidera à les réussir

300 Spécialistes du Tourisme  
Films touristiques · Danses folkloriques **ENTRÉE : 10 F**

14-15-16 Février (Hôtel Méridien) - FORUM-EXPOSITION sur les CONGRÈS  
et VOYAGES D'ENTREPRISE



# CARNET

## Naissances

— M. Eric de BAZELAIRE et Mme. née Isabelle Destrum, Solenne et Céline, sont heureux d'annoncer la naissance de leur cinquième enfant.  
Astrid,  
le 11 janvier 1978 à Toulon.

— M. et Mme Albert Desmarais ont la grande joie de faire part de la naissance de leur cinquième petit-enfant.  
Quentin,  
le 6 février à Djakarta, au foyer de Laurent AURELIN et Pascale, née Desmarais.  
57, boulevard Gambetta,  
92020 Champs,  
Ambassade de France,  
Djakarta (Indonésie).

— François-Xavier GUFFLET et Anne, née de Somer d'Assenay, sont heureux d'annoncer la naissance de leur cinquième enfant.  
Alexis,  
le 10 janvier 1978,  
13, rue Mathurin-Régner,  
75015 Paris.

## Décès

### Le général Roger MIQUEL

Nous apprenons le décès du général de corps d'armée (C.R.) Roger MIQUEL, dont les obsèques sont célébrées ce jeudi 9 février, à 16 heures, en l'église d'Alès (Loz).  
Né le 20 août 1906 à Cahors (Lot), Roger Miquel sort de Saint-Cyr dans l'arme blindée et cavalerie, et il est nommé observateur d'aviation. En décembre 1942, avec le grade de lieutenant-colonel, il est attaché militaire à Tanger et, officier des affaires indigènes, il est en août 1943 à la direction des affaires politiques à Rabat. Colonel en 1945, il commande l'école d'application de l'arme blindée et cavalerie.  
En 1946, avec le grade de général de brigade, il dirige l'arme blindée avant de devenir, en 1948, commandant de la subdivision d'Alger et des confins algéro-marocains. Promu général de division en 1952, il commande la division et la région de Meknès, et il est nommé, en 1953, général commandant supérieur des troupes du Maroc.  
Avec le rang et l'appellation de général de corps d'armée, il commande en 1955 la 1<sup>re</sup> région militaire et la zone de défense n° 2 à Toulouse, dont dépendent, notamment, les écoles et les centres parachutistes nombreux dans le Sud-Ouest. En mai 1958, il est choisi par le général Raoul Salan et les principaux chefs militaires en Algérie pour diriger l'opération « Résurrection », c'est-à-dire la mission de débarquement en métropole et l'occupation de Paris, qui devaient accompagner le retour aux affaires du général Charles de Gaulle.

Le 20 août 1958, le général Miquel est passé en deuxième section (réserve), ayant atteint la limite d'âge de son rang. Au mois de novembre, il est candidat aux élections législatives à Orléans, et il est battu par M. Foucaud-Duparc. Le général Miquel était grand-croix de la Légion d'honneur.

— La direction et tous les collaborateurs des Laboratoires P.O.S. ont la très grande tristesse de faire part du décès de

M. Maurice BUCHAILLAT, directeur des relations extérieures, survenu le 28 janvier 1978.  
L'inhumation a eu lieu à Gordes.

— Mme Roland Dédina, ses enfants, sa belle-famille, ont la tristesse de faire part du décès de M. Roland DEDINA, survenu le 4 février 1978.  
Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Marie-Hélène Demund, Mme Véronique Demund (en religion P.S. Christine-Véronique de Jésus), Mme Pierre Demund, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>re</sup> Christian DEMUND, avocat à la cour.

leur père et fils, survenu à Saint-Cloud dans sa soixante et unième année.  
L'enterrement a eu lieu dans la plus stricte intimité en l'église de Saint-Cloud.

— Mme Michel DUREL, ses filles et leur famille ont la tristesse de faire part du décès de M. Michel DUREL, survenu le 8 février à Gournay-sur-Marne.  
Un service religieux sera célébré le vendredi 10 février, à 11 heures, en l'église Saint-Basile d'Épône.  
L'inhumation aura lieu au cimetière d'Épône.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
50, boulevard de la Résistance,  
92400 Gournay-sur-Marne.

— Nous apprenons le décès de M. Jacques MANGENOT, officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris le 4 février.

Né en 1920 à Montrouilly-sous-Bois, Jacques Mangenot a fait ses études à Nogent-sur-Marne et à Versailles avant d'être diplômé de l'École centrale des arts et manufactures et de l'Institut d'études supérieures des industries économiques du litt. Ancien député, Jacques Mangenot commença sa carrière comme directeur général de SOGECREME (1945-1947); par la suite il était administrateur de la société Pernod (1948), dont il devint successivement directeur technique (1949), secrétaire général (1953) et enfin vice-président en 1971 avant la fusion avec Ricard. Administrateur de plusieurs sociétés de boissons, il occupait des responsabilités dans des organisations professionnelles : président du Syndicat national des fabricants de spiritueux communs à l'eau (depuis 1960), trésorier de l'Union nationale des producteurs de jus de fruits et de légumes (depuis 1961), membre de l'assemblée permanente du C.N.P.F. (depuis 1967).

— Mlle Françoise Girault, Mlle Michèle Girault, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis GIRAULT, ancien gouverneur de Tahiti, administrateur des colonies, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, officier de l'ordre des Palmes académiques.

médaille de la Résistance.  
leur père, décédé le 3 février 1978, à l'âge de soixante-dix-huit ans, en son domicile, 28, rue Emile-Zola, à Mitry-le-Nouveau (77200).  
L'inhumation a eu lieu le mardi 7 février 1978, dans la plus stricte intimité, au cimetière de Mitry-le-Nouveau, dans le caveau de famille.  
Une messe sera dite à sa mémoire le dimanche 12 février, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-des-Anges, à Mitry-le-Nouveau.

— Mme Eugène Le Borgne, M. et Mme Gilbert Guilbert et leurs enfants, M. et Mme Jean Forest et leurs enfants, M. et Mme Yves Le Borgne et Mme Léon Cléch et son fils, les familles Bourjal et Le Borgne, ont la douleur de faire part du décès de

M. Eugène LE BORGNE, agrégé de l'Université, docteur en sciences.

L'inhumation a eu lieu à Vieux-Marché (Côte-d'Or) le 8 février 1978 dans l'intimité.

M. Ambroise FAUZAT, secrétaire général honoraire du Muséum national d'histoire naturelle, chevalier de la Légion d'honneur, officier des palmes académiques, le 3 février 1978.

Le défunt ayant fait don de son corps à la science, il n'y aura pas de cérémonie funèbre.  
15, rue Jussieu, 75005 Paris.

— Georges Mougin, Bernard Gutierrez-Mougin, Armand Gutierrez-Mougin, Jean Champy, et les familles Champy, Lassere, Poirier, Fulgencier, Schmidt, Yon, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Georges MOUGIN, née Marguerite Champy.

leur épouse, mère, grand-mère, fille, tante et cousine.  
Le service religieux aura lieu le vendredi 10 février, en l'église Saint-Hippolyte d'Épône, à Paris (19), 64, avenue Raymond-Poincaré, où l'on se réunira à 8 h. 30.  
Un service religieux sera célébré le samedi 11 février, à 8 h. 30, en l'église de La Garenne, à La Rochelle (Charente-Maritime), suivi de l'inhumation dans la sépulture de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
106, rue de la Palmarie, 75116 Paris.  
62, rue Frank-Delmas, (17) La Rochelle.

— Vienne (Autriche), Lyon, Saint-Etienne, Montpellier, Palavas-les-Flots, M. et Mme Pierre Noir, Eric et Isabelle, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre NOIR, à l'âge de quarante-trois ans, survenu à Taipei (Taïwan) le 30 janvier 1978.

Les obsèques auront lieu au Champeau-Fougerolles, Saint-Etienne (42), de 10 heures à 11 heures, en l'église de la paroisse mortelle.

Colloredo, 38-4-11-30, Vienne (Autriche).  
Les Oncles, rue Sire de Joinville, Palavas-les-Flots.

— Mme A. Pauzat, son épouse, Frédéric Bernard, son fils, font part du décès, survenu dans sa soixante-huitième année, de

M. Ambroise FAUZAT, secrétaire général honoraire du Muséum national d'histoire naturelle, chevalier de la Légion d'honneur, officier des palmes académiques, le 3 février 1978.  
Le défunt ayant fait don de son corps à la science, il n'y aura pas de cérémonie funèbre.  
15, rue Jussieu, 75005 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les tarifs de « Carie de Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Mme Jacques Pochon, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Pierre Pochon et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques POCHON, professeur honoraire à l'Institut Pasteur, correspondant de l'Académie des sciences, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 7 février 1978 au Chesnay.

Le service religieux sera célébré le vendredi 10 février 1978, à 9 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Sécheresse, avenue du Docteur Schweitzer, au Chesnay, Pardy-II (Yvelines).  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lachaise, ce même jour vers 11 h. 15.

Résidence George-Sac, 8, rue La Pérouse, 75150 Paris-12-Le Chesnay.

(Né le 30 mai 1907, Jacques Pochon était docteur en médecine et docteur en sciences. Sa carrière, il l'a faite entièrement à l'Institut Pasteur, où il était entré comme boursier en 1933. Assistant en 1934, il était devenu chef de laboratoire en 1941 et professeur en 1952. Jusqu'à sa retraite, le professeur Pochon était chef du service de microbiologie du sol. Il était membre correspondant de l'Académie des sciences.)

— Mme Oscar WEILL, M. et Mme Arthur Sandry et leur fils, ont la douleur de faire part du décès de

M. Oscar WEILL, survenu le 3 février 1978, à l'âge de quatre-vingt-six ans.  
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

10, rue de Verdun, 92000 Asnières, 12, rue Parrot, 75013 Paris.

## Messes anniversaires

— Pour l'anniversaire de la mort de M. Louis FRÉDÉRIC, décédé le 18 février 1973, une messe sera célébrée le 12 février, à 9 heures, en l'église Saint-Etienne de Cély-en-Bière (77).

— Une messe anniversaire sera célébrée à la mémoire du président Bernard LAFAY, le lundi 13 février, à 19 heures, en l'église Saint-Ferdinand des Termes, 27, rue d'Armaille, 75017 Paris. Ses amis et collaborateurs invitent tous ceux qui l'ont connu et aimé à venir s'y recueillir.

## Avis de messe

— Une messe sera célébrée en la chapelle de la Légion d'honneur, place Joffre, le mardi 14 février 1978, à 18 h. 30, à la mémoire de la

baronne FERNOT DU BREUIL, née Elisabeth de Lamirault, décédée le 16 janvier 1978.

## Communications diverses

Lutte contre le tabac  
Trois journées spéciales pour les personnes désireuses de fumer Applications des dernières méthodes « anti-tabac » à l'oreille : implant, aglutin, champignonnet. Se présenter samedi 11, dimanche 12 et lundi 13 février 1978, de 9 heures à 12 heures. Centre physio-psycho-éducatif du Président Wilson, Paris (18), Métro Alma-Marceau. Tél. : 723-88-80.

## Salon du vieux papier de collection

Livres, Cartes postales, Gravures, Bandes dessinées, Affiches, Journaux, etc. Du 3 au 12 février 1978 ancienne gare de La Bastille

## Visites et conférences

### VENDEDI 10 FEVRIER

— Visites guidées de PROMENADES. — 14 h. 45, 47, avenue des Gobelins, Mme Collin : « Manufacture des Gobelins ».

15 h., rue Sainte-Odile, Mme Gagnier-Ahlberg : « Saint-Eugène et son quartier ».

15 h., métro Bourse, sortie Viennaise, Mme Oswald : « Le Bourse de Paris ».

15 h., 7, rue Pavart, Mme Fennec : « L'Opéra comique ».

15 h., 22, rue de Sévigné, Mme Rivoire : « Musée Carnavalet » (Classe nationale des monuments historiques).

15 h., métro Sèvres-Marcus, « Abbaye Saint-Martin-des-Champs » (A travers Paris).

15 h., 17, quai d'Anjou : « L'Hôtel de Launay » (Mme Fennec).

15 h., 8, place des Vosges, Mme Just : « Victor Hugo dans sa maison » (Mme Hager).

15 h., 23, rue de Sévigné : « Le décor de la Vie parisienne au dix-huitième siècle » (Paris et son Histoire).

15 h., 30, avenue Dutuit : « Chez Ledoyen » (Tourisme culturel).

14 h. 30, 107, rue de Rivoli, Mme Fochler-Hendon : « Le porcelaine de Chantilly ».

CONFÉRENCES. — 15 h., salle de l'église Saint-Léon, Saint-Gilles, 92, rue Saint-Denis : « Moyen Empire, Nouvel Empire ».

20 h. 30, 11, rue Kappler : « La culture et la concentration » (Logos des Théophrastes (entrée libre)).

20 h., salons Latévia, 45, boulevard Raspail : « Comment vivre sagement, résister à la vie » (Esprit et Vie).

20 h. 45, 26, rue Bergère, M. Robert Merson : « La problématique des fruits en nutrition humaine » (l'homme et la Connaissance).

## Le conseil du jour :

n'oubliez pas de vérifier que vous avez quelques SCHWEPPES Lemon d'avance.

## Le Monde

Service des Abonnements 5, rue des Italiens 75221 PARIS - CEDEX 08 C.C.P. 6207-22

ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - T.O.M. 115 F. 228 F. 440 F. TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VUE NORMALE 245 F. 395 F. 785 F. (par mandat)

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG 145 F. 225 F. 385 F. II. — SUISSE 135 F. 215 F. 375 F.

Par voie télégraphique. Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : les abonnés ou provinciaux (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à nous adresser leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimée.

# Familles, défendez-vous.

## N'OUBLIEZ PAS LES FAMILLES

en vente aujourd'hui partout 4F

# UN FOIE DEUX REINS TROIS RAISONS DE BOIRE CONTREX

et d'adopter un régime raisonnable

77-55, rue 100 à 278

## offres d'emploi

### 2 INGENIEURS

DES ETIENNES ON EQUIVALENT

### JURISTE D'ENTREPRISE

EST ET A ELEVOIR AU NIVEAU JURIDIQUE DU SECTEUR

### PHARMACIEN

EN PHARMACIE

### LOGISTA

Société de conseil, de services et d'assistance en informatique

### ingénieurs

GRANDES ECOLES

### ingénieurs

informaticiens

### emploi régie

Grande Société fabriquant et distribuant des produits de quincaillerie à grande consommation, cherche pour GRANDE VILLE DE L'EST

### CADRE COMMERCIAL

une personne expérimentée pour l'entretien et la mise à jour des fichiers de la clientèle. Possibilité d'une extension de la clientèle à brève échéance.

Le candidat à cette offre devra adresser son dossier (CV, lettres de recommandation, etc.) à :

Logista, 80, rue d'Alsace, 92000 Paris.

Réponse et discussion assurées.

### SELECTION

pour les postes de :  
- Ingénieur  
- Chef de service  
- Chef de département  
- Chef de bureau  
- Chef de section  
- Chef de groupe  
- Chef de projet  
- Chef de mission  
- Chef de centre  
- Chef de région  
- Chef de zone  
- Chef de territoire  
- Chef de secteur  
- Chef de département  
- Chef de bureau  
- Chef de section  
- Chef de groupe  
- Chef de projet  
- Chef de mission  
- Chef de centre  
- Chef de région  
- Chef de zone  
- Chef de territoire  
- Chef de secteur

Logista, 80, rue d'Alsace, 92000 Paris.

Réponse et discussion assurées.

مركز من الأصل





	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

## L'immobilier

appartements vente

### Paris Rive droite

16<sup>e</sup> STUDIO Récent 29 m<sup>2</sup> + loggia 9 m<sup>2</sup>, gde cuisine, 170.000 F. - 256-25-26

BOURSE Calme, Soleil. Beau séjour + chbr, 21 m<sup>2</sup>, parfait état, téléphone. 270.000 F. - 258-62-17

19<sup>e</sup> PYRENEES Du imm. caractère, STUDIO ref. n<sup>o</sup> 5, de bains, coin cuis. équipée. Prix 70.000 F. La propriétaire. MONTESFORT 544-12-04

TRINITE 5 pces, bain, 140 m<sup>2</sup>, 11 confort, poss. prof. libérale. MICHEL & REYL - 265-90-05

MAIRIAIS Imm. de gde qualité, 4<sup>e</sup> étage sans ascenseur, duplex 125 m<sup>2</sup>, double living, 3 chbrs, salle de bain, état impeccable. MONTESFORT 544-12-04

Propriétaire vend très joli studio de caractère, 25 m<sup>2</sup>, 781. 46, rue des Trois-Frères. Vendredi, samedi 11 à 15 h.

PALAI-ROYAL bel imm. pierre de taille, ascenseur, v.o., gde surtelle à rénover, 80 m<sup>2</sup> en totalité ou divisible, 6<sup>e</sup> étage. Prix : 535.000 F. - 272-28-51

AV. OPERA (près rénovation de l'axe dans bel imm. pierre de T., asc., vide-orcures, STUDIO à partir de 150.000 F. Excellent placement - 252-28-51

BEAUBOURG (Pompidou) Immeuble pierre de taille, chbr 7 m<sup>2</sup>, asc., 42.000 F. - 264-17-72

12<sup>e</sup> ST-ANTOINE charmant ancien, poutres, rev. duplex, anciens frais à rénover, 160 m<sup>2</sup> à débiter. Me 141, pr rend 50 720-29-26 ou 828-26-25

METRO REPUBLIQUE dans rue calme, bon immeuble p. de l. living double avec chbrs + 3 chbrs, s. de bain en marbre, cuis. Tél. 3<sup>e</sup> étage sur rue et cour. 700.000 F. - 257-75-22 heures de bureau

2<sup>e</sup> PRES PLACE DES VICTOIRES particulier à part, asc. 120 m<sup>2</sup>, 4<sup>e</sup> étage, clair, 60.000 F. - Tél. : 508-38-19

PRES IENA VRAIMENT EXCEPTIONNEL. 5<sup>e</sup> ét., gde balc. APPT 277 m<sup>2</sup>, 9 pièces dont RECEPTION, 100 m<sup>2</sup> de jardin, 3 chbrs + 3 chbrs serv. Etat d'usage accepté. PROPOSITION. 1.400.000 F. - 222-28-51

HALLS 74 p, 5 chambres décorées. Vue s/esplanade, sud. Imm. ravale, asc. - 271-25-65

MONTMARTRE, îlot de verdure dans hôtel part. sarcofage. 260.000 F. - 264-27-53

MARAIIS - Beau studio confort, carac., bon placem. 215.000 F. - 254-45-45 ou 380-45-47

MONTMARTRE, Trés bel imm. sél.-chbrs, cuis. s. de bain, 300 m<sup>2</sup>, prix 125.000 F. - 325-81-30

PL. PETES - Trés bel imm. bricoleur ravale, 3 pces, cuis. escalier, 100.000 F. - 325-81-30

R. ROCHER, 4 belles pces, cuis. wc, prévoir travaux, 600.000 F. - 325-81-30

DIRECTEMENT SUR PARC MONCEAU DANS PRESTIGIEUX HOTEL PARTICULIER DUPLEX 130 M<sup>2</sup> avec terrasse. 22 APPTS 250 M<sup>2</sup> et 500 M<sup>2</sup> Vis DIRECTE par Propriétaire Pour renseignements et VISITE - 734-93-36

VRAI MARAIS 5-7, rue des Tournelles Rénovation de grande qualité du STUDIO au 3-4-6 p. en DUPLEX. Visite 15 jours de 14 h. à 17 h. même dim. ou tél. heures bureau 359-30-85

TROCADERO Avenue Paul-Doumer, très beau duplex, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> étages, 190 m<sup>2</sup>, réception, 58 m<sup>2</sup>, 4 chbrs principales, balcons, terrasses aux deux niveaux, tout confort, chambre de service. Box. Entièrement et vue panoramique. BEER, tél. 22-27-25

GAI-DESTRAIT Calme, soleil, terrasse, aménagement, 3 pces, chbrs serv. MONTESFORT 544-12-04

MUETTE Très lumineux 4 pces, 4 bails, 4 chbrs serv. 200.000 F. - 258-62-17

### Paris Rive gauche

Magnif. STUDIOS 27 à 48 m<sup>2</sup> jamaie, 120.000 F. - 256-25-26

21<sup>e</sup> RUE DES PLANTES (17<sup>e</sup>) Rue de Grenelle pittoresc. bel imm. rénové duplex 5<sup>e</sup> + 6<sup>e</sup> ét., (asc.) 120 m<sup>2</sup>, 4 chbrs, 2 w.c., caractère, oi. soleil. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> PEULIERIES dans petit immeuble NEUF 2 appartements-studios. Part. 100 et 91 m<sup>2</sup>, réunion poss. Livraison début 1978

CHAMBER DES DEPUTES Immeuble XVIII<sup>e</sup> siècle classé, 5 pces en duplex, 120 m<sup>2</sup>, charme, confort. T. : 260-39-11, p. 262

SOLFIERINO-UNIVERSITE lux 2 p, 120 m<sup>2</sup> + 50 m<sup>2</sup> box, asc. duplex original, T. ODE, 95-10

2<sup>e</sup> PRES QUARTIER LATIN STUDIOS 33 m<sup>2</sup> + balcon. Prévisions 100.000 F. - 256-25-26

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

### ROLAND GARROS (Près)

Face au BOIS DE BOULOGNE. Restauration d'un hôtel partiel, prestations de luxe. 3, 5 PCEES, 3 bails. Création d'un garage en sous-sol. SUR PLACE

merci, vend. 14 à 17 h. 7, 80 ANTOLE-FRANCE, à BOULOGNE, au 256-12-72

12<sup>e</sup> PEULIERIES dans petit immeuble NEUF 2 appartements-studios. Part. 100 et 91 m<sup>2</sup>, réunion poss. Livraison début 1978

CHAMBER DES DEPUTES Immeuble XVIII<sup>e</sup> siècle classé, 5 pces en duplex, 120 m<sup>2</sup>, charme, confort. T. : 260-39-11, p. 262

SOLFIERINO-UNIVERSITE lux 2 p, 120 m<sup>2</sup> + 50 m<sup>2</sup> box, asc. duplex original, T. ODE, 95-10

2<sup>e</sup> PRES QUARTIER LATIN STUDIOS 33 m<sup>2</sup> + balcon. Prévisions 100.000 F. - 256-25-26

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

12<sup>e</sup> RUE DE PLOUVERIE Dans bel immeuble neuf. 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50

PARIS-RAONANIL « VILLA POIRIER » 3 pces de 3 et 4 p. Prix moyen 7.100 F. 10 m<sup>2</sup> habitables, ferme et définitif. Renseignements et vente sur place, 2, boulevard. Tél. : 257-44-50





# Le Monde

# régions

## Corse

### Le conseil régional de l'île va être « élargi »

De notre correspondant

Ajaccio. — Les conseillers régionaux et généraux de la gauche se sont abstenus d'assister à la réunion d'information générale organisée le 8 février à la préfecture, sous la présidence de M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre. Ils estiment que ce voyage revêtait « un caractère électoraliste insupportable ». M. Dominati s'est défendu de cette accusation.

Dans son discours, le secrétaire d'Etat a dressé le bilan d'application de la charte de développement établie par les assemblées régionales en juillet 1976 (465 millions de crédits convertis depuis lors). M. Dominati a, d'autre part, donné lecture d'un message de M. Raymond Barre. Le premier ministre se dit convaincu que « la Corse trouvera la voie de son avenir dans l'affirmation de sa personnalité et dans son développement économique et original adapté à son insularité ».

L'institution d'un véritable pouvoir régional étant placée par la gauche au cœur de la campagne

## Ile-de-France

Un arrêté du maire de Paris

### MONS DE DÉSORDRE DANS LES TRAVAUX DE VOIRIE

Le Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris du 4 février publie un arrêté du maire concernant la programmation des travaux de voirie dans la capitale. « Aucun travail, quelle que soit son importance, ne peut être entrepris sur un tronçon de la voirie publique sans une autorisation écrite du maire de Paris », prévoit le premier article de l'arrêté. Désormais, aucun service, aucune administration ne pourra percer un trottoir ou une chaussée sans en avoir obtenu l'autorisation.

L'autorisation d'ouvrir un chantier fixe la date de début des travaux, le délai d'exécution, les limites des emprises, ainsi que toutes les prescriptions particulières relatives à la marche du chantier et à la remise en état des revêtements. Aucune ouverture de tranchée n'est autorisée sur une chaussée ou un trottoir qui aura déjà fait l'objet de travaux réalisés dans le cadre de la procédure de coordination des travaux. Ce délai est porté à trois ans pour les chaussées ou trottoirs qui ont reçu un revêtement neuf.

Ces décisions du maire de Paris complètent et renforcent un précédent arrêté pris en septembre 1967 par le préfet de Paris.

### Naissance d'un nouveau quartier à Cergy-Pontoise

Par vingt-deux voix contre quinze et une abstention, le syndicat communautaire d'aménagement de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), vient d'approuver le programme définitif de la ZAC de Cergy-Pontoise, seconde tranche d'une opération qui, à terme, offrira quatorze mille logements et comptera cinquante mille habitants sur une superficie de 730 hectares.

Le 6 octobre 1975, le S.C.A. avait repoussé le projet de ZAC de l'Hautill (à vocation résidentielle) pour lui préférer celui du Puiseux, qui aurait dû être réalisé ultérieurement. Les élus du S.C.A., hostiles à l'urbanisation de l'Hautill, dont ils affirment la vocation d'espace vert, avaient demandé que le quartier du Puiseux soit réalisé en priorité.

Mais le S.C.A. devait revenir partiellement sur cette décision. En effet, alors que le dossier de l'Hautill en était au stade de la réalisation, les études concernant le Puiseux commençaient à peine. L'établissement public d'aménagement ne pouvait, sans dommage pour la ville nouvelle, cesser toute construction durant la période de deux ans. Ce coup d'arrêt aurait pu être fatal au développement de l'agglomération. Ainsi, les élus ont-ils décidé de réaliser simultanément les deux opérations, tout en rognant le programme initial de l'Hautill.

Une première tranche de deux cent cinquante logements a été mise en construction au Puiseux.

Le second programme adopté le 30 janvier comprend trois mille sept cents logements, dont 35 % de maisons individuelles, 14 000 mètres carrés de commerce, 75 000 mètres carrés de bureaux. La ZAC offrira cinq mille emplois. Elle sera desservie en 1981 par la S.N.C.F.

Plusieurs modifications ont été apportées au projet initial : le nouveau quartier aura un aspect plus traditionnel que le reste de la ville ; les immeubles ne dépasseront pas quatre étages, et la proportion de maisons individuelles sera plus forte que prévu.

La ville nouvelle n'a pas souffert du mouvement de mauvaise humeur qu'ont en les élus en octobre 1975. Elle continue aujourd'hui sa croissance à un rythme satisfaisant puisque l'établissement public met en chantier deux mille sept cents logements chaque année.

## A PROPOS DE...

Une décision judiciaire à Caen

### CHÈRES INONDATIONS

Personne n'est responsable des intempéries, mais on peut — et on doit — se prémunir contre leurs conséquences, ainsi que le montre une récente décision du tribunal administratif de Caen.

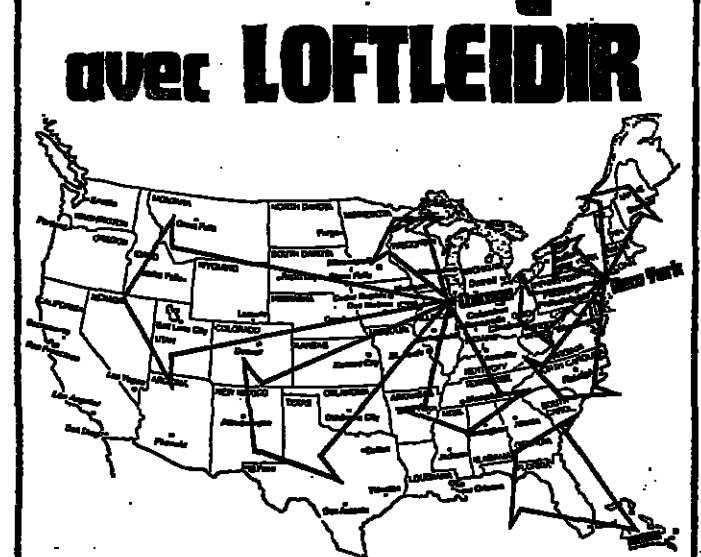
Celui-ci vient de déclarer que l'Etat et la ville étaient responsables pour motifs des dégâts causés à plusieurs pavillons par des pluies torrentielles survenues en août 1975 ; cela parce que le réseau d'égouts était en mauvais état.

Plusieurs habitants de la ville avaient déposé une requête auprès du tribunal administratif pour obtenir réparation des dommages qu'ils avaient subis après l'inondation de leur pavillon.

Dans l'un des cas, le tribunal a considéré que les travaux réalisés avaient modifié l'état naturel des lieux et aggravé les conséquences du sinistre. Le réseau d'égouts était, d'autre part, mal adapté. L'Etat et la ville de Caen ont été condamnés à payer solidairement la somme de 8 072 F au propriétaire du pavillon.

Pour deux autres plaignants, c'est le défaut d'entretien des bouches d'égout qui a été retenu à l'encontre de la ville de Caen. Celle-ci devra payer la moitié des dommages.

## L'AMERIQUE avec LOFTLEIDIR



**NEW YORK**  
1650 F\*

**CHICAGO**  
1745 F\*

Echappez à la confusion tarifaire actuelle vers l'Amérique en choisissant LOFTLEIDIR qui reste l'une des solutions les plus économiques :

- New York aller-retour F. 1650
- Chicago aller-retour F. 1745

Ces tarifs excursions 14/45 jours, ouverts à tous, n'impliquent pas une date limite d'inscription et autorisent les changements de réservation.

N'oublions pas de mentionner, en plus de ces tarifs excursions, les conditions exceptionnelles proposées par LOFTLEIDIR pour les voyages de longue durée :

- aller-retour New York valable un an F. 2.150
- aller-retour Chicago valable un an F. 2.300

Grâce à ces tarifs transatlantiques, toute l'Amérique vous est offerte. Quelle que soit votre destination finale aux USA, décidez d'entrer, soit par New York, soit par Chicago et bénéficiez des tarifs intérieurs

**LOFTLEIDIR ICELANDIC**

32, rue du 4-Septembre, 75002 Paris  
tél. 01.73.75.42 - 742.52.26  
32 bis, rue du MI Joffre 08000 Nice  
tél. 88.73.41

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

ou interrogez votre agent de voyages, il nous connaît bien !

## Languedoc-Roussillon

### LE CARNAVAL OCCITAN DE MONTPELLIER N'AURA PAS LIEU

Le carnaval de Montpellier, qui devait se tenir du 6 au 12 février, n'aura pas lieu. L'association Algard, qui est une organisation occitane montpelliéraine, indique dans un communiqué, que ce projet était l'aboutissement d'une année entière de recherches auxquelles étaient livrés plusieurs ateliers culturels. Cette fête culturelle, selon Algard, ne pouvait se concevoir qu'avec la participation massive des habitants de la ville. Mais, devant l'opposition du conseil municipal de Montpellier à la réalisation de cette fête, l'association « se voit dans l'obligation d'annuler sa participation au carnaval de 1978 ».

A la mairie de Montpellier, que dirige M. Georges Frêche (socialiste), on précise que, après avoir consulté plusieurs associations culturelles immédiatement après les élections municipales de mars 1977, la décision a été prise de ne pas organiser le carnaval. Le climat de violence et de provocation qui règne actuellement à Montpellier, dit-on dans l'entourage du maire, a fait de la fête des élections législatives, a conduit la municipalité à ne pas approuver l'initiative d'Algard.

Deux solutions ont été proposées à cette association, qui les a refusées : organiser le carnaval dans un des quartiers de la ville bien déterminé, donc facile à contrôler ; organiser le carnaval en mai.

## Aquitaine

### DEUX ENQUÊTES D'UTILITÉ PUBLIQUE ANNULÉES À PAU

Deux enquêtes d'utilité publique concernant la construction d'un port de plaisance et d'une lacustre ont été annulées, le 7 février, par le tribunal administratif de Pau (Pyénées-Atlantiques).

Ces enquêtes avaient été autorisées par deux arrêtés pris par le préfet des Landes en septembre 1976. Estimant qu'elles étaient dénuées de tout caractère préalable aux travaux de la décision préfectorale.

Le tribunal administratif de Pau, a suivi dans ses conclusions le commissaire du gouvernement et a prononcé l'annulation des deux arrêtés.

Le port d'Albret, créé sur l'initiative de la mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine prévoit, sur une superficie totale de 244 hectares, la création d'un plan d'eau salée de 60 hectares, des plages sur les rives et des centres d'hébergement pour quinze mille lits.

## SPORTS

### FOOTBALL

### LE MATCH NUL (2 A 2) DE LA FRANCE CONTRE L'ITALIE Un bon résultat en vue du prochain rendez-vous en Coupe du monde

Naples. — Dans le même temps où les clubs engagés dans les compétitions européennes sacrifient de plus en plus à l'espionnage de leurs adversaires, le maintien de la rencontre Italie-France fixée à Naples le 8 février, soit moins de quatre mois avant que les deux équipes ne s'affrontent le 2 juin à Mar-de-Plata pour leur premier match en Coupe du

monde, pouvait paraître paradoxal. Heureusement pour l'intérêt du match, les circonstances ont empêché les deux sélections de cacher leur jeu et leurs meilleurs atouts. Un résultat nul (2 à 2) a permis d'éviter que l'une ou l'autre équipe ne prenne un ascendant moral décisif sur sa rivale avant le grand rendez-vous du mois de juin.

De notre envoyé spécial

L'avant-centre italien Francisco Graziani marqua le deuxième but après un débordement de Claudio Sala, empêchant jusqu'alors sur tout le front de l'attaque.

Une nouvelle fois, les Italiens, qui n'ont plus été battus par les Français depuis les Jeux olympiques d'Anvers en 1920, semblaient devoir s'imposer, grâce à une plus grande rigueur, devant des adversaires aux qualités et aux défauts assez semblables. Pour suivre trop à la lettre les conseils de Michel Hidalgo, qui leur avait recommandé de jouer ce match pour leur plaisir, sans trop penser au résultat, les footballeurs français manquaient alors de la détermination indispensable pour pouvoir mener à bien leurs actions.

Comme à Rio-de-Janeiro, les footballeurs français ont démontré à Naples qu'ils avaient des ressources assez exceptionnelles pour remonter un handicap de deux buts sur le terrain d'équipes comme le Brésil ou l'Italie. Il leur reste à disputer désormais des matches pleins et à éviter certaines erreurs de jeunesse, trop flagrantes pour ne pas être vite corrigées.

Quant aux Italiens, qui ne négligent pas, pour le moment, le 2 juin, à Mar-de-Plata, d'un arbitrage aussi favorable, ce premier résultat nul encourage à domicile depuis plusieurs années confirme bien un déclin que l'opinion publique n'est pas prête à accepter. Désormais, le doute ne quittera plus Enzo Bearzot et ses sélections jusqu'au mois de juin en Argentine. C'est peut-être le meilleur résultat que les footballeurs français pouvaient espérer.

GÉRARD ALBOUY.

### La capacité de réagir

Les remplacements d'Olivier Rouyer par Albert Gemmrich, puis de Jean Guillon par Henri Michel, les montres incisives de l'arrière central Marius Trésor et la prise de responsabilité de Michel Platini, allaient transformer l'équipe de France en deuxième mi-temps. Face à des rivaux devenus entreprenants, les Italiens montraient alors leurs limites — et surtout leur fragilité nerveuse.

Comme à la parade, Dominique Bathenay réduisait de la tête le score des cinquante minutes, sur corner. Souvent affolés en défense, les Italiens concédaient quelques-uns de ces coups francs qu'affectionne Michel Platini à une vingtaine de mètres des buts adverses. Comme un tigre en cage, le vétéran italien Dino Zoff, malgré ses soixante et une sélections, masquait mal sa fébrilité en se déplaçant sans cesse d'un côté à l'autre de ses poteaux de but. Les défenseurs italiens n'acceptaient pas de se tenir à 9 mètres du tireur. Une première fois, Michel Platini expédia d'un tir brossé le ballon dans les buts, mais M. Martinez, qui n'avait pas suffi, le faisait rebondir. Ce n'était que partie remise pour Michel Platini, à neuf minutes de la fin du match.

Chaque équipe ayant dominé un mi-temps, ce premier résultat nul obtenu par la France en Italie peut paraître équilibré, à défaut d'avoir la même signification pour les deux sélections.

### D'un sport à l'autre...

**NATATION.** — L'Australien Tracey Wickham a battu, mercredi 8 février, à Brisbane (Queensland), le record du monde du 1 500 mètres en 16 min. 14 sec. 93. L'ancien record était détenu par l'Américain Alice Brown, en 16 min. 24 sec. 60. Tracey Wickham est âgé de quinze ans.

**SKI.** — Perrine Pelen a remporté à Saint-Gervais le slalom spécial du Kandahar (84 sec. 35), devant la récente championne du monde, l'Autrichienne Lea Sottnik (84 sec. 90) et Fabienne Serrat (85 sec. 17).

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » S. r. l. des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : no 5747.

## LE DÉBAT POLITIQUE

### Mitterrand : le gouvernement pour défendre

Le débat politique s'est ouvert hier à Paris, sous la présidence de M. Mitterrand, par la lecture d'un message du président de la République. Ce message, qui a été lu par M. Mitterrand lui-même, a été accueilli avec une grande attention par les journalistes et les membres du gouvernement. Le message traitait de la situation politique et économique du pays, et de la nécessité de défendre les intérêts de la France.

M. Mitterrand a souligné la importance de la coopération entre le gouvernement et le parlement, et a appelé à une action concertée pour relever les défis qui se posent à la France. Il a également évoqué la situation internationale, et la nécessité de maintenir la paix et la stabilité en Europe.

Le message a été lu dans une atmosphère de recueillement, et a été suivi d'un débat animé entre les membres du gouvernement et les journalistes. Les débats ont porté sur la politique étrangère, la politique économique, et la situation sociale du pays.

## CONJONCTURE

ÉPRISE MODÉRÉE DE L'ACTIVITÉ PRÉVUE PAR LE C.N.P.F.

Le Comité National de Prévision (C.N.P.F.) a publié hier ses prévisions pour l'année 1978. Selon ces prévisions, l'activité économique de la France devrait connaître une légère baisse par rapport à 1977, mais elle restera globalement stable. Le C.N.P.F. estime que la production industrielle sera en légère baisse, tandis que la consommation des ménages restera stable.

Les prévisions du C.N.P.F. sont basées sur une série d'hypothèses, dont la stabilité des prix, la poursuite de la politique de rigueur, et la poursuite de la coopération internationale. Le C.N.P.F. estime que ces hypothèses sont réalistes, et que les prévisions qu'il a publiées sont donc fiables.

Le C.N.P.F. a également publié ses prévisions pour le premier trimestre de 1978. Selon ces prévisions, l'activité économique de la France devrait connaître une légère baisse par rapport au premier trimestre de 1977, mais elle restera globalement stable. Le C.N.P.F. estime que la production industrielle sera en légère baisse, tandis que la consommation des ménages restera stable.

Les prévisions du C.N.P.F. sont basées sur une série d'hypothèses, dont la stabilité des prix, la poursuite de la politique de rigueur, et la poursuite de la coopération internationale. Le C.N.P.F. estime que ces hypothèses sont réalistes, et que les prévisions qu'il a publiées sont donc fiables.

**F. LEVINEUR SOCIÉTÉ CIVILE**

10, rue de la Harpe, 75001 Paris  
tél. 01.42.36.10

Capital : 100 000 F  
Siège social : 10, rue de la Harpe, 75001 Paris  
Régist. Com. 100 000 F  
N° de TVA : 207 000 000

Objet de la Société : exploitation de la presse, édition, diffusion, vente de journaux et publications.

Président : F. LEVINEUR  
Directeur : J. FAVET

مكتبة من الأصل



# économie

## LE DÉBAT POLITIQUE AUTOUR DE LA DÉPRÉCIATION DU FRANC

### A. Mitterrand : le gouvernement n'a pas fait son devoir pour défendre le franc

Face à l'offensive sur notre monnaie nationale, le gouvernement n'a pas fait son devoir, a déclaré M. François Mitterrand, mercredi après-midi lors de sa conférence de presse. Occupé à battre campagne, il n'a réagi que par des déclarations irresponsables attirant l'attention de la crise et la confiance croissante que les Français mettent dans la gauche. Tout passe comme si le gouvernement et les partis qui le soutiennent pensaient avoir intérêt à l'échec de la France.

Devant la carence du gouvernement, le président de la République, afin que, au-delà d'une déclaration de principe sans portée, il rappelle au gouvernement son devoir que la Constitution lui confie en son article 20 de défendre la monnaie de la nation.

Le recul du franc de 4 % en six semaines par rapport au dollar reflète, selon le leader socialiste, l'échec de la politique économique et industrielle conduite par les gouvernements de ces dernières années. Plusieurs crises brutales ont ponctué la dégradation continue et accélérée de la valeur du franc. En 1958, 1 mark allemand valait 1 F ; il valait 1,97 F en septembre 1976 ; il vaut

2,32 F à ce jour. Ce qui revient à dire que les Français doivent travailler aujourd'hui deux fois plus que les Allemands de l'Ouest pour acheter le même bien à l'étranger.

Pour M. Mitterrand, « la spéculation actuelle sur le franc est née de la vente massive de francs par un petit nombre de très puissants résidents français opérant par le biais de banques américaines ; elle a été relayée les jours suivants par des mouvements de couverture à terme relatifs aux opérations de commerce extérieur ».

M. Mitterrand a ensuite énuméré divers moyens par lesquels les pouvoirs publics peuvent agir contre la spéculation.

« Ils peuvent faire comprendre aux intermédiaires agissant sur le marché des changes leurs responsabilités au regard de la nation. Ils peuvent réduire de huit à un jour — comme en Grande-Bretagne — les délais d'achat de devises au comptant. Ils peuvent réduire de deux mois à quelques jours l'échéance de la couverture à terme d'opérations commerciales vis-à-vis de l'intérieur. Et en cas de détournement de cette procédure par achat de valeurs étrangères, ils peuvent exiger que ces achats soient limités aux valeurs étrangères vendues par d'autres résidents français ».

À ces moyens d'encadrement des mouvements de capitaux, le gouvernement doit ajouter des moyens de contrôle contre la fraude dont il dispose et dont il refuse de se servir. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas ordonné à la direction générale des douanes d'enquêter, comme elle en a la mission et comme le général de Gaulle l'avait fait lors de la crise spéculative de 1968, sur l'origine précise des opérations de change engagées depuis quinze jours par les grandes banques américaines exerçant en France, premier maillon de la chaîne spéculative, alors que les États-Unis, eux-mêmes, contrôlent avec une grande rigueur les transferts financiers des sociétés multinationales ? »

Selon M. Mitterrand, « les 100 milliards de francs dévalués de la totalité du budget annuel de l'État, qui dorment dans les comptes numérotés suisses éclairés d'une curieuse lumière le sentiment national de leurs possesseurs. Il est intolérable qu'à cette situation acquise vienne s'ajouter une spéculation ouverte s'appuyant sur la complicité poli-

tique du gouvernement. Il est intolérable que les ministres français, premier ministre en tête, garantissent à l'avance l'impunité aux spéculateurs en dénonçant les électeurs comme responsables des fuites à venir ».

Pour les socialistes, a conclu M. Mitterrand, il n'y a pas un franc de droite et un franc de gauche. Il y a le franc de la France. Sa valeur doit être défendue sans défaillance, car il y va du pouvoir d'achat des Français et de l'indépendance économique du pays ».

En réponse à des questions, M. Mitterrand a apporté quelques compléments à sa déclaration.

« Concentration monétaire avec l'Allemagne... » Avez-vous besoin de demander des assurances à l'Allemagne fédérale pour défendre le franc en cas de victoire de la gauche aux législatives ? M. Mitterrand pense que la question « ne se pose pas dans ces termes ». Mais, s'agissant de ce son récent entretien avec M. Brandt, il estime que « les bonnes relations entre socialistes français et sociaux-démocrates allemands permettent de mieux connaître les projets techniques permettant de répondre aux intérêts de nos deux peuples », en matière monétaire notamment.

Commentant les difficultés du franc à l'occasion d'une visite dans le Pas-de-Calais, le mercredi 8 février, M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a estimé que « la France accuse les faiblesses d'une situation économique malade depuis déjà longtemps ». « Que M. Brandt se décide enfin à lever le secret bancaire », a-t-il ajouté.

Le mardi soir 7 février, au cours d'une réunion à Loches (Indre-et-Loire), M. Robert Fabre avait indiqué : « Il n'y a pas de spéculateurs à gauche ».

### MATIGNON : la stabilité sera mieux assurée par notre politique

On déclarait mercredi après-midi, à l'hôtel Matignon : « Les Français ne peuvent, par expérience, ignorer que la stabilité de notre monnaie est mieux assurée par la politique que conduit le gouvernement, que par celle que propose M. Mitterrand ».

Répondant aux journalistes à la sortie du conseil des ministres de mercredi, M. Raymond Barre leur a déclaré (avant donc la conférence de presse du premier secrétaire du parti socialiste) : « Lorsque s'agit des questions monétaires, la première règle est la silence. Vous savez bien ce que les bavardages peuvent provoquer dans ces conditions, ne me posez pas régulièrement la question puisque ma réponse sera : je resterais silencieux, je m'en tiens à ce que vous ne l'avez pas encore compris ».

### Le redressement se confirme

(Suite de la première page.)

Dans l'état actuel des choses, il apparaît peu probable qu'il ne laisse pas de traces dans l'évolution à plus long terme de notre monnaie, qui continue d'être orientée vers la baisse vis-à-vis en tout cas des pays qui ont su conquérir leur indépendance monétaire à l'égard du dollar, celle boudée dérivants : Suisse, R.F.A., Pays-Bas, Belgique, etc. et désormais aussi Grande-Bretagne.

Quelle objective s'agit-il pour le franc après les élections ? Le laisser plus ou moins « accroché » au dollar, comme il l'est depuis le 22 septembre 1976 (lancement du plan Barre), ou bien, ce qui serait nécessaire pour lutter contre l'inflation intérieure, se donner une ambition plus haute. C'est-à-dire se rapprocher par exemple, de l'exemple britannique ? Voilà une question éminemment politique même si les moyens pour l'appliquer ressortissent aux décisions économiques et aux règles de la gestion financière. Mais elle est totalement absente du débat électoral.

Depuis le 15 mars 1976, date de la sortie du franc du « serpent », la perte de valeur par rapport au deutschemark dépasse 23 % ; par rapport au franc suisse, 30 %. Le lancement du « plan Barre » n'a guère ralenti cette évolution, puisque depuis le 22 septembre 1976 le recul est respectivement d'environ 14 % et 20 %.

Face à cette lente mais sûre dégradation, dont le récent assaut contre le franc est le dernier épisode, l'opinion française doit se contenter d'une politique qui elle-même, au mieux, semble-t-il, à trouver le moins mauvais argument capable de faire avancer la compréhension du phénomène. Dans sa conférence de presse de mercredi, le premier secrétaire du parti socialiste a relancé la controverse en s'adressant à son parti : « Le franc, c'est la République, c'est ce qui, au-delà d'une déclaration de principe sans portée, rappelle au gouvernement le devoir que la Constitution lui confie en son article 20 de déterminer et de défendre la monnaie de la nation ».

Doit-on penser que les mesures préconisées par M. François Mitterrand seraient plus de « portée » ? Elles sont de deux sortes. Le premier secrétaire du parti socialiste admet d'abord les autorités responsables de renforcer le contrôle des changes (comme cela est prescrit dans le chapitre X du programme commun). Et de citer en exemple plusieurs des dispositions qui pourraient être prises. L'une d'elles est d'établir une « devise-titre » (les Français ne pourraient acheter des actions et des titres cotés dans les bourses étrangères qu'à l'aide d'un « titre » qui en posséderait déjà). Comme il est à craindre que les acheteurs seraient plus nombreux que les vendeurs, le cours de la devise-titre serait apprécié tous les jours la dépréciation du franc par rapport à un cours officiel jugé de plus en plus artificiel à cause de la multiplication des contrôles.

Ces contrôles eux-mêmes seraient-ils de nature à protéger les cours ? M. Mitterrand recommande de réduire de huit à un jour — comme en Grande-Bretagne — les délais d'achat laissés aux importateurs pour acheter des devises étrangères. Cette disposition draconienne n'a pas empêché la livre sterling de s'effondrer quasiment en octobre 1976. On objectera que le marché français peut plus facilement être isolé, parce qu'il n'y a pas de balances dans le commerce de pays étrangers en livres sterling. On pourrait bien sûr le rendre plus imperméable à la spéculation en interdisant quasiment aux importateurs de « se couvrir » à terme, comme le demande M. Mitterrand (qui envisage de réduire le terme à quelques jours). Il ne faut jamais oublier que si l'on peut jusqu'à un certain point réglementer les achats à l'extérieur, les vraies difficultés commencent quand on voit les recettes d'exportation, sur lesquelles un gouver-

nement n'a pas de prise, commencer à baisser. L'expérience montre que l'inflation intérieure s'accroît dans un pays qui se « ferme » sur lui-même, rendant plus difficile les ventes à l'étranger.

M. Mitterrand demande également au gouvernement de s'en prendre aux spéculateurs. Là encore, il se montre fidèle à la lettre et à l'esprit du programme commun selon lequel « la spéculation contre la monnaie constituera un délit défini par la loi ». Les crédits d'achats de devises contre francs seraient émis de quelques gros spéculateurs français via des banques américaines. Il n'y a aucun doute que les grosses entreprises — comme de moins importantes — se sont « couvertes » à l'étranger et les gestionnaires des firmes, la spéculation est une opération de protection. Le malentendu ne peut guère être plus total. Il continuera longtemps à faire l'objet d'âpres discussions surtout dans un pays où une longue tradition rend les seuls « accapareurs » responsables du mauvais fonctionnement des marchés.

C'est avec des arguments emportant inégalement la conviction que le gouvernement a répondu à M. Mitterrand. M. Robert Boulin lui a reproché les chiffres « absurdes » qu'il a cités pour évaluer la masse des capitaux français réfugiés à Genève ou à Zurich, en faisant remarquer que l'estimation faite par le premier secrétaire du P.S. était supérieure au volume de la circulation monétaire en Suisse. Le chiffre de M. Mitterrand est peut-être qui le sait au juste ? — trop élevé mais il n'est pas exact non plus de dire, comme M. Boulin, que la totalité des capitaux en question figure au passif des banques helvétiques.

PAUL FABRA.

### CONJONCTURE

#### REPRISE MODÉRÉE DE L'ACTIVITÉ PRÉVOIE LE C.N.P.F.

« Pour le premier semestre de 1978, on devrait retrouver une reprise modérée de l'activité liée au redressement progressif de la production dans les industries de consommation et la poursuite des croissances dans les industries d'équipement : la dernière enquête de l'INSEE auprès des industriels confirme d'ailleurs que les perspectives, perceptibles et indicatives, sont optimistes à l'égard de l'activité », indique le C.N.P.F. (Conseil national du patronat français) dans sa dernière enquête de conjoncture.

« Il n'est pas sûr toutefois, ajoute le C.N.P.F., que le redressement de l'activité soit suffisant pour permettre aux entreprises d'accroître les progrès de production dont le rythme en 1977 a été inférieur de moitié à celui enregistré avant la crise. L'année dernière, la progression des coûts unitaires n'a pas dépassé 9 %, mais elle demeure supérieure à la hausse des prix à la production : 6 à 7 %. Ceci explique, pour un industriel sur deux, l'errance en décembre par l'INSEE, le blâme des prix représente la cause principale de la déflation de la trésorerie ».

« Au total, conclut le C.N.P.F., la restauration des marges des entreprises demeure, après la lutte contre l'inflation, un des points de la conjoncture conjoncturelle à court terme, dans un contexte d'expansion modérée et de concurrence aigüe ».

### SOCIAL

#### A l'exception de la banquette parisienne

La situation était redevenue quasi normale mercredi 8 février après-midi dans les centres de tri de province et de Paris, après les jours de protestation et de solidarité à la fin de la semaine dernière et lundi et mardi 6 et 7 février. On notait également, dans les centres de tri de la banquette parisienne, une diminution du nombre de grévistes qui, selon l'administration, est passé de 30 % mercredi matin à 12 % dans l'après-midi.

Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des postiers ont cependant maintenu leur préavis de grève de vingt-quatre heures mercredi 9 février dans la région parisienne, sans pour autant donner de consignes de grève précises. Mercredi matin, l'administration faisait état de 25 % de grévistes dans les centres de tri de banlieue, et de 2,5 % à Paris, et quelques perturbations dans des centres de Nantes, Angers et Dijon.

Les deux organisations syndicales réclament des négociations sur la situation des vacataires.

### SOCIAL

#### LA REPRISE DU TRAVAIL S'EST GÉNÉRALISÉE DANS LES CENTRES DE TRI

M. Jean-Pierre Capron, ingénieur en chef des mines, est nommé directeur des carburants. Le 10 septembre 1976, M. Jean-Pierre Capron est ancien élève de l'école polytechnique et ingénieur en chef des mines. De 1974 à 1976, il fut chargé de mission à la direction du Trésor. En janvier 1976, il entre comme chargé de mission au cabinet de M. Jean-Pierre Fourcade, alors ministre de l'économie et des finances. En septembre 1976, il est nommé directeur de l'équipement et du matériel technique qu'il occupe jusqu'en avril 1977.

### EXPORTATION ILLICITE DE CAPITAUX

M. Daniel Hué, cinquante-sept ans, courriel au ministère des affaires étrangères, et appelé à ce fait à effectuer de très nombreux voyages à l'étranger, a été interpellé le 6 février par des agents des douanes, à Paris, à la gare du Nord, d'où il s'apprêtait à gagner la Belgique en transportant des billets de 500 F répartis en plusieurs paquets enveloppés de « papier cadeau ».

Il a expliqué qu'il transportait ces fonds, comme il l'avait déjà fait à maintes reprises, pour le compte de M. René Philippe, soixante-trois ans, arbitrage à la Bourse.

Ce dernier, questionné, a contesté ce fait. Pris subitement de troubles cardiaques, il fut transporté en ambulance dans un hôpital parisien, mais il n'y fut pas admis. Et on ne l'a plus revu.

Quant à M. Hué, il a été inculpé d'exportation de capitaux sans autorisation par M. Raymond Lecerf, premier juge d'instruction, qui l'a placé sous mandat de dépôt. Il a choisi M<sup>e</sup> Charles Libmann pour défenseur.

Les pays de l'OCDE sont devenus emprunteurs nets d'argent frais auprès du système bancaire international au troisième trimestre 1977, pour la première fois depuis 1973. Selon un rapport publié par la Banque des règlements internationaux, ce groupe de pays exportateurs de capitaux a, durant cette période, déposé 0,4 milliard de dollars et en a prélevé 2,2. En outre, il a procédé à des conversions, prélevant 0,3 milliard de dollars sur leurs dépôts libellés en cette monnaie et augmentant de 1,4 milliard de dollars ses dépôts en d'autres monnaies.

F. LEMEUNIER

**DROIT DES SOCIÉTÉS**

EXTRAIT DU SOMMAIRE

- Sociétés sans objet
- Sociétés à responsabilité limitée
- Sociétés anonymes
- Sociétés par actions
- Sociétés à capital variable
- Sociétés à participation variable
- Sociétés à capital fixe
- Sociétés à capital variable
- Sociétés à capital fixe

J. Delmas et Cie

F. LEMEUNIER

**SOCIÉTÉ CIVILE**

EXTRAIT DU SOMMAIRE

- Sociétés civiles
- Sociétés civiles à responsabilité limitée
- Sociétés civiles à responsabilité limitée
- Sociétés civiles à responsabilité limitée
- Sociétés civiles à responsabilité limitée
- Sociétés civiles à responsabilité limitée
- Sociétés civiles à responsabilité limitée
- Sociétés civiles à responsabilité limitée

J. Delmas et Cie

F. LEMEUNIER

**VIENT DE PARAITRE**

EXTRAIT DU SOMMAIRE

- Sociétés civiles
- Sociétés civiles à responsabilité limitée
- Sociétés civiles à responsabilité limitée
- Sociétés civiles à responsabilité limitée
- Sociétés civiles à responsabilité limitée
- Sociétés civiles à responsabilité limitée
- Sociétés civiles à responsabilité limitée
- Sociétés civiles à responsabilité limitée

J. Delmas et Cie

F. LEMEUNIER

**GROUPEMENT D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE**

EXTRAIT DU SOMMAIRE

- Sociétés civiles
- Sociétés civiles à responsabilité limitée
- Sociétés civiles à responsabilité limitée
- Sociétés civiles à responsabilité limitée
- Sociétés civiles à responsabilité limitée
- Sociétés civiles à responsabilité limitée
- Sociétés civiles à responsabilité limitée
- Sociétés civiles à responsabilité limitée

J. Delmas et Cie

ABU DHABI

BAHREIN DUBAI

DOHA MUSCAT

الخطوط الجوية

**GULF AIR**

le cinq étoiles du transport aérien.

(1) 261.61.20, (1) 776.41.52.

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2
D.M.	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2
S.U.S.	3 1/2	2 1/4	6 3/4	7 1/4	7	7 1/2	7 1/2	8 1/4
Floria	3	3	6 1/4	7 1/4	6 1/2	7 1/2	7 1/2	8 1/4
F.R.	3	3	6 1/4	7 1/4	6 1/2	7 1/2	7 1/2	8 1/4
F.S.	3	3	6 1/4	7 1/4	6 1/2	7 1/2	7 1/2	8 1/4
L. (1 000)	3 1/4	6 1/4	7 1/2	7 1/2	7	7	7	8
Fr. franc.	14	15	15	15 1/2	15 3/4	16 1/4	16 1/4	16 3/4

Rours d'import et d'export des euros pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de semaine par une grande banque de la place.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ Bas + Haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ U.S.	4,8000 4,8000	+ 100 + 100	+ 200 + 200	+ 600 + 700
\$ can.	4,8000 4,8000	+ 100 + 100	+ 200 + 200	+ 600 + 700
Yen (100)	2,0170 2,0250	+ 100 + 100	+ 200 + 200	+ 600 + 700
D.M.	2,3000 2,3100	+ 100 + 100	+ 200 + 200	+ 600 + 700
Floria	2,1000 2,1100	+ 100 + 100	+ 200 + 200	+ 600 + 700
F.R.	2,1000 2,1100	+ 100 + 100	+ 200 + 200	+ 600 + 700
F.S.	2,1000 2,1100	+ 100 + 100	+ 200 + 200	+ 600 + 700
L. (1 000)	2,1000 2,1100	+ 100 + 100	+ 200 + 200	+ 600 + 700
£	2,1000 2,1100	+ 100 + 100	+ 200 + 200	+ 600 + 700







50.000.000.000

INGER

DUR LE GOUVERNEMENT  
MRS acceptent de limiter  
rs revendications salariales

oupe Société Générale

# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

8 FÉVRIER

### Nouvelle avance

Aides par la reprise du franc et la perspective d'un accord de paix décevant, la hausse des cours s'est poursuivie mercredi à la Bourse de Paris. Mieux fort que la veille, le mouvement des notes s'est légèrement amplifié durant la séance avant de se ralentir et en clôture l'indice a été à 722,58, soit à 3,21 points au-dessus de son niveau précédent. Plus significatif de cette tendance a été le nombre de hausses relevées (20) comparé à celui des baisses (120). L'activité s'est nettement accrue : 21,30 millions de titres ont changé de mains contre 14,7 millions la veille (séance courte d'une heure). Les prospectus de Du Pont sur des nouvelles accords du premier trimestre ont continué d'exercer un effet positif sur le marché, ainsi que les données améliorées annoncées par diverses entreprises. Pour 1977, les professionnels attribuent cependant une nouvelle avance des cours au premier trimestre des ventes, qui, comme cela se produit toujours après une longue période de baisse, s'est accompagnée de rachats effectués par les vendeurs à découvert.

Il s'est transmis à presque tous les compartiments, y compris ceux magiques et à la construction mécanique délaissés la veille, les plus en faveur restent toujours l'automobile et le matériel électrique. Bref, encore une bonne séance, cette nouvelle avance des cours portant à plus de 4 % en quarante-huit heures la hausse des valeurs françaises.

Bien peu autour de la corbeille, cependant, coexistent à la comitologie de cette hausse, objectant, à son tour, des élections législatives le mois d'octobre peut précipiter la Bourse dans la dépression. A preuve : les faibles échanges enregistrés ce jour, personne, du moins dans la clientèle particulière, ne voulant se hasarder à prendre le monétaire risqué. Mais les organismes de placement collectif sont restés prudemment dans l'ombre. Ajoutons que les boursiers attendent la déclaration par M. François Mitterrand de son intention de démissionner.

La baisse de l'or et de ses dérivés s'est accélérée. Le lingot a perdu 595 F à 28 700 F (après 28 720 F), le napoléon 9,90 F à 290,10 F et la rente à 1/2 % 1973 encore plus de 1 %.

Aux valeurs étrangères, le fait saillant a été le vif recul des mines d'or. Relativement fermées des commodities. Peu de changement par ailleurs.

## LONDRES

8 FÉVRIER

### Nouvelle avance

La modération des revendications salariales formulées par le syndicat des mineurs favorise le reprise jeudi matin. L'indice des valeurs a été à 174,12, soit à 0,22 point au-dessus de son niveau précédent. Plus significatif de cette tendance a été le nombre de hausses relevées (20) comparé à celui des baisses (120). L'activité s'est nettement accrue : 21,30 millions de titres ont changé de mains contre 14,7 millions la veille (séance courte d'une heure). Les prospectus de Du Pont sur des nouvelles accords du premier trimestre ont continué d'exercer un effet positif sur le marché, ainsi que les données améliorées annoncées par diverses entreprises. Pour 1977, les professionnels attribuent cependant une nouvelle avance des cours au premier trimestre des ventes, qui, comme cela se produit toujours après une longue période de baisse, s'est accompagnée de rachats effectués par les vendeurs à découvert.

Il s'est transmis à presque tous les compartiments, y compris ceux magiques et à la construction mécanique délaissés la veille, les plus en faveur restent toujours l'automobile et le matériel électrique. Bref, encore une bonne séance, cette nouvelle avance des cours portant à plus de 4 % en quarante-huit heures la hausse des valeurs françaises.

La baisse de l'or et de ses dérivés s'est accélérée. Le lingot a perdu 595 F à 28 700 F (après 28 720 F), le napoléon 9,90 F à 290,10 F et la rente à 1/2 % 1973 encore plus de 1 %.

Aux valeurs étrangères, le fait saillant a été le vif recul des mines d'or. Relativement fermées des commodities. Peu de changement par ailleurs.

## NEW-YORK

8 FÉVRIER

### Nouvelle avance

La modération des revendications salariales formulées par le syndicat des mineurs favorise le reprise jeudi matin. L'indice des valeurs a été à 174,12, soit à 0,22 point au-dessus de son niveau précédent. Plus significatif de cette tendance a été le nombre de hausses relevées (20) comparé à celui des baisses (120). L'activité s'est nettement accrue : 21,30 millions de titres ont changé de mains contre 14,7 millions la veille (séance courte d'une heure). Les prospectus de Du Pont sur des nouvelles accords du premier trimestre ont continué d'exercer un effet positif sur le marché, ainsi que les données améliorées annoncées par diverses entreprises. Pour 1977, les professionnels attribuent cependant une nouvelle avance des cours au premier trimestre des ventes, qui, comme cela se produit toujours après une longue période de baisse, s'est accompagnée de rachats effectués par les vendeurs à découvert.

Il s'est transmis à presque tous les compartiments, y compris ceux magiques et à la construction mécanique délaissés la veille, les plus en faveur restent toujours l'automobile et le matériel électrique. Bref, encore une bonne séance, cette nouvelle avance des cours portant à plus de 4 % en quarante-huit heures la hausse des valeurs françaises.

La baisse de l'or et de ses dérivés s'est accélérée. Le lingot a perdu 595 F à 28 700 F (après 28 720 F), le napoléon 9,90 F à 290,10 F et la rente à 1/2 % 1973 encore plus de 1 %.

Aux valeurs étrangères, le fait saillant a été le vif recul des mines d'or. Relativement fermées des commodities. Peu de changement par ailleurs.

COURS		VALEURS		COURS		VALEURS		COURS		VALEURS		COURS		VALEURS	
précéd.	cours	précéd.	cours	précéd.	cours	précéd.	cours	précéd.	cours	précéd.	cours	précéd.	cours	précéd.	cours
78	75 58	Forges Saint-Eloi	56	55	Saint-François	271	270	Paquet	400	400	400	140	140	140	140
70 50	70 50	F.P.M. ex. Par	101	101	Saint-François	53 50	53 50	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
6 58	58 58	Francois	210	208	Saint-François	150	150	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
161	162	Jager	199	199	Saint-François	115	115	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
228	225	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
73	73	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
163 20	160 10	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
37 10	37 30	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
338	338	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
18	18	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
106	106	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
135 10	135 10	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
115	117	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
268	261	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
79	79	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
318	318	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
188	188	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
150	150	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
338	338	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
213	213	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248	248	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	90	90	Revelant	193	193	193	193	193	193	193
146	146	Jager	146	143	Saint-François	248									

